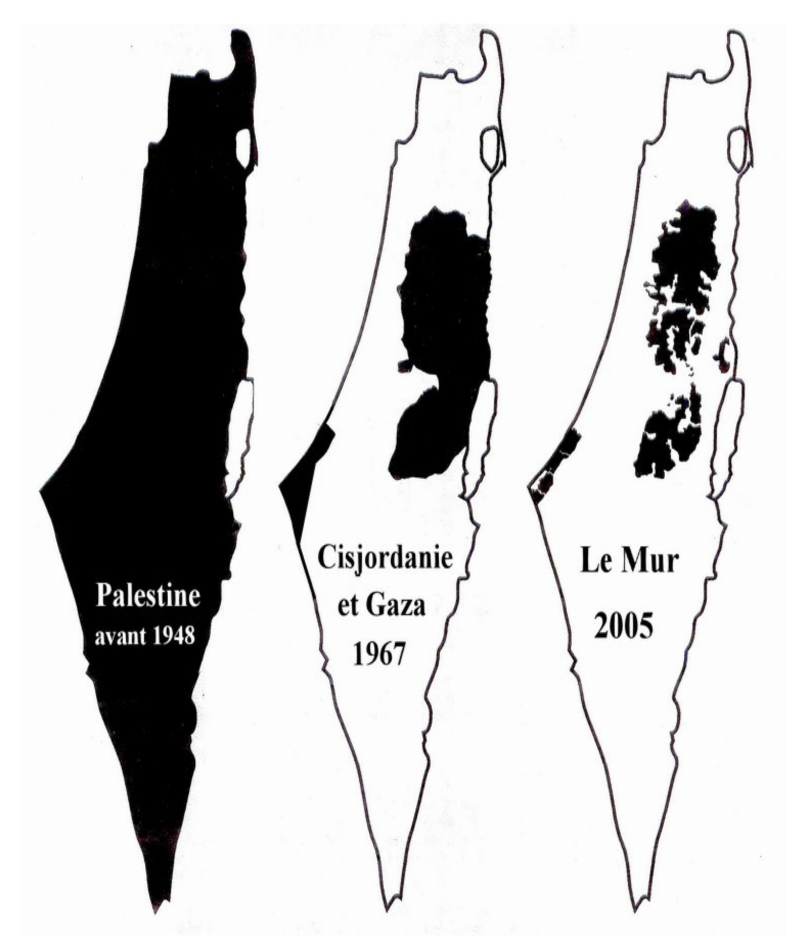


Cahiers de formation marxiste n°5

Textes de formation et de débats sur:

Marxisme, sionisme et question palestinienne



Edité par la Formation Léon Lesoil

Ligue Communiste Révolutionnaire

Section belge de la IVe Internationale



Cahiers de formation marxiste n°5

Les Cahiers de formation marxiste sont des anthologies de textes d'analyse produits avant tout - mais pas seulement - par notre courant : la LCR (ex-POS) et la IVe Internationale. Ils constituent ainsi des outils pour la formation marxiste, collective ou individuelle et s'adressent donc avant tout aux membres et aux sympathisant/es de notre organisation, mais sont également mis à la disposition de toute personne intéressée par les questions traitées et nos positions.

Textes de formation et de débats sur :

Marxisme, sionisme et question palestinienne

Sommaire :



Edité par la Formation Léon Lesoil

Ligue Communiste Révolutionnaire

Section belge de la IVe Internationale

1917-1947 : l'implantation sioniste

Le 29 novembre 1947, trente-trois pays votent à l'ONU le partage de la Palestine en deux Etats : l'un arabe, l'autre juif. Le 14 mai 1948, David Ben Gourion, à Tel-Aviv, proclame unilatéralement l'indépendance d'Israël. Quelque trente ans avant, le 17 novembre 1917, le ministre britannique des Affaires étrangères adresse une lettre à lord Rothschild, la déclaration Balfour, qui « envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ». Trente années, qui seront celles de la Grande-Bretagne, puissance mandataire ; celles de l'entre-deux-guerres également, qui bouleversent en profondeur cette région.

Lors de la Première Guerre mondiale, la diplomatie britannique poursuit un double objectif : rassembler le maximum de forces contre l'Allemagne, et préparer le meilleur partage possible des territoires laissés par l'après-guerre. Le Moyen-Orient n'est pas la région la moins touchée par cette politique. Elle dépend de l'Empire Ottoman, allié de l'Allemagne, qui domine de plus en plus mal les vastes territoires sous son contrôle. Les Britanniques promettent aux populations arabes la création d'un Etat contre leur engagement dans la guerre. Londres doit "reconnaître et soutenir l'indépendance des Arabes dans toutes les régions situées dans les limites revendiquées par le chérif de La Mecque ». En suivant à la lettre cette promesse, la Palestine est incluse dans ce futur Etat, à l'exception des Lieux Saints.

Mais la même année, en 1916, les pays de l'Entente se partagent ces territoires non encore conquis. Au mépris de la terre et des hommes, des pays européens déterminent leurs futures zones de colonisation. Ce sont les accords secrets de Sykes-Picot-Savanov conclus entre la Grande-Bretagne, la France et la Russie. En 1917, Lénine dénonce le principe de la diplomatie secrète et rend publics tous les traités signés par le tsar. Les Arabes s'aperçoivent qu'il ne reste pas grand-chose de leur futur Etat.

Enfin, c'est la déclaration Balfour, encore une promesse des Britanniques, et qui sera la seule respectée. Les raisons de cette prise de position sont de trois ordres. Elle montre la formidable pression de l'organisation sioniste, avec à sa tête Chaïm Weizmann, brillant chimiste, qui vient de mettre au point un procédé de fabrication d'acétone synthétique, indispensable à l'industrie de guerre anglaise. Il y a également l'intention de mobiliser, contre l'Allemagne, les importantes communautés juives américaine et russe. Enfin, il y a un intérêt stratégique : l'installation d'une communauté aidant la puissance britannique à contrôler cette région si proche du canal de Suez. En tout cas, c'est le coup de grâce pour les Arabes, baptisés avec maladresse par le secrétaire au Foreign Office de "collectivités non juives existant en Palestine », alors qu'à cette date ils représentent 700.000 personnes aux côtés de 60.000 Juifs, soit 90% de la population.

En fait, ce sont les accords de San Remo, en 1920, qui déterminent le partage de la région entre la France et la Grande-Bretagne. La première obtient la Grande-Syrie (la Syrie et le Liban), la seconde le reste. L'accord est largement favorable à la Grande-Bretagne qui a conquis la région militairement, grâce à ses armées d'Egypte. Quelque temps plus tard, le 24 juillet 1922, la jeune Société des nations met en place le système des mandats qui respecte le partage fait.

Ce mandat reprend la déclaration Balfour et prône l'établissement d'un foyer national juif. Les premiers articles sont un mode d'emploi de cette implantation sioniste. Les conséquences sont importantes : il y a reconnaissance officielle de l'Exécutif sioniste (qui deviendra par la suite l'Agence juive), dont les statuts sont acceptés, alors que l'Etat juif y est inscrit. Il lui donne droit de lever un impôt spécifique, de régler les affaires économiques, sociales. En quelque sorte un petit Etat dans l'Etat; l'hébreu est la langue officielle au même titre que l'anglais et l'arabe. Les Palestiniens ne sont presque pas mentionnés dans ce mandat.

La Grande-Bretagne appuie généreusement cette politique. La nomination de Herbert Samuel, comme haut-commissaire britannique en Palestine, ne peut être ressentie que comme un encouragement à l'implantation sioniste ; il est lui-même un sioniste convaincu. Et, même après les premières révoltes arabes, les Britanniques confirment dans le « Livre blanc » de 1929 leurs intentions : " Les obligations établies par le mandat à l'égard des deux sections de la population sont d'égale importance." Une "égale importance" pour, à cette époque, 17% de Juifs et 83% d'Arabes... Ce qui amène les Palestiniens à boycotter toutes les instances mises en place par le mandat, alors que les organisations sionistes n'hésitent pas à prendre toute la place, organisant un tissu politique (à travers des élections) et social.

L'immigration et la terre sont les facteurs d'évolution de la Palestine; deux enjeux primordiaux qui transforment la région en moins de trente ans. 60.000 Juifs en 1919, 170.000 en 1931 et 430.000 en 1939. Pour la seule année 1935, 62.000 nouveaux migrants, soit autant que la communauté de 1919. On comprend les craintes des Arabes. Alors que les

restrictions sont croissantes après 1939, ce sont encore 120.000 nouveaux arrivants enregistrés à la date du 14 mai 1948. Cette fois encore, le mandat favorise cette situation : en 1930, une lettre du Premier ministre britannique à l'organisation sioniste précise, à la suite du " Livre blanc » de 1930, que la capacité d'absorption des immigrants n'est pas à entendre comme capacité du pays, mais comme capacité de la communauté juive de Palestine : plus cette dernière est riche, plus les immigrants pourront être nombreux.

La politique mandataire a facilité les transferts de terres. Les lois foncières sont celles de la puissance mandataire, sans tenir compte des logiques culturelles. Les titres de propriété sont retirés lorsque les terres sont non cultivées depuis trois années consécutives. Ce qui pénalise les éleveurs. Et le Fonds national juif, chargé du rachat des terres, est reconnu comme association d'utilité publique. Surtout, les implantations sionistes suivent une logique politique depuis toujours ; elles préparent un partage. Les villages (qui passent de quelques dizaines à plusieurs centaines, en vingt ans) sont concentrés : dans les années trente, 70% des Juifs se trouvent dans la plaine côtière et 30% dans les districts d'Haïfa et de Jaffa. Lorsque les implantations sont difficiles, les villages sionistes entourent la zone, comme en Galilée.

Les sionistes achètent les terres aux gros propriétaires fonciers qui détiennent la majeure partie de la Palestine (62%). Ces terres sont en général marécageuses, mal drainées, comme la plaine côtière, la vallée de Jezréel, autour du lac de Tibériade, elles sont peu rentables pour le fermage ou la culture. Les sionistes vont les mettre en valeur. Mais l'économie locale est bouleversée. Les Palestiniens, bien souvent non propriétaires, travaillent sur les plateaux, sur les plantations d'agrumes, de blé dur, d'oliviers, pour des salaires de misère, et subsistent en laissant leurs bêtes sur ces terres. C'est tout l'équilibre entre élevage et culture des Palestiniens que remettent en cause les implantations juives.

D'autant que les organisations sionistes montrent un savoir-faire important pour la mise en valeur de ces terres. Et des moyens autres : plus de 400 millions de dollars viennent garnir l'escarcelle du Foyer national au cours de ses quinze premières années. Le résultat ? Avec 7,7% des terres cultivées, les paysans juifs fournissent, en 1945, près de 30% du produit agricole (agrumes non compris). L'écart entre les deux populations se creuse : vers 1930, le salaire quotidien d'un agriculteur arabe est de 80 à 120 mils, tandis que son homologue juif gagne entre 150 et 200 mils (1000 mils = 1 livre anglaise). Enfin, le niveau de vie est supérieur dans la communauté juive : médecins, infirmières... sont en nombre parmi les migrants. La concurrence est également féroce en ce qui concerne le commerce, l'artisanat et les emplois dans l'industrie naissante. Bref, les implantations sionistes se font au détriment d'une population palestinienne qui voit son niveau de vie se dégrader dangereusement.

Face à cette situation, les relations entre les communautés juive et arabe (celle-ci est composée pour 20% de chrétiens) se dégradent. Des heurts sanglants éclatent à Jaffa en avril 1936. Et la communauté arabe ordonne le boycott des institutions juives. Ce mouvement de grève générale dure jusqu'en octobre 1938 et prend la forme d'une guerre larvée, meurtrière : sept mille victimes, dont la majeure partie est palestinienne. La répression britannique est féroce : déportation, exil, destruction de villages...

La grève générale entraîne une situation dramatique. Les Etats arabes de la région, indépendants mais sous contrôle anglais, pèsent de tout leur poids pour trouver une solution de compromis. Le gouvernement britannique accepte le travail de la commission internationale Peel, qui semble permettre une issue au conflit. La grève s'arrête. Le 7 juillet 1937, le rapport Peel est publié. Il prévoit une partition du pays : un Etat juif, un Etat arabe et une zone comprenant Jérusalem, restant sous mandat britannique. Le mouvement sioniste rejette cette idée, mais participe aux travaux de mise en place concrète, pour essayer d'obtenir une meilleure répartition. Les Etats arabes ne sont pas plus d'accord, mais en discutent également les tracés, sans doute, à l'exemple de la Transjordanie, pour essayer de s'accaparer des miettes territoriales. Quant aux Palestiniens arabes, c'est la consternation. Pour eux, il s'agit d'une amputation du territoire national.

Une commission travaille pendant l'année 1938 à ce projet de partition. Mais l'augmentation de la tension en Palestine risque d'être définitivement explosive. En 1938, les opérations armées font, par exemple, 59 morts juifs et 102 morts arabes en Galilée. La répression reprend encore plus féroce: La troupe anglaise, la police du mandat augmentée de milliers de volontaires juifs enrôlés, la Hagana, l'Irgoun, les hommes de Nashashibi : c'est à qui portera les coups les plus durs aux insurgés, avec la bénédiction des Etats arabes pro-britanniques et des clans palestiniens. Le mouvement arabe palestinien ne se remettra pas avant longtemps des milliers de morts tombés dans ces ultimes combats, des innombrables emprisonnés et déportés. Vingt ans durant, sa cause n'obéira quasiment plus qu'aux calculs des régimes arabes de la région.

Et, en ces trois années d'émeute, le problème palestinien s'est transformé en enjeu pan-arabe qui embrase l'ensemble de la région. La répression en touchant tous les milieux palestiniens, même modérés, avait rendu possible des changements d'alliance : le mufti Hasayni de Jérusalem s'était réfugié en Allemagne et les Etats arabes de la région pouvaient choisir de rejoindre les puissances de l'Axe.

Le gouvernement britannique publie unilatéralement le 17 mai 1939 un autre « Livre blanc » : il signifie un retournement de l'attitude du mandataire. Les Britanniques limitent

l'immigration et réglementent sévèrement les transferts de terre. Surtout ce « Livre blanc » propose comme objectif « un Etat de Palestine indépendant. Ce devra être un Etat dans lequel les Arabes et les Juifs partageront l'autorité dans le gouvernement ...

Le rapport Peel est enterré et les principales revendications arabes font l'objet d'une ouverture visible. Les organisations sionistes dénoncent ce « Livre blanc » et comprennent surtout que leur idéal ne peut s'accomplir dans le cadre du mandat britannique. C'est un retournement d'alliance. Ben Gourion, leader sioniste, stigmatise la "plus grande trahison perpétrée de nos jours par le gouvernement d'un peuple civilisé (...) formulée et expliquée avec l'art d'hommes experts à tromper et feindre la droiture". Mais la guerre ne leur laisse guère le choix...

Après 1945, les différentes organisations sionistes se retournent contre les Britanniques : terrorisme, implantations clandestines... Aucune cible britannique n'échappe aux bombes de la Hagana et de l'Irgoun. Au point que les militaires se replient dans des zones de sécurité et dans des bastions fortifiés. Le mouvement sioniste influence fortement l'opinion publique internationale et la rend favorable à sa cause. La révélation de l'horreur des camps de la mort nazis traumatise Européens et Américains. C'est l'affaire de l'Exodus, ce bateau d'immigrants juifs que les Anglais repoussent et détournent pour un retour vers l'Allemagne. Ce sont ces migrants clandestins qui sont enfermés dans des camps de transit. Autant d'erreurs monstrueuses de la part des Britanniques, atteignant leur crédit au niveau international. La Grande-Bretagne décide alors de remettre son mandat à l'ONU, tout en décidant de rester jusqu'à son terme officiel : le 14 mai 1948.

Une commission de l'ONU se met en place et enquête. Les organisations sionistes se présentent unifiées devant cette commission, avec une position claire adoptée à Baltimore, le 11 mai 1942 : un Etat juif. Quant aux Arabes, ils n'arrivent guère à se mettre d'accord entre eux. Les Palestiniens remettent leur sort entre les mains des Etats arabes de la région. Mais « chacun d'entre eux espère tirer de la crise palestienne, qui un brevet de nationalisme à bon compte, qui des avantages territoriaux. La méfiance réciproque empêche la coordination des efforts, et bloque toute action efficace.

La commission de l'ONU propose un partage. Jérusalem serait sous mandat international, et la répartition des territoires suit l'implantation des villages juifs, soit environ 50% du territoire pour 30% de la population. De plus, l'Etat juif possède une continuité territoriale, tandis que l'Etat arabe est constitué de trois morceaux : la Galilée, la Cisjordanie et la bande de Gaza. Ce puzzle excite d'entrée la convoitise des Etats arabes voisins.

Mais ce plan reçoit le soutien paradoxalement conjoint, en ce début de Guerre froide, des Etats-Unis et de l'URSS. Les Etats-Unis ne veulent pas voir l'URSS s'implanter seule dans cette région, pensent aussi y trouver des intérêts économiques, et enfin, le président, pour sa réélection, a besoin des votes de la communauté juive américaine. L'URSS soutient les sionistes pour mettre un pied dans un Moyen-Orient dominé par des clans princiers conservateurs, étroitement liés à la Grande-Bretagne.

Le 27 novembre 1947, ce plan de partage est voté par l'ONU. Le 14 mai 1948, l'Etat d'Israël est proclamé unilatéralement par l'Agence juive. Le 15 mai, les troupes de la Ligue arabe interviennent en Palestine. La première guerre Israélo-arabe commence.

Alain Gwenn, Critique communiste n°135, automne 1993

1. Palestine 47, un partage avorté, Alain Gresh et Dominique Vidal, éditions Complexe.
2. Histoire du sionisme, Walter Laqueur, Calmann-Lévy.
3. Alain Gresh, Dominique Vidal, op. cit.

1948 : La Naqba

Voici 50 ans, le 14 mai 1948, le mouvement sioniste soutenu par les grandes puissances proclamait la naissance de l'Etat d'Israël. Officiellement désigné comme la "déclaration d'indépendance" d'Israël, cet événement allait au contraire donner une forme radicalement neuve à la dépendance des peuples de Palestine, et du Moyen-Orient en général, vis-à-vis des intérêts stratégiques de l'impérialisme et de l'Union Soviétique. Loin de "libérer" les survivants du génocide nazi, la création de l'Etat d'Israël allait faire payer le prix de la destruction des Juifs d'Europe à un autre peuple, le peuple palestinien qui désigne cet anniversaire comme celui de la « Naqba », la catastrophe.

En 1897, le premier Congrès Sioniste Mondial consacrait la doctrine de son dirigeant Theodor Herzl: dispersé de par le monde et victime d'un antisémitisme grandissant, le peuple juif devait "retourner" sur sa terre ancestrale, la Palestine, pour y créer un Etat juif qui allait le transformer en une "nation comme les autres".

Longtemps minoritaire dans les communautés juives, le mouvement sioniste allait convertir le gouvernement britannique à sa cause. Celui-ci avait reçu un "mandat" sur la Palestine lors du dépeçage de l'Empire Ottoman, après la Première Guerre Mondiale. En 1917 déjà (déclaration Balfour), la Grande-Bretagne promettait à Lord Rotschild, représentant de la bourgeoisie juive britannique, la création d'un foyer national juif en Palestine. Etant clairement entendu, précise non sans candeur Lord Balfour, que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non juives. Car ni le gouvernement de Sa Gracieuse Majesté ni les dirigeants sionistes n'ignorent que, loin d'être un désert, la Palestine est peuplée d'Arabes palestiniens (90% de la population en 1917). Comme l'écrira Arthur Koestler, une nation a solennellement promis à une seconde le territoire d'une troisième.

Dès lors, les mouvements sionistes entament la colonisation de la Palestine. Grâce à l'administration britannique, la communauté juive de Palestine, dite Yichouv, devient un Etat dans l'Etat. Les chiffres ne sauraient mentir: de 1922 à la fin de 1946, le nombre de Juifs grimpe de 84.000 à 608.000, c'est-à-dire d'un dixième à un tiers de la population totale; la superficie possédée par les Juifs s'étend, entre 1897 et 1947, de 20.000 à 180.000 hectares, soit 7% des terres sur lesquelles les colonies juives, dont le nombre a crû de 27 à 300, produisent 28% du produit agricole de la Palestine; quant à la production industrielle du Yichouv, elle explose littéralement de l'indice 100 en 1920-1922 à l'indice 1029 en 1937-1938, pour doubler encore jusqu'à la fin de la Seconde Guerre Mondiale; le revenu moyen juif atteint alors le double du revenu moyen arabe.

La branche "socialiste" du mouvement sioniste, s'inspirant des thèses pseudo-marxistes de Ber Borochov réussit à faire appliquer la doctrine du "travail juif" qui consiste tout simplement à exclure les Palestiniens du travail industriel. Résultat, sous la plume d'Emile Vandervelde qui visite la Palestine en 1929: « Il n'y a que des ouvriers juifs, sauf à l'usine Nesher, où malgré les protestations de la Histadrouth l'on a embauché quelques arabes pour les gros travaux de l'extérieur ». La Histadrouth n'est autre que le syndicat unique des travailleurs juifs du Yichouv, qui deviendra le syndicat d'Etat en Israël. Cette politique constitue un frein puissant à la prolétarisation des paysans arabes de Palestine et donc, logiquement, à l'émergence d'un mouvement ouvrier significatif. La prise de conscience nationale, face à l'extension des colonies juives et à la menace de création d'un Etat ethnique dont elle sera exclue, jette la population palestinienne dans les bras d'un mouvement national dominé par les féodaux. La révolte arabe, qui atteindra son apogée avec la grève générale de 1936, apparaît ainsi selon Nathan Weinstock comme une confirmation négative de la théorie de la révolution permanente.

Sans se référer à ce schéma, Ilan Halevi aboutit à une conclusion plus fine: C'est l'ambition sioniste d'édifier en Palestine une "pyramide renversée", de modifier radicalement la structure sociale qui donne à l'entreprise colonisatrice sa cohésion et son autonomie. C'est elle qui rend inefficaces et condamne à l'échec les réactions palestiniennes et arabes de l'époque du Mandat. La société palestinienne, qui perçoit à des rythmes divers, selon les couches sociales, la réalité d'une menace sioniste, n'en comprend pas les ressorts internes: soit qu'elle dénonce, à la façon des notables et des grands propriétaires, "les juifs": elle conduit alors à la confessionnalisation et pousse les juifs palestiniens dans les bras des sionistes; soit qu'elle dénonce globalement l'impérialisme britannique, éludant l'analyse de la dynamique propre du mouvement sioniste, à la façon des révolutionnaires de 36-39 ou des communistes palestiniens, juifs et arabes, de la même époque.

L'inadéquation des réponses trouve une tragique illustration avec la grève générale de la population arabe de Palestine en 1936. Alors qu'une grève similaire en Syrie, la même année, avait forcé le pouvoir mandataire français à reculer et à

concéder au mouvement national la promesse d'un processus menant à l'indépendance, la grève en Palestine n'a eu qu'un seul effet pratique: la prise en main définitive de l'économie mandataire par la main-d'oeuvre juive organisée, l'auto-exclusion des travailleurs arabes du marché de l'emploi, où s'engouffrent les nouveaux immigrants.

L'accent mis sur le rôle des masses dans le mouvement sioniste permet de relativiser l'imagerie antisioniste qui fait des colons les simples instruments du capital financier international dans son système de domination des peuples arabes. Parce qu'inspirée d'une vision de classe, déviée en "socialisme national", la stratégie du mouvement ouvrier sioniste aura ainsi réussit ce que tous les autres mouvements de colonisation auront échoué à atteindre: par l'exclusion radicale du travail pour le peuple colonisé, il lui retirait une arme déterminante dans la lutte de libération. Aujourd'hui encore, les grèves générales palestiniennes ne sont que des actions symboliques: elles n'affectent pas l'économie de l'occupant.

L'émir Abdallah, Roi de Transjordanie (future Jordanie) pèsera lourdement sur les notables palestiniens pour mettre fin à la révolte, tout en prenant avec la direction sioniste des dispositions secrètes sur le partage de la Palestine: non pas un Etat juif et un Etat arabe (palestinien), mais l'annexion au royaume hachémite de ce que l'Etat juif n'aura pas acquis. Cet arrangement sera finalement mis en pratique, après la guerre de 1947-1949, et prévaudra sur le plan de partage des Nations-Unies. La direction palestinienne s'était trompée sur les intentions de son "allié arabe": Ce ne sera pas la dernière fois...

L'expulsion

Les sionistes ne pouvaient se contenter de gagner la bataille sur le seul plan diplomatique. Pour établir un Etat juif en Palestine, il fallait aussi y constituer une majorité démographique. Après la Seconde guerre mondiale, pendant laquelle la direction sioniste a joué un rôle criminellement passif face au génocide, des centaines de milliers de survivants se retrouvent dans des camps pour "personnes déplacées", sans qu'aucune politique ne soit mise en place pour les accueillir. Un grand nombre d'entre eux rêvent des Etats-Unis, mais ceux-ci instaurent une politique de visas très stricte et les refoulent. La Palestine est bien souvent pour eux la seule issue, et les sionistes organisent leur « alla », leur "montée en Israël". Selon l'historien israélien Elle Bamav ; « pour la première fois dans l'histoire du mouvement, l'adhésion des masses juives à travers le monde est pleine et entière, de même que la sympathie de l'opinion mondiale. (...) Pour choquant que cela puisse paraître, Hitler a certainement été le levier le plus puissant dans l'édification de l'Etat juif. Mais la présence arabe constituait un obstacle de taille. »

En 1947, la Palestine est peuplée de 1,3 millions d'Arabes et 0,65 millions de Juifs. Pendant la guerre de 48-49, environ 800.000 Palestiniens sont expulsés. Expulsés? Selon l'histoire israélienne officielle, il n'en est rien. Ils auraient fui, du fait de la conjonction de deux phénomènes: d'une part, les massacres "exceptionnels" perpétrés par l'extrême-droite sioniste (dirigée par Begin) comme à Deir Yassine, quoique dénoncés par l'establishment travailliste, auraient créé un vent de panique "spontané" dans d'autres villages dont les habitants auraient fui sans y être directement contraints; d'autre part les pays arabes auraient lancé des appels via la radio pour que les gens quittent provisoirement leurs villages, pour y revenir une fois la victoire militaire assurée. Selon cette mythologie fondatrice, ce sont donc les pays arabes qui ont "inventé" le problème palestinien, et seule l'extrême-droite clandestine aurait été porteuse du projet de "transfert" par la violence.

Cette lecture de l'histoire heurte de front la mémoire palestinienne. Quand près d'un million de personnes ont vécu un événement, en l'occurrence l'expulsion de leur terre natale, il est difficile de le leur faire oublier. Mais jamais les réfugiés ni les historiens palestiniens n'ont été entendus en Israël, et leur parole est entachée de suspicion dans l'opinion internationale. Au mieux considère-t-on qu'il y a "deux versions" de l'histoire, qu'il y a "débat". Pourtant, sur le plan des faits, les questions sont tranchées depuis longtemps. Des expulsions massives ont été organisées par l'armée israélienne régulière. Aucune organisation palestinienne ni aucun Etat arabe n'a jamais appelé les Arabes de Palestine à quitter leurs terres. Quant à l'idée du "transfert", elle est consubstantielle du sionisme politique dès l'origine, de même que le projet de cacher la réalité de cette mesure indispensable à l'établissement d'un Etat juif:

« Le double processus d'expropriation et de déplacement des pauvres doit être mené de façon à la fois prudente et discrète», note déjà Théodore Herzl dans son journal, en date du 12 juin 1895. En 1948, aucun doute n'est possible sur les intentions de l'armée israélienne, même dans le chef de la "gauche" sioniste la plus encline à croire au caractère humaniste du projet sioniste. Dans un mémorandum adressé au comité central du Mapam (gauche travailliste), Aharon Cohen écrit, le 10 mai 1948: « Il y a tout lieu de croire que ce qui est actuellement fait est accompli pour servir certains objectifs politiques, et non pas à partir de nécessités militaires, comme on l'entend quelquefois proclamer. En fait, c'est le "transfert" des Arabes hors des frontières de l'Etat juif qui est mis en oeuvre. L'évacuation et la destruction des villages arabes n'est pas toujours accomplie en fonction des besoins militaires. La destruction totale des villages ne répond pas seulement à l'inexistence de forces suffisantes pour y maintenir une garnison. »

L'enjeu du "débat" ne porte pas sur les faits; qui sont difficilement discutables, il porte plutôt sur la reconnaissance par Israël de l'injustice fondamentale sur laquelle il fonde son existence. En ce sens, le débat historique atteint une autre dimension en Israël: reconnaître l'expulsion, ce serait reconnaître la légitimité du mouvement national palestinien non pas comme un ennemi atavique ("ils ont toujours refusé notre droit à l'existence", pleurnichent les sionistes, dans leur attitude de blaming the victims) mais comme le processus qui fait des opprimés les sujets de leur propre histoire, d'une histoire dont la suite pourrait désormais s'écrire à deux, dans la paix et la justice.

Cette perspective était devenue palpable avec l'Intifada, pendant laquelle le peuple palestinien avait consciemment choisi de combiner le soulèvement et la main tendue, acceptant de facto le compromis historique. Israël a traduit cette aspiration dans un accord sordide, produit de la Guerre du Golfe, de la décomposition de la direction palestinienne, de l'utopie post-moderniste des businessmen travaillistes et de la crise morale de la société israélienne. Et, à peine la paix signée, la colonisation des territoires occupés était renforcée: décidément l'histoire niée se prolonge.

Daniel Liebmann, La Gauche n°9, 15 mai 1998

Pourquoi tout socialiste doit soutenir la libération des peuples arabes

Le mouvement sioniste dont la création de l'Etat d'Israël a été l'aboutissement avait pour objectif d'établir en Palestine, terre arabe, un « Etat juif » sous la protection des grandes puissances impérialistes. C'est là le programme du Congrès sioniste de Bâle de 1897, date officielle de la fondation du sionisme politique (par opposition au sionisme sentimental antérieur qui visait à créer en Palestine un foyer spirituel juif et accessoirement, d'y implanter quelques villages agricoles).

Pareille idéologie nationaliste se situant d'emblée dans la joute de l'impérialisme ne pouvait évidemment germer dans l'esprit de ceux qui désespéraient de vaincre l'antisémitisme qui imprégnait la société d'Europe Orientale où se concentrait la grande masse des Juifs au XIXe siècle. Initialement, le courant sioniste resta minoritaire, essentiellement limité à la petite-bourgeoisie jeune évincée par la xénophobie de la bourgeoisie locale non juive ascendante. La grande majorité des masses juives restait hostile au nationalisme juif – en tous cas sous sa forme sioniste – soit par traditionalisme religieux, soit par conviction idéologique. La bourgeoisie juive espérait une réforme libérale de l'Empire tsariste, le mouvement ouvrier juif – et notamment le Bund – luttait pour le socialisme qui abolirait les causes structurelles du racisme anti-juif.

L'impuissance du mouvement ouvrier mondial à empêcher la victoire du fascisme et la dégénérescence stalinienne de la Troisième Internationale ont eu pour effet de transformer au sein de la population juive la minorité sioniste en quasi-unanimité. D'autre part, les masses juives compactes d'Europe orientale ont été exterminées par le nazisme. Quant au survivants, traumatisés par le génocide et par l'antisémitisme larvé de l'URSS qui leur ôtait l'espoir d'une solution socialiste du problème juif, ils n'ont eu de planche de salut que dans le soutien au projet d'Etat juif, havre possible en cas de renaissance des persécutions, bref le sionisme comme assurance-survie.

Le mouvement sioniste précisément parce qu'il avait pour objet de transformer une terre arabe, la Palestine, en Etat juif, devait nécessairement entrer en conflit avec la population locale (y compris d'ailleurs la minorité juive palestinienne de l'époque). En effet, transformer la Palestine en terre de peuplement juif impliquait soit le déplacement, soit l'expulsion des habitants (et le leader sioniste Herzl ne s'en cachait pas dans ses mémoires) ou, au mieux, l'instauration de rapports coloniaux entre immigrants juifs et fellahs arabes.

Il en résulte que ce programme impliquait nécessairement :
- l'opposition des masses palestiniennes (les dirigeants pourraient éventuellement êtres achetés) :
- la protection impérialiste pour protéger les colons contre cette résistance.

Toute l'histoire de la colonisation juive de la Palestine est celle de ce processus. Les achats de terres sioniste suivi de l'éviction des Fellahs, provoquaient une opposition vivace qui se cristallise politiquement à partir de 1911. Pour mettre en œuvre le programme de peuplement juif, le mouvement sioniste s'appuie sur les puissances dominantes de la région : Ottomans d'abord, Britanniques ensuite (le Mandat), Américains et Soviétiques en 1947-1948, Grande-Bretagne et USA en 1956, USA depuis lors.

Il s'ensuit que la tragédie des réfugiés palestiniens et la successions de révoltes arabes contre l'implantation sioniste découlait du programme sioniste lui-même. Comme l'écrivait lucidement le sioniste fasciste Jabotinsky dans un texte intitulé « La muraille de fer », il n'y avait pas de raison que les Palestiniens acceptent un sort que refusaient les Sioux. Dès lors, disait-il, les divergences entre sionistes sont secondaires ; il n'y a pas parmi nous de sionistes « carnivores » ou « végétariens », nous savons tous que le programme sioniste ne peut être réalisé que par la force. La seule divergence sérieuse consistait à savoir si les sionistes devaient compter avant tout sur leurs propres milices armées ou sur la force militaire de l'impérialisme. D'où la constitution de diverses unités militaires juives en Palestine pendant l'entre-deux guerre, et par la suite (Hagana, Irgoun, groupe Stern) qui fusionnèrent finalement au sein de l'armée israélienne. Ces unités se sont notamment renforcées avec l'appui de la puissance coloniale britannique pendant la grande révolte palestinienne de 1936-1939.

Au cours de la grève générale arabe de 6 mois et de la guérilla rurale, les milices de Dayan aident la RAF et les troupes britanniques à ratisser les villages de Galilée et montent la garde le long de l'oléoduc de l'Iraq Petroleum Company.

En 1948-1949, la « guerre d'indépendance » israélienne – en fait l'occupation militaire sioniste de la majorité de la Palestine – repose sur la même politique de force avec l'appui combiné de Truman et de Staline.

De même, les évictions incessantes de paysans arabes à la suite des achats de terre sioniste entre les deux guerres – conséquence inévitable du pseudo-socialisme sioniste consistant à vider les terres palestiniennes pour les faire travailler par des Juifs – culmine dans l'expulsion et la fuite (sciemment stimulée) de la majorité des Palestiniens de l'Etat hébreu en 1948. Donc, dès l'origine, la dépossession des Palestiniens par la force est l'axe politique majeur de la pratique sioniste.

La politique extérieure sera conditionnée par ces données de base. Pour survivre en tant qu'Etat fondé sur l'évacuation de ses habitants naturels ce qui suscite la haine des masses arabes et stimule leur potentiel anti-impérialiste, Israël est contraint – également parce qu'il est invivable économiquement – de s'appuyer sur l'impérialisme et s'en faire l'instrument contre la révolution arabe. D'où la campagne du Sinaï en 1956 (contre la nationalisation du canal de Suez), la politique de soutien à l'Algérie française, l'appui au Sud-Vietnam, l'assistance militaire à l'Ethiopie, la reconnaissance de la junte chilienne de Pinochet, etc.

Economiquement et structurellement, l'Etat sioniste est incorporé au système impérialiste mondial. Chacune des guerres israélo-arabes est dirigée par priorité contre les ferments révolutionnaires du monde arabe ; nassérisme en 1956, radicalisme syrien en 1967 et aujourd'hui, résistance palestinienne depuis 1967 jusqu'à nos jours. Inversément, entre Israël et les régimes réactionnaires arabes il y a toujours eu accord tacite symbolisé par les menaces de Tel Aviv d'intervenir en Jordanie en cas de renversement de régime. Israël est donc un Etat qui ne subsiste au Moyen-Orient que par la terreur militaire.

La question est claire en ce qui concerne Israël et la révolution arabe : le sionisme est l'ennemi déchaîné des masses populaires dont le réveil pourrait compromettre l'équilibre des forces instauré à son avantage. Elle est plus complexe en ce qui concerne les directions réactionnaires arabes, fondamentalement favorables au statu quo (car Israël protège aussi leur stabilité) mais poussée par la base à faire surenchère d'anti-sionisme pour le crédit des masses. C'est ce qui explique l'ambiguïté de la position de ces régimes, ce qui se reflète dans la guerre actuelle : les directions syriennes et égyptiennes se battent en fait pour obtenir la réalisation de la résolution de l'ONU leur restituant les territoires conquis en 1967 mais reconnaissent simultanément le droit d'Israël en tant qu'Etat sioniste.

En tant que tête de pont impérialiste et kyste colonialiste, Israël doit être combattu par tous les révolutionnaires. Dans le contexte global la lutte de Damas et du Caire contre Tel Aviv est partie intégrante de la lutte d'émancipation des peuples oppressés du Tiers Monde même si les régimes de ces pays sont réactionnaires (dénassérisation en Egypte qui s'efforce de se rapprocher des USA) et petit-bourgeois en Syrie, même si ces deux régimes tolèrent l'écrasement de la résistance palestinienne lors du Septembre noir (ce qui moins vrai pour la Syrie) et s'ils ont muselé à leur tour les Fedayins sur leur territoire.

En outre, la politique de force que doit emprunter Israël pour se maintenir l'a amené à un expansionnisme constant. Les annexions territoriales de 1967 ont fait du sionisme une question nationale égyptienne et syrienne autant que palestinienne, puisque la libération de leur propre territoire occupé (Golan, Sinaï) est à l'ordre du jour.

Israël est trop utile aux USA en tant que « Prusse du Moyen-Orient » pour que Washington puisse tolérer que son existence soit mise en cause. Du reste, la supériorité militaire d'Israël est telle que seul un processus révolutionnaire global dans la région pourrait entraîner sa défaite, lequel – compte tenu des intérêts pétroliers impérialistes – se développerait en une lutte prolongée comparable à la guerre d'Indochine avec intervention massive israélienne. Déjà d'ailleurs, Tel Aviv s'efforce de ramener la Syrie à l'âge de la pierre.

Le fait que, pour la première fois, Tel Aviv n'emporte pas la victoire par une guerre-éclair (lors de la guerre des 6 jours de 1973, NDLR) est due à plusieurs facteurs ;

- Pour la première fois, les Israéliens n'ont pas lancé une guerre préventive (déclaration de Golda Meir) ;
- Les USA et l'URSS ont toléré cet affrontement pour contraindre Israël, devenu trop indépendant, à se montrer plus raisonnable dans le cadre d'un règlement (mais le lobby pro-israélien à Washington est en train de faire évoluer la position américaine).
- Les forces arabes sont conscientes de se battre pour la libération de leur territoire ;
- Pour la première fois, les troupes sionistes se battent loin de leurs foyers et sont donc émotionnellement moins concernées et convaincues (la reddition d'unités entières au Sinaï) eut été impensable en 1967 ou 1948).

Les origines coloniales de l'Etat hébreu se reflètent dans sa structure intérieure :

- persistance de la législation coloniale d'exception britannique de 1948 qui confère des pouvoirs quasi absolus à l'armée ;
- régime de discrimination et d'oppression envers les Palestiniens de l'intérieur auxquels tout droits d'organisation propre est refusé ;
- recherche à tout prix de « l'Union sacrée» pour bloquer toute prise de conscience de la classe ouvrière juive, des Juifs Orientaux brimés et exploités, de la jeunesse radicalisée.

Depuis 1967, Israël évolue rapidement vers la « sud-africanisation ».
- surexploitation organisée de dizaines de milliers de travailleurs palestiniens (y compris jeunes et enfants), donc situation coloniale pure, contraints de retourner la nuit dans leurs réserves en Cisjordanie et à Gaza après avoir travaillé le jour dans des entreprises juives ;
- dégénérescence accélérée des kibboutzim en sociétés collectivisées reposant sur la surexploitation de la main-d'œuvre coloniale et affectées aux tâches para-militaires (Golan) ;
- émergence rapide d'une grande bourgeoisie israélienne qui rompt l'équilibre politique antérieur fondé sur l'hégémonie de la bureaucratie travailliste sioniste ;
- militarisation spectaculaire de la société, les généraux disposant d'une marge d'autonomie sans précédent par rapport au pouvoir civil – menant une politique propre – et investissant méthodiquement les postes de commandes du pays (économie, universités, partis politiques) ;
- répression accrue qui, pour la première fois s'abat aussi lourdement sur les révolutionnaires juifs que sur les militants arabes ;
- attaques frontales contre les libertés syndicales (réquisitions militaires) et politiques ;
- dégénérescence de la fibre morale de la société israélienne.

Il n'y a pas de solution instantanée au conflit. Vaincre le sionisme suppose une lutte globale contre l'impérialisme et la réaction arabe au Moyen-Orient, c'est à dire une remontée des luttes révolutionnaires structurées par une direction révolutionnaire. En effet, le problème israélien n'est qu'un aspect de la révolution arabe en générale. Il faut donc forger patiemment une avant-garde révolutionnaire réunissant tous les militants de la région, y compris bien sûr ceux des minorités nationales (Kurdes, Israéliens). Ce n'est que dans le cadre de la réunification révolutionnaire du monde arabe – dans un Moyen-Orient rouge – que les Israéliens pourront s'intégrer harmonieusement.

Mais avant que la question de l'avenir de la communauté israélienne puisse être posée (et à plus forte raisons résolue), il faut que les Palestiniens aient pu réintégrer leur patrie et exercer leur droit à l'autodétermination, que les masses ouvrières israéliennes aient su renverser les structures de domination colonialistes – c'est à dire sionistes – qui constituent la forme spécifique de la domination capitaliste dans ce pays.

Dans cette perspective révolutionnaire, nous soutenons la lutte de libération des peuples arabes, le combat et l'avant-garde israélienne contre la guerre coloniale de leurs dirigeants et l'unité militaire judéo-arabe au Moyen-Orient pour l'avenir socialiste des peuples de la région contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction arabe.

La Gauche , le 19/10/73

Origines et dynamique du sionisme

A. LES RACINES DU SIONISME EN EUROPE ORIENTALE

Le fait que le sionisme ait choisi la Palestine comme «patrie» des Juifs du monde indique la présence du facteur religieux dans son idéologie. Le lien imaginaire censé lier les Juifs à la Palestine remonte à quelque deux mille ans et les soi-disants «droits historiques» ne sont donc qu'une image irréelle et irrationnelle appartenant à l'antiquité. L'analyse du processus de formation du sionisme à la fin du siècle dernier, et de son évolution, nous oblige à dépasser le facteur religieux et à nous intéresser aux racines socio-économiques de la société juive en Europe de l'Est.

L'attachement mystique des Juifs à Erets-Israël (Palestine) n'apparaît pas toujours et partout d'une façon identique. Si les sionistes insistent sur cet aspect, c'est pour donner comme c'est souvent le cas dans des mouvements chauvinistes et racistes, une justification historique mystificatrice à leur idéologie, remplaçant l'analyse de la dynamique socio-économique et socio-politique qui, en dernière analyse est la base de leurs idées et de leurs actes. Ce n'est que plus tard qu'une partie des théoriciens et des dirigeants sionistes ont cherché des explications économiques et sociales pour justifier le sionisme. Mais il est impossible de justifier la colonisation sioniste en Palestine précisément par des arguments rationnels; c'est pourquoi, même eux sont obligés de recourir, finalement, à des arguments plus mystiques et religieux qu'historiques, qui devraient «prouver» que tous les Juifs du monde sont et ont toujours été attachés à l'idée du «retour» à la «patrie antique», Erets-Israël.

Il faut l'affirmer catégoriquement; la Palestine n'est pas liée à l'histoire des Juifs de l'époque pré-hitlérienne, le «lien historique» se situant des milliers d'années plus tôt; tant qu'ils n'ont pas immigré en Palestine, et à l'exception de quelques milliers de Juifs qui y vivaient longtemps avant la colonisation sioniste de la même manière que d'autres vivaient dans d'autres pays, rien ne les liait à ce pays.

Le but du sionisme est de résoudre le problème juif à travers le monde en établissant les Juifs en Palestine et en les orientant vers des métiers productifs. L'origine du mouvement sioniste est à chercher dans le développement inégal, et essentiellement retardé, de la formation sociale de l'empire tsariste à la fin du XIXe siècle. Le développement tardif des rapports de production capitalistes dans l'empire tsariste, dès le départ déformé, a eu un impact destructeur sur les structures sociales de la société juive: les secteurs économiques sur lesquels vivait la communauté juive ont été progressivement éliminés par ces nouveaux développements. Si les Juifs ont été privés de leurs moyens d'existence antérieurs, les nouveaux secteurs industriels ne leur ont pas pour autant ouvert leurs portes; l'exacerbation des contradictions sociales, en outre, ravive l'antisémitisme au sein des masses, tandis que l'Etat tsariste organise de sang froid des pogromes meurtriers contre les Juifs afin de détourner le mécontentement populaire de ses causes réelles.

Face à une telle situation, les Juifs ont tenté de trouver une issue qui leur permettrait d'échapper à une situation de plus en plus intenable: ce fut l'émigration en masse vers l'Amérique du nord, l'Europe occidentale et d'autres continents. Entre les années '80 du XIXe siècle et le début de la première guerre mondiale, ce sont entre 2,5 et 3 millions de Juifs qui ont émigré de l'empire tsariste. C'est dans ce contexte que quelques jeunes intellectuels juifs vivant dans des petites bourgades eurent l'idée d'organiser une émigration en masse vers la Palestine dans l'optique de changer la situation nationale et sociale des Juifs par un mouvement de colonisation productive: c'est lors des pogromes criminels organisés par l'Etat tsariste après l'assassinat d'Alexandre II en 1880 que s'est constitué le premier groupe sioniste: «Hibat Sion» (l'Amour de Sion).

Léo Pinsker, l'idéologue de ce nouveau mouvement, parle dans son livre «Auto-émancipation» de «la formation d'une nation juive, d'un peuple qui s'installera sur sa terre». Ses idées ont été motivées par des facteurs nationaux laïcs, mais il les liait à un élément irrationnel, le retour à la patrie biblique, ce qu'un autre idéologue de ce même mouvement exprimera d'une façon encore plus marquée: « La renaissance d'Israël sur la terre de nos pères» (Lilenblum).

En 1896, Herzel absorbe ce groupe dans l'Organisation Sioniste Mondiale qu'il venait de constituer. Jusque là, les idées de Herzel sur la solution à apporter à la question juive, (la nécessité d'une organisation mondiale et d'une stratégie centrée sur la persuasion des rois et des ministres qu'il était de leur intérêt de l'aider à réaliser ses projets) n'avaient pas dépassé le stade des chimères. Contrairement aux Juifs d'Europe occidentale et centrale, ceux d' Europe de l'Est n'avaient pas les moyens de s'assimiler, ni aucune perspective crédible de pouvoir s'en sortir dans un proche avenir, vues les conditions socio-économiques existantes. C'est ce qui va permettre aux idées de Herzel de prendre un peu de poids et de s'enraciner dans certaines franges limitées de la société juive d'Europe de l'Est. Le peu d'impact qu'ont eu les idées sionistes sur les masses juives apparaît clairement a la lueur du

fait suivant: 60 et 70.000 personnes seulement ont choisi la Palestine, c'est-à-dire entre 3 et 3,5 % de la masse des immigrants.

Quelles ont été les réactions des diverses couches de la société d'Europe de l'Est au sionisme? Jusqu'à la première guerre mondiale, le sionisme n'a eu qu'un impact limité sur certaines couches intellectuelles des petites bourgades. Entre la fin de la première guerre mondiale et la venue au pouvoir de Hitler en 1933, cet impact s'est un peu élargi dans certaines couches petites-bourgeoises (commerçants) suite aux explosions antisémites en Pologne. Mais l'ensemble n'a pas dépassé 130.000 immigrants en Palestine, ce qui est insignifiant si on le compare aux millions d'émigrants juifs à travers le monde durant cette période.

Les travailleurs et les artisans juifs sont restés complètement étrangers à l'idéologie sioniste, ne voyant pas comment parvenir à une amélioration de leur vie misérable dans un pays sous-développé comme la Palestine. Nombreux ont été ceux qui se sont consciemment opposés au sionisme, du point de vue de leur intérêt de classe; ils étaient organisés dans l'Union des Travailleurs Juifs (Bund), les organisations socialistes et les mouvements de masse dirigés par les organisations ouvrières. Les partis et organisations «sionistes-socialistes» et les groupes qui en étaient proches au sein de la classe ouvrière sont toujours restés des phénomènes marginaux.

Quant à la bourgeoisie juive, elle aussi était opposée au sionisme du point de vue de ses intérêts de classe. Elle était liée à l'ordre social existant, et malgré le développement limité du capitalisme et la faible industrialisation, elle appartenait entièrement à la classe bourgeoise de l'empire tsariste (et plus tard de Pologne), une partie d'entre elle allant jusqu'à s'assimiler complètement, socialement et culturellement. Confrontée à l'antisémitisme, la bourgeoisie juive cherchera à investir dans les pays d'Europe Occidentale et outre-mer. La Palestine n'avait aucun attrait pour ses capitaux, et «la renaissance de la nation juive» ne lui disait rien. L'hypothèse de certains marxistes selon laquelle le sionisme serait le fait de la bourgeoisie juive est, en ce sens, complètement erroné.

B. L'IDEOLOGIE SIONISTE

Le sionisme se considère comme le mouvement national du peuple juif. Il part de l'hypothèse selon laquelle les Juifs sont une minorité nationale qui ne peuvent trouver leur place dans la vie économique, sociale et culturelle des différents pays où ils se trouvent: c'est pourquoi ce «peuple éternel» doit bâtir son Etat juif dans sa «patrie historique» - la Palestine - où il pourra enfin résoudre la question juive.

Le sionisme n'est donc pas un mouvement national dont l'objectif serait d'unir des gens ayant une langue commune et un territoire commun en un Etat national, afin de permettre un essor à leur développement. Ce n'est que lorsque la réaction a réactivé l'antisémitisme pour détourner les masses de leurs ennemis véritables, que les Juifs ont commencé à immigrer en Palestine.

Le sionisme est incapable de résoudre la question juive car il laisse intacts les fondements mêmes de l'antisémitisme - l'ordre capitaliste -; il crée par contre de ses propres mains un nouvel aspect de cette question juive, en entrant nécessairement en conflit avec un autre peuple, le peuple arabe palestinien.

L'idéologie et la pratique sionistes ont prouvé leur nature réactionnaire dans le cours de leur histoire. En fait, ce caractère réactionnaire se trouve dans les sources mêmes du sionisme, mouvement issu du capitalisme en déclin et s'appuyant sur ce dernier pour réaliser ses objectifs. Voyons ici quelques citations de Théodore Herzl, fondateur et premier dirigeant du mouvement sioniste mondial: «Les antisémites ont été nos amis les plus fidèles, les pays antisémites sauront être nos alliés» (1). «Lorsque notre organisation sera connue à travers le monde, les forces antisémites lui feront de la publicité dans les gouvernements, dans les meetings, dans les journaux» (2). Le sionisme ne se présente-t-il pas ici comme le demi-frère de l'antisémitisme?

Après l'horreur du pogrome de Kichinev en 1905, Herzl s'adresse dans une lettre datée du 19 mai, au ministre russe Plehve, antisémite notoire qui a été à l'initiative de ces pogromes: «Les événements douloureux de Kichinev m'obligent aujourd'hui à prendre ma plume. Mais pas pour pleurer sur le passé. J'ai entendu de 150 sources sûres que le désespoir commence à frapper les Juifs de Russie... des jeunes de 15 et 16 ans qui ne comprennent rien aux folies révolutionnaires s'enthousiasment pour la violence. Au cours des années passées, le sionisme a été fier de proposer à tous les malheureux un idéal sublime qui donne consolation et paix de l'âme. Son Excellence le sait certainement.»

C'est donc bien d'un front uni qu'il s'agit, entre la réaction la plus noire et le sionisme, contre les idées socialistes qui avaient un impact de plus en plus prononcé au sein de la jeunesse juive de l'empire tsariste. Dans une lettre à l'Archiduc de Bade, Herzl écrit le 10.7.1898: «Il ne fait aucun doute que la colonisation accélérée d'un peuple neutre en Orient peut être d'une importance capitale pour la politique de l'Allemagne en Levant; et de quel peuple s'agit-il? Un peuple qui, poussé par la réalité, est obligé de rejoindre les rangs des partis révolutionnaires» (3)

C'est en des termes analogues que Herzl s'adresse aussi à l'empereur Wilhelm d'Allemagne, au ministre des affaires

étrangères britannique Chamberlain, au sultan Abdul Hamid, au Tsar de toutes les Russies. Dans son livre «L'Etat Juif», Herzl écrit: «La Palestine est notre patrie historique... les Juifs y seront une muraille de l'Europe contre l'Asie». Et plus loin: «Nous y serons l'avant-poste de la civilisation contre la barbarie». Ces citations du fondateur du sionisme révèlent le caractère intrinsèque du sionisme sur lequel se sont développées plus tard l'idéologie et la pratique des pionniers et des fondateurs de l'Etat juif, jusqu'à aujourd'hui. Le fondateur du sionisme avait déjà compris que l'entreprise dont il était le prophète ne pouvait se réaliser que sous le patronage de l'impérialisme; cette conception restera à la base de la pratique de tous ses successeurs. Ceux que l'on nomme la «gauche sioniste» n'ont pas été une exception à cette règle, comme nous le verrons ultérieurement.

Finalement, l'idéologie et la pratique sionistes, c'est aussi la formation d'une unité ethnique homogène sur le territoire de la Palestine. L'exclusivité juive n'est pas un épiphénomène, mais l'essence même du sionisme, pour l'ensemble des courants qui s'y réfèrent. En d'autres termes, les différents stades du développement du sionisme ont certes été le produit d'une certaine situation objective, mais ils se situent tous dans l'optique du rassemblement de tous les Juifs du monde en Palestine et de la formation d'un Etat juif, sans la population palestinienne indigène, et même en s'y opposant, et sous le patronage de l'impérialisme.

C. LE SIONISME ET LA QUESTION DE L'ASSIMILATION

Un Juif jouissant des pleines libertés civiles dans le pays dans lequel il se trouve peut s'adapter à l'environnement social et culturel, et s'il ne se débarrasse pas lui-même de ses spécificités juives, il y a toutes les chances pour que ses enfants le fassent, en fonction, évidemment, des conditions spécifiques du pays dans lequel ils se trouvent. Certes, ce n'est pas un processus automatique, rapide et simple, et il ne débouche pas nécessairement sur l'émancipation réelle du Juif. Si l'assimilation dépend d'une certaine dynamique sociale, l'émancipation, elle, exige des bouleversements sociaux. Dans son Histoire du Sionisme, Walter Laqueur insiste souvent sur le fait que les hommes quittent leur patrie quand ils sont confrontés à une situation particulièrement difficile. Avant la montée de Hitler au pouvoir, les processus d'émancipation et d'assimilation empêchaient toute immigration de masse en Palestine. C'est bien pourquoi le sionisme est dans sa nature l'ennemi de l'émancipation des Juifs. L'existence de l'Etat Juif est fondée sur l'antisémitisme qui est la négation de l'émancipation.

Nahum Goldman, l'ancien président du Congrès Juif Mondial et de la Confédération Sioniste Mondiale, remarque: «Le danger de l'assimilation des communautés juives dans les peuples au sein desquels elles vivent est bien plus grave que la menace extérieure de l'antisémitisme» (4). Et le président de l'exécutif de l'Agence Juive, Arié Dolchin, ajoute: «A travers le monde, les Juifs s'éloignent de leur judaïcité. L'Etat a cessé d'attirer les Juifs de la Diaspora».

Les facteurs d'assimilation changent sans arrêt, parfois se renforçant, parfois s'atténuant. Dans la plupart des pays, les conditions de vie actuelles poussent les Juifs à abandonner leur spécificité. C'est la raison de la hantise des dirigeants sionistes face à ce qu'ils appellent la disparition des communautés juives au sein des Gentils et l'absence d'attrait qu'offre l'Etat d'Israël aux yeux des Juifs de la Diaspora. Un danger permanent plane sur le sionisme, à savoir, perdre sa base «nationale» dans la diaspora et sa capacité de garder une influence sur cette dernière.

En plus d'une certaine insertion, qui sans aucun doute joue un rôle non négligeable dans les facteurs de conservation de la spécificité juive, il existe toute une série de raisons qui mettent un frein à l'assimilation: l'antisémitisme à l'Ouest comme à l'Est, l'impact de l'existence d'un Etat juif (même si celui-ci perd de son pouvoir d'attraction), la propagande sioniste, la mystique religieuse, le traumatisme de l'holocauste hitlérien, etc.

Mais qu'il s'agisse des facteurs favorisant l'assimilation ou des facteurs y mettant un frein, tous s'inscrivent dans une réalité socio-économique et politique générale, y compris les facteurs les plus irrationnels tels que la religion et autres phénomènes mystiques.

Dans sa thèse numéro 3, Walter Laqueur écrit: «La société pluraliste occidentale actuelle a changé; ce ne sont pas seulement les Juifs qui ont perdu une partie de leur identité (suite à l'assimilation) mais l'ensemble de la société est durement atteint: elle a jeté par dessus bord certaines valeurs traditionnelles. Tout comme les Juifs, la société est elle aussi, de plus en plus, déracinée. Et même si cela permet de réduire le fossé entre Juifs et non-Juifs, cela remet aussi en question l'esprit de tolérance libérale qui avait permis l'existence juive dans le monde occidental.» (4).

Sans entrer dans les détails des conceptions de Laqueur, il est évident que ce dernier craint d'appeler les choses par leur nom; même s'il décrit relativement bien leurs conséquences quant à l'assimilation des Juifs. Ce problème est celui de la crise du capitalisme. Et de même qu'il se refuse à définir les racines du problème qu'il analyse, Laqueur est incapable de définir une solution à cette crise, c'est-à-dire un changement radical de la société par une révolution socialiste qui non seulement pourra sauver les Juifs, mais aussi libérer l'humanité toute entière.

D. LES POSITIONS DE BOROCHOV

C'est en 1906 que s'est constitué le Parti Ouvrier Démocratique Juif - Poalei Sion, Ber Borochov rédigeant son projet de programme. Dans ce document, connu sous le nom «Notre plate-forme», il a synthétisé l'essentiel de ses positions:
- les contradictions nationales sont toujours liées à des contradictions sociales;
- l'ensemble des conditions d'existence de la classe ouvrière sert de base stratégique pour ses luttes de classe;
- vu que le peuple juif n'a pas de base territoriale propre, ses conditions de production se développent de façon «anormale» et la base stratégique de l'ouvrier juif est étroite et instable;
- au cours du développement du capitalisme, les Juifs sont expulsés de leurs positions traditionnelles, à cause de leur anormalité sociale dans le processus de production, et pour cette raison sont poussés à émigrer;
- un phénomène identique apparaît dans leur nouveau lieu d'établissement; il leur faut donc à nouveau émigrer;
- les Juifs ont donc besoin d'une nouvelle patrie, avec une population «étrangère» la plus restreinte possible, où les Juifs pourraient constituer les bases essentielles d'une économie, sans être confrontés à la concurrence d'étrangers;
- la Palestine est le pays qui répond à ces conditions, et avec lequel les Juifs ont des liens historiques;
- dans ce pays, l'ouvrier juif se donnera une base stratégique normale pour mener sa lutte de classe et réaliser son rôle libérateur.

Dans une de ses introductions au livre d'Abraham Léon, Ernest Germain répond aux thèses de Borochov: «On ne peut approcher la question des conditions sociales existantes comme un «fait» mais comme le développement d'un processus historique, et c'est dans le cadre de ce processus qu'il faut comprendre les changements historiques... Le Borochovisme ne s'est pas seulement trompé dans son hypothèse, mais encore plus dans ses conclusions. Il approche la question de la solution à la question juive non seulement hors du processus historique, mais aussi hors de la réalité sociale... Borochov n'avait pas la moindre notion de l'existence de la loi du développement inégal et combiné à l'époque de l'impérialisme et comment celle-ci empêche toute nation, sans exception aucune, de résoudre ses problèmes à l'époque du déclin du capitalisme. Il ne faut pas chercher la solution à la spécificité tragique du peuple juif en l'isolant de l'ensemble de la société en déclin. Il ne s'agit pas de «renverser» la pyramide inversée des Juifs au moment où la pyramide «normale» des autres peuples se trouve elle-même dans un processus de décomposition. Seule la révolution socialiste mondiale est apte à rendre «normale» la société juive. Une solution dans le cadre du capitalisme en déclin est impossible». (5)

En Août 1917, lors du 3e congrès des Poalei Sion, Borochov s'empêtre encore plus dans ses contradictions, ce qui provoque l'apparition de courants oppositionnels, à droite comme à gauche. Dans une de ses interventions il dit: «...car nous avons le droit et le devoir de nous servir du langage du sentiment. Nous avons le droit et nous devons dire: Erets Israël - un foyer juif. Mais en dernière analyse, ce n'est pas si important que cela. L'essentiel reste notre programme, et celui-ci ne change pas. Notre point de départ a été et reste les intérêts de classe du prolétariat juif. Notre but : la réalisation du socialisme. Pour nous le sionisme est l'article maximum de notre programme minimum, la lutte de classe étant le moyen d'atteindre nos objectifs.» (6)

Malgré ce déluge verbal tendant à laisser penser que pour Borochov c'est le socialisme et non le sionisme qui est l'essentiel, la révolution n'est mentionnée qu'au détour d'une phrase, alors que nous sommes à deux mois de l'insurrection d'Octobre et qu'en Russie vivent au moins quatre millions de Juifs pour lesquels le 3e congrès des Polalei Sion n'a pas un seul mot d'ordre à proposer face à un processus révolutionnaire qui se développe à un rythme accéléré.

Les Poalei Sion n'ont pas pris part à la révolution car, selon Borochov, les ouvriers juifs n'ont pas de base stratégique conciliable avec la lutte de classe. (Les travailleurs juifs, eux, voyaient les choses autrement; ils participèrent en masse et activement à la révolution russe et à la bataille pour la défense et le développement de l'Etat ouvrier).

Le doute qui plane sur le «socialisme» des Poalei Sion ne provient pas seulement de leur inactivité au cours de la révolution russe; c'est la façon concrète dont ils traitent la question palestinienne qui démasque leur caractère chauvin et anti-socialiste. Lors de ce même congrès, Borochov affirme: «Nous devons exiger que la Palestine soit mise sous la domination d'un quelconque pays comme entité administrative autonome. Il faut faire appliquer en Palestine une nouvelle loi agraire démocratique ainsi que d'autres réformes sociales. Dans ce forum international, nous devons poser l'exigence du droit à la colonisation et à l'immigration libre, et y gagner le droit à l'autodétermination nationale».

Par Forum international, Borochov entendait parler du Congrès de la paix qui devait se dérouler à l'issue de la première guerre mondiale, et où les puissances impérialistes devaient se partager le monde, entre autres l'Orient Arabe. Pas un mot de soutien au mouvement de libération nationale arabe qui commençait à se développer dans l'Orient Arabe. Au contraire, aux yeux de l'idéologie borochoviste, il faut à tout prix s'opposer à l'aspiration à l'unité nationale des masses autochtones (territoire autonome - du monde arabe-, sous domination étrangère -c'est-à-dire britannique). Et à quelle réforme agraire aspire ce «révolutionnaire»? Pour les pauvres paysans palestiniens? Pas du tout: en faveur des colons sionistes et contre ces paysans pauvres.

Finalement qu'entendent Borochov et ses amis quand ils parlent du droit à l'autodétermination nationale? Celle des

populations vivant depuis toujours en Palestine? Bien sûr que non. Ce que Borochov veut obtenir de ce «forum international» réactionnaire, c'est le droit à la conquête aux dépens de la population locale, à qui cet «internationaliste» n'envisage même pas de demander son avis. En fait ce à quoi le Borochovisme aspire n'est rien d'autre que la déclaration Balfour de l'impérialisme britannique.

II. Buts et structure socio-économiques et politiques de la société sioniste avant la formation de l'Etat d'Israël

A. LES ORIGINES DU MOUVEMENT SIONISTE MONDIAL

Herzl est le premier à tenter d'unir les sionistes du monde entier et de les organiser en un mouvement politique. Par le biais de la Confédération Sioniste mondiale et des Congrès sionistes, Herzl parviendra à imposer l'unité du mouvement sioniste et une conception politique du sionisme, qui jusqu'alors, et surtout en Europe de l'Est (Hovevei Sion) restait essentiellement du domaine de la philantropie.

Herzl a été un des premiers à comprendre qu'en dernière analyse il est impossible de réaliser les objectifs du sionisme uniquement par la colonisation, c'est-à-dire l'infiltration goutte à goutte d'individus isolés en Palestine. Ce qu'il faut, c'est une propagande, des relations et des pourparlers avec les puissances dominantes, et ce à une très grande échelle. Mais les grands de ce monde n'accordent rien sans contre-partie. C'est là qu'Herzl contribue le plus à la définition d'une stratégie d'ensemble pour le sionisme: lier le sort de l'Etat juif à celui de l'ordre social dominant. Dès Herzl et jusqu'à nos jours, le sionisme s'est allié aux puissances impérialistes afin d'obtenir une «charte» qui lui donne le droit et les moyens de constituer un Etat juif en Palestine, et plus tard des traités d'alliance lui permettant de survivre face au monde arabe hostile. Toute rupture entre le sionisme et la réaction impérialiste signifie l'écroulement immédiat du sionisme; et généralement, il n'existe pas de corps sociaux qui, de plein gré, acceptent de s'auto-liquider.

Shiomo Avineri considère que Herzl n'a pas été un intellectuel d'envergure. Pourtant il reconnaît qu'il a été le fondateur du sionisme politique: «Son apport et son importance historique ne résident pas dans l'originalité de ses idées ni dans son efficacité organisationnelle, mais, principalement dans une contribution: Herzl a été le premier à enfoncer le mur de l'opinion publique juive et internationale, et à transformer la question de la solution nationale à la question juive d'un problème traité dans des revues intellectuelles hébreuses et sectaires, sans aucun écho sérieux ni dans le public juif, ni dans le public non-juif, en l'objet d'une discussion large dans l'opinion publique mondial. Herzl a transformé le sionisme d'un phénomène marginal de la vie dans leurs bourgades dans un phénomène international »)

Au delà de cette contribution capitale, Herzl a été aussi celui qui a compris que l'idéologie sioniste a besoin d'une base institutionnelle et financière pour organiser et soutenir ses projets colonisateurs. C'est au cours du premier congrès sioniste mondial qu'a été constituée la Confédération Sioniste, comme structure unificatrice à l'échelle mondiale. Les organisations qui lui ont été antérieures ont été proprement absorbées par elle (tel Hibat Sion devenu ensuite Hovevei Sion). C'est sous la direction de Herzl qu'ont été mises sur pieds les diverses institutions organisationnelles et financières, comme le Fonds de Colonisation Juive en 1898 et le Fonds National Juif en 1901. le programme de Bâle affirme que: «Le sionisme aspire a acquérir un refuge sûr pour le peuple d'Israël en Erets-Israël par le biais d'une décision (internationale) publique». Plus loin, on y affirme la nécessité d'organiser les Juifs dans les pays de la Diaspora, de renforcer leur conscience nationale juive, et d'organiser une action politique visant à obtenir le soutien des gouvernements aux projets sionistes. (7)

Dans « Altneueland », Herzl remarque que les Arabes pourront s'intégrer dans la nouvelle société, s'ils en expriment le désir. Shiomo Avinéri, théoricien du mouvement sioniste-ouvrier et membre du parti travailliste et de l'Internationale socialiste, commente cet aspect de la pensée de Herzl: «S'il apparaît aujourd'hui naïf, voire simpliste, il (Herzl) n'en est pas moins imprégné d'une vision humaniste et universaliste qui mérite notre estime». (8)

Ce propos condescendant vient d'un des intellectuels «de gauche» les plus en vogue en Israël, qui se complait à parler d'émancipation et d'auto-émancipation. D'un politicien dont le mouvement soit-disant socialiste s'est emparé d'un pays avec l'aide active de l'impérialisme dans le but déclaré de bâtir une colonie, sans consulter la population indigène. Pour un sioniste de gauche comme Shiomo Avinéri, le fait de permettre aux autochtones de prendre leur place dans la «société nouvelle» est certes d'une naïveté inconcevable, mais prouve sans nul doute l'humanisme universaliste du fondateur du sionisme politique. C'est à des socialistes ayant plus les pieds sur terre qu'il reviendra de débarrasser le sionisme de cette naïveté humaniste.

Les biographes de Herzl se plaisent à remarquer que ce dernier n'a eu que très peu de succès dans la réalisation des objectifs qu'il avait si bien su définir. Ce sont ses rivaux d'Europe de l'Est qui vont permettre au mouvement sioniste d'aller de l'avant. En effet, en opposition à Herzl, Hovevei Sion va mettre l'accent non sur l'obtention d'une concession politique de la part des puissances impérialistes, mais plutôt

sur la colonisation immédiate de la Palestine. D'un côté les sionistes-pratiques qui veulent d'abord créer la base d'une colonisation juive en Palestine afin d'obtenir, plus tard, et toujours par le biais de la puissance dominante, un pouvoir politique; de l'autre, les sionistes-politiques, qui, tel Max Nordau, le disciple le plus extrémiste de Herzl, veulent obtenir un Etat juif, et alors seulement, comme il est de mise chez des hommes d'Etat, s'atteler à la tache de coloniser sur une grande échelle le nouvel Etat.

Le conflit entre «pratiques» et politiques, pourra être plus ou moins dissimulé au cours des premiers congrès sionistes. Mais en fait, il accompagnera le mouvement sioniste jusqu'à la création de l'Etat d'Israël. Cette différence de stratégie reflète des contradictions sociales, ainsi que la situation matérielle différente dans laquelle se trouvent les Juifs d'Europe Occidentale et ceux d'Europe de l'Est. Ce sont ces derniers qui auront le dernier mot. Pourtant, dans leur essence, ces deux conceptions s'appuient sur les mêmes données: le sionisme est un processus de colonisation massive s'appuyant sur le soutien des puissances impérialistes. Le débat ne concerne que les rythmes et les modalités de ce processus.

B. LA STRATEGIE FONDAMENTALE DU SIONISME ET LES STRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES ET POLITIQUES DE LA SOCIETE SIONISTE AVANT 1948

Dès son origine, le sionisme aspire à constituer une entité ethnique juive homogène et à fonder une souveraineté territoriale exclusive en Palestine. Telle a été, et reste jusqu'à nos jours, l'essence même du sionisme. L'exclusivisme juif n'est pas un aspect secondaire du sionisme, un épiphénomène. C'est l'essence de l'idéologie sioniste à laquelle sont soumises les diverses formes économiques et politiques de la colonisation, quels que soient par ailleurs les autres aspects des idéologies des différents courants sionistes.

En d'autres termes, s'il est juste d'affirmer que les différentes étapes qui ont marqué la colonisation de la Palestine ont été le produit de conditions objectives variées et changeantes, elles se situent toutes dans le cadre de la volonté de rassembler la majorité des Juifs du monde en Palestine et d'y former un Etat juif sans et à l'encontre de la population arabe indigène, et ceci grâce au soutien de l'impérialisme.

Les écrits sionistes insistent lourdement sur le fait que les colons juifs ont trouvé, en arrivant en Palestine, un pays désert, tant sur le plan économique qu'institutionnel. A. Schölch a étudié en profondeur la situation économique de la Palestine a la fin du 19e siècle; il conclut: «Avant 1882 la Palestine n'était pas un pays désolé et stagnant; son économie orientée vers l'exportation, avait connu pendant les 30 années qui ont suivi la guerre de Crimée une réelle prospérité. Grâce à sa balance des paiements excédentaire, la Palestine jouait un rôle important clans l'économie générale de la grande Syrie. » (9).

Certes, après 1882, l'économie de la Palestine va connaître une régression sensible. Mais ceci ne change rien au fait qu'indépendamment du sionisme un potentiel réel de développement économique et social existait en Palestine, et qu'au contraire, c'est la colonisation sioniste qui va mettre un frein a ce développement.

Avant la création de l'Etat d'Israël, la Palestine était un pays relativement sous-développé où dominaient, dans une large mesure, des rapports de production pré-capitalistes; la paysannerie pauvre composait l'essentiel de la population, l'industrie était presque inexistante. A côte de cette formation sous-développée classique, les sionistes vont bâtir un système socio-économique moderne, sur la base d'une technologie développée importée d'Europe, et de méthodes d'organisation et de formes d'investissements capitalistes. Arthur Rupin, l'un des organisateurs les plus efficaces de la colonisation juive en Palestine, insistera beaucoup sur la nécessité d'un soutien actif des communautés juives à travers le monde a la formation d'une infrastructure moderne en Palestine.

Contrairement à tous les autres exemples de colonisation européenne, le sionisme s'est refusé à exploiter la main d'œuvre locale à bon marché. Son objectif étant de «normaliser» la structure économique et sociale de la société juive, le sionisme se devait d'exclure la main d'œuvre arabe du marche, afin de permettre aux Juifs clé produire par eux-mêmes leurs moyens de production et de consommation.

C'est donc consciemment que le sionisme a bâti une économie et une société, indépendante et parallèle à la société arabe autochtone. Il fallait isoler, réduire puis détruire la société arabe, afin de permettre l'émergence d'une société exclusivement juive, avec ses classes, son marché, ses institutions. C'est ci cette tâche centrale que s'atèle le mouvement sioniste pendant les 30 années du mandat britannique en Palestine, empêchant sciemment la société arabe de se développer, au moment même où les pays arabes avoisinants connaissaient un développement économique dû principalement aux effets de la seconde guerre mondiale (10).

Tous les moyens étaient bons pour exclure les Arabes de leurs positions dans l'économie locale: utiliser les grèves pour faire remplacer les travailleurs arabes par des travailleurs juifs dans les institutions du mandat britannique et dans les industries à capital étranger, boycott de l'agriculture arabe, voire destruction de ses produits et attaques des marchands, acquisition des terres des mains des propriétaires abstentionnistes plus intéressés par l'argent liquide que par le développement de leurs propriétés, expulsion des paysans arabes une fois les terres acquises. Dans la concurrence entre l'industrie et l'agriculture locales et celles développées par les

sionistes, ces derniers parlaient d'avance gagnants, vues les techniques modernes qu'ils utilisaient et les – relativement - grands capitaux à la disposition des colons.

Les jeunes Juifs qui avaient souffert de l'oppression et des pogromes antisémites en Europe de l'Est, immigraient en Palestine le cœur plein d'idéaux nobles et prêts à tous les sacrifices. Ils étaient convaincus de pouvoir résoudre la question juive en rassemblant le plus grand nombre possible de Juifs en Palestine et en y créant un Etal juif. Nombre d'entre eux liaient ce projet à la création de relations nouvelles entre les hommes, au socialisme. La réalité sera différente.

Avant tout, les pionniers devaient se donner les moyens d'exister dans un pays qui leur était complètement étranger et aux conditions duquel ils n'étaient pas préparés. Pour les aider, le mouvement sioniste mondial mettra sur pied toute une série de fonds destinés à récolter de l'argent au sein des communautés juives, afin d'acheter des terres et clé subventionner l'établissement des pionniers en Palestine. La création par la Histadrout - à laquelle nous consacrons un chapitre à part - de toute une série de coopératives, de l'entreprise de construction Solel-Bonè, sera un des moyens les plus efficaces pour permettre, après la première guerre mondiale, aux pionniers de donner une base économique et sociale à leurs projets colonialistes. Nathan Weinstock explique très bien la situation: «Le travailleur juif venant de l'Occident en Palestine aurait été incapable de se maintenir économiquement sans l'expulsion impitoyable de toute concurrence arabe contre le secteur Juif.» (11).

L'action de la Histadrout et des institutions sionistes et la participation du capital juif comme partenaire mineur dans les entreprises britanniques, ont été la colonne vertébrale du secteur économique sioniste autonome ses méthodes capitalistes développées lui permettront peu à peu de s'imposer face à un secteur arabe sous-développé. Les principaux mots d'ordre de cette conquête économique de la Palestine furent «la libération de la terre» et «la conquête du travail», ce dernier étant décrit par Bon Gurion, au cours d'un congrès de la Histadrout, comme l'expression de la lut le des classes... à savoir la classe ouvrière juive chassant les travailleurs arabes de leurs lieux de travail.

La libération de la terre est elle aussi présentée comme lutte anti-féodale contre les propriétaires abstentionnistes, en oubliant de mentionner que le sort réservé aux paysans pauvres qui travaillaient ces terres depuis des générations n'était autre que l'exil, les possibilités de prolétarisation étant extrêmement limitées étant donné la politique du travail juive. Quand ces paysans s'opposaient à l'expulsion, les unités de la Hagaha se chargeaient de les convaincre, les autorités britanniques fermant les veux face à ces actions.

Les conditions objectives de la colonisation sioniste ont poussé le «mouvement sioniste ouvrier», avec ses pionniers idéalistes et ses institutions «progressistes», tels les Kiboutsim et la Histadrout, aux avant-postes de la lutte contre les intérêts des travailleurs arabes et contre le mouvement national arabe, et à l'alliance permanente avec l'impérialisme. S'il ne fait aucun cloute que la direction du mouvement national arabe de Palestine était archi-réactionnaire, que son chef le plus prestigieux était le Moufti de Jérusalem, Haj Amin et Husscini, il n'en reste pas moins que ce mouvement avait tout droit de s'opposer à la mainmise sioniste sur la Palestine. Les slogans «socialistes» contre la révolution palestinienne ne sont qu'hypocrisie quand ils viennent de la part de ceux qui se sont liés à l'impérialisme pour déposséder un peuple de sa patrie et de sa terre.

La différence entre le colonialisme sioniste et le colonialisme classique réside dans deux éléments qui détermineront dans une large mesure les modalités de la lutte de libération nationale palestinienne après la création de l'Etat d'Israël: le type de rapport entre le mouvement colonial et la population autochtone, le type de relation entre la colonie et l'impérialisme.

Le sionisme, comme tous les mouvements colonialistes, a spolié le paysan pauvre des meilleures terres, il a déformé la structure sociale en place et empêché son développement, il a été l'agent du capital monopoliste étranger et a servi d'agent de l'impérialisme dans la région. Ce qui fait la particularité du sionisme, c'est que, d'une part, son objectif n'a pas été d'exploiter la main d'œuvre locale à bon marché mais de l'expulser, même si économiquement parlant, c'était beaucoup moins rentable; et, d'autre part, le fait que son apport pour l'impérialisme anglais, et plus lard américain, ne sera pas directement économique mais politique. Si l'impérialisme a soutenu le sionisme, et continue à le faire jusqu'à aujourd'hui, ce n'est pas pour les profils qu'il peut tirer de l'exploitation du travailleur israélien - le travailleur arabe étant lui expulsé - ou des matières premières se trouvant sous souveraineté israélienne, mais pour le rôle politique que le sionisme et l'Etat juif ont joué dans la défense de l'ordre impérialiste face aux menaces du mouvement de libération nationale arabe.

La séparation économique entre les deux secteurs de la société palestinienne sous le mandat britannique a été facilitée par la séparation des institutions politiques et administratives. En 1920, le Haut Commissaire britannique autorise la formation d'une «Assemblée des Elus», représentant uniquement la population juive et élue par elle seule. Le mouvement sioniste avait en outre ses institutions propres pour acheter les terres (Fonds National Juif), pour l'installation d'implantations juives (Keren Hayessod), pour se «défendre» (Hagana), et l'ouvrier arabe ne pouvait être admis dans les rangs de son soi-disant syndicat, la Histadrout, de

même qu'aucun enfant arabe ne pouvait s'inscrire dans les écoles mises sur pied par les institutions sionistes.

Les Arabes aussi avaient leurs propres institutions, mais vu le système social en place et le rôle prépondérant des clans, ces institutions ne pouvaient rivaliser avec l'efficacité de celles que le mouvement sioniste avaient modelées à l'image des institutions modernes de la bourgeoisie européenne. C'est donc un Etat, dans le plein sens du terme et avec toutes ses structures, que le sionisme a mis sur pied sous le mandat britannique et avec son soutien. Cet «Etat-en-route», comme l'appelaient les sionistes, a réussi non seulement à roder ce qui allait être l'Etat d'Israël mais aussi à neutraliser toute possibilité d'expression politique nationale de la population indigène.

Une des raisons de l'incapacité du secteur palestinien à tenir tête au développement du secteur juif a été l'incapacité, voire le refus, de la bourgeoisie, palestinienne d'envisager un développement capitaliste en Palestine. Le maire de Jaffa n'écrivait-il pas, pendant les années '40: «La Palestine est un pays pauvre qui ne pourra jamais être industrialisé... elle ne peut être ni un centre industriel ni même un centre commercial, niais uniquement un pays agricole» (12).

Contrairement au courant «politique» qui, comme nous l'avons vu, mettait l'accent sur l'action diplomatique afin d'obtenir une charte des grandes puissances, Ruppin, Weizman et d'une façon plus générale le mouvement sioniste «ouvrier» insistent avant tout sur la nécessité de développer économiquement et politiquement l'implantation juive en Palestine et de la renforcer numériquement; créer un état de fait est pour eux la condition sine qua non de la reconnaissance par les grandes puissances; parallèlement au renforcement du secteur juif en Palestine, ils ne cessent de mener une activité diplomatique intense.

«Hectare après hectare, une chèvre puis une autre» est le slogan central du mouvement sioniste ouvrier qui, comprenant l'importance primordiale de la terre dans son projet de création d'une entité politico-sociale juive indépendante, va donner une priorité aux colonies agricoles - et donc aux travailleurs manuels de la campagne et de la ville, et non à la petite bourgeoisie urbaine qui se retrouve plus souvent dans les courants minoritaires au sein du mouvement sioniste. Mais par-delà ces divergences, le mouvement sioniste reste uni dans son objectif fondamental: préparer la création d'un Etat exclusivement juif d'où seraient exclus, socialement et physiquement le plus grand nombre possible d'habitants autochtones.

C. LE SIONISME AU SERVICE DE L'IMPERIALISME BRITANNIQUE

Entre la fin de la seconde guerre mondiale et la création de l'Etat d'Israël, le sionisme a eu un double rôle dans la politique des autorités mandataires britanniques:

a) de soutien actif et militant à la répression du mouvement national arabe;
b) d'alibi pour l'impérialisme anglais, et de bouc émissaire face à la colère des masses palestiniennes.

Au cours de la première guerre mondiale, la majorité du mouvement sioniste mondial se tourne vers l'impérialisme britannique qui semble devoir remplacer le pouvoir ottoman en déroute dans la domination de l'orient Arabe en général et de la Palestine en particulier. L'empire britannique avait promis son soutien aux dirigeants arabes qui aspiraient à la formation d'un Etat arabe uni au Proche Orient. Mais cette promesse allait rapidement être trahie par les accords secrets entre la France et la Grande Bretagne (accords Sykes-Picot) qui partageaient le Moyen Orient entre ces deux puissances impérialistes. Parallèlement Lord Balfour accordait, le 2 novembre 1917, à Lord Rothschild la célèbre déclaration qui porte son nom et qui garantissait aux Juifs le soutien de l'empire britannique à la création d'«un foyer national juif en Palestine».

L'impérialisme britannique avait promis monts et merveilles aux Arabes afin d'obtenir leur soutien dans sa guerre contre l'empire ottoman et dans l'établissement de son nouveau pouvoir dans l'Orient Arabe. Mais c'est en répondant favorablement à la demande des sionistes d'obtenir la base d'un foyer national juif qu'il a le mieux défendu ses intérêts en dressant «un mur européen contre l'Asie» selon le célèbre mot de Herzl, ou plus précisément, une barrière contre le mouvement national arabe. Lord Melchet, dirigeant sioniste anglais notoire, dira plus tard: «Les avantages pour l'empire britannique sont évidents. Il ne s'agit pas de moins que la défense du Canal de Suez, des aérodromes indispensables à l'Empire, de l'extrémité de l'oléoduc à Haïfa et du port de Haïfa devenu si important dans notre stratégie au Proche Orient: la défense des intérêts de l'Empire sera mieux assurée par une forte population européenne que par quelques unités que no us pourrons par ailleurs épargner (pour d'autres tâches). »

Si l'on peut peut-être soupçonner Lord Melchet de prendre trop à cœur les intérêts de l'Empire parce qu'en plus d'être un dirigeant sioniste, il était aussi membre éminent de la classe dirigeante anglaise, citons un autre dirigeant sioniste qui, lui, est né et a été éduqué en Russie; dans la Palestine Review, Mena'hem Ussishkin écrit en 1936: «Si la Palestine est complètement arabe, les Britanniques devront tôt ou tard la quitter, de force... La Palestine à majorité juive sera une alliée et une amie pour les Anglais». Tout au long de la période qui va de la première guerre mondiale jusqu'à la création de l'Etat d'Israël, les dirigeants sionistes insisteront sur leur loyauté

face à l'impérialisme britannique, y compris pendant les périodes de tension entre les Anglais et les sionistes.

Chaque fois que les Arabes de Palestine se sont révoltés contre l'impérialisme britannique, les institutions sionistes ont mobilisé leurs forces au service de la lutte de l'occupant anglais contre les Arabes. La collaboration britannique-sioniste a atteint son sommet dans les années qui ont précédé la seconde guerre mondiale, quand le colonel Wingate a été nommé par les autorités mandataires responsable de l'entraînement et de la formation de l'encadrement de la Hagana. Chrétien extrémiste, Wingate était convaincu que la Palestine avait été promise par Dieu aux Juifs, et considérait que c'était donc une mission sacrée que d'entraîner les Juifs à défendre... l'Empire britannique. Les commandos mis sur pied par Wingate pour défendre l'oléoduc de la BP deviendront plus tard les unités de choc de la Hagana, plus connues sous le nom de Palma'h et qui se sont distinguées pendant la guerre 1948-1949 par l'expulsion de centaines des milliers d'Arabes et la destruction de leurs villages.

Le fait qu'au cours de la seconde guerre mondiale et après elle des centaines d'attentats individuels aient été commis par des sionistes contre les forces anglaises, et que ces dernières aient après 1936 imposés toute une série de limites à l'immigration juive et à l'achat de terres semble infirmer notre thèse quant à la collaboration permanente entre le sionisme et l'impérialisme britannique. Il n'en est rien. L'intérêt commun à l'impérialisme et au sionisme n'exclut pas des divergences, mêmes profondes, entre eux. Les Britanniques ne pouvaient décemment pas remplir toutes les exigences des sionistes sans s'aliéner complètement l'ensemble du monde arabe. Mais même quand ils se sont trouvés obligés de limiter les exigences des sionistes, les autorités mandataires n'ont pas fait de gros efforts pour veiller à l'application de leurs mesures: jamais les sionistes n'ont acquis autant de terres que pendant les quelques années où le Livre blanc interdisait toute une série de transactions immobilières!

Quant aux actions terroristes contre les forces d'occupation britanniques, écoutons ce qu'en dit à cette époque un dirigeant sioniste notoire, Moshé Sneh: «Un des principes les plus mauvais dans leur système traditionnel (aux Britanniques), c'est qu'ils ne sont prêts à faire des concessions qu'à ceux qui savent les déranger et leur causer des problèmes, alors qu'au contraire ils méprisent ceux parmi leurs alliés qui leur sont fidèles, patients et calmes, et vont même jusqu'à les trahir. Nous n'avons donc pas d'autre choix que d'essayer cette méthode. Nous ne pouvons pas continuer longtemps une collaboration unilatérale à la place d'une collaboration réciproque. La communauté juive n'a pas l'intention d'expulser les Britanniques de ce pays afin de les remplacer. Nous ne voyons aucune contradiction entre immigration juive, Etat juif et des bases britanniques larges et fortes dans ce pays. Au contraire, nous verrons de telles bases d'un très bon oeil.» (13).

L'impérialisme et le sionisme avaient simultanément des intérêts communs et contradictoires. Tout comme le sionisme, l'impérialisme britannique était intéressé par un Etat sioniste, capitaliste et puissant en Palestine, capable de tenir tête au mouvement anti-impérialiste arabe et, parallèlement, de cristalliser autour de lui la haine des masses arabes. A la fois garde prétorienne et élément central d'une stratégie «diviser pour régner».

En général, l'impérialisme donne quelques miettes des produits de son exploitation à la bourgeoisie indigène. En s'engageant à permettre la constitution d'un Foyer juif en Palestine, l'impérialisme britannique s'empêchait de donner ces quelques miettes aux classe dominantes de la société palestinienne mais en même temps trouvait un bouc émissaire vers lequel il pouvait orienter le mécontentement des Arabes de Palestine, toutes classes confondues. C'est là la raison pour laquelle le mouvement national palestinien dirigé par le Moufti 'Haj Amin el Husseini et les chefs de clans s'est soulevé tout d'abord et avant tout contre le sionisme et pas contre l'impérialisme anglais. Les dirigeants arabes ont longtemps tenté de persuader l'impérialisme anglais qu'ils sont au moins aussi capables que les sionistes de défendre les intérêts de l'empire et qu'il est de l'intérêt de Londres de cesser d'appuyer le sionisme contre le mouvement national arabe. Incapables de faire changer l'impérialisme anglais de position, les dirigeants palestiniens se tourneront au cours des années '30 vers le fascisme italien, puis, au cours de la seconde guerre mondiale vers l'impérialisme allemand. Cette politique va grandement faciliter la tâche des dirigeants sionistes, en renforçant le chauvinisme anti-arabe des masses juives en Palestine.

L'impérialisme anglais a aussi largement facilité le développement du capitalisme sioniste en Palestine. Rares étaient les capitalistes juifs dans les métropoles impérialistes prêts à investir en Palestine. A part le textile et quelques branches secondaires, l'industrie sioniste n'a pas dépassé, jusqu'à la seconde guerre mondiale, le stade des petites manufactures. Pendant la guerre, la situation va changer: les difficultés de faire parvenir par voie maritime l'approvisionnement nécessaire aux troupes alliées en Orient va obliger ces dernières à se tourner vers la production locale. Le mandat britannique, conscient de la supériorité technologique de l'industrie juive en Palestine, va s'appuyer sur celle-ci et lui permettre de se développer à un rythme accéléré.

La grave crise qui va provoquer le déclin de l'impérialisme britannique au cours de la seconde guerre mondiale, va poser un problème sérieux au sionisme. En effet, il devenait évident que la bourgeoisie anglaise allait rapidement perdre l'essentiel

de son pouvoir au Proche Orient. Un des objectifs du terrorisme anti-britannique pendant et après la seconde guerre mondiale sera de menacer ce dernier que s'il ne faisait pas de nouvelles concessions, le sionisme s'alignerait sur l'impérialisme américain, qui voulait prendre la place de la Grande Bretagne au Proche Orient. C'est ce que fera finalement le mouvement sioniste - non sans quelques âpres débats- se mettant au service de Washington avec le même enthousiasme qui avait caractérisé la collaboration antérieure avec l'Empire britannique.

D. LA HISTADROUT - CATALYSEUR DE LA COLONISATION SIONISTE ET DE FORMATION DE L'ETAT ISRAËL

Contrairement à ce que l'on croit souvent, la Histadrout n'est pas une confédération de syndicats ouvriers, dans le sens où on l'entend généralement. S'il est vrai qu'il existe, au sein de la Histadrout, quelques syndicats, aucun membre de la Histadrout n'appartient à un de ces syndicats mais directement à la Histadrout, qui ramasse les cotisations et organise les membres à travers un énorme appareil, complètement indépendant des syndicats. Est membre de la Histadrout quiconque est inscrit à la Caisse de Santé de la Histadrout, la Koupat 'Holim, qui regroupe 80% des habitants d'Israël. Une séparation entre la Koupat Holim et la Histadrout provoquerait une chute vertigineuse des effectifs de cette dernière.

Nulle part au monde n'existe un organisme qui puisse être comparé à la Histadrout (14). Il ne s'agit pas ici de la ligne politique et de l'idéologie de sa direction, mais de sa structure et des divers secteurs de son activité économique et sociale qui recoupe presque tous les aspects de la vie -y compris militaire- jusqu'à la création de l'Etat d'Israël, dans la société sioniste. Si l'on examine, par exemple, le livre publié par la Histadrout à l'occasion de son 30e anniversaire, ce qui saute aux yeux ce n'est pas la rhétorique réformiste et opportuniste à laquelle nous ont habitués les directions bureaucratiques des grandes confédérations syndicales, mais le fait que sur 625 pages, 254 sont consacrées aux entreprises industrielles, bancaires et commerciales de la Histadrout, alors que 75 pages seulement sont consacrées au chapitre intitulé «la branche des affaires syndicales»; de plus, une grande partie de ce chapitre traite des affaires financières de la Histadrout. L'image que donne ce vaste rapport est celle d'un immense trust qui s'infiltre dans tous les secteurs de la société pour y développer ses affaires.

Il est impossible de comprendre la nature de la Histadrout et sa place dans la société israélienne actuelle sans analyser: 1) la formation et les spécificités de la classe ouvrière juive en Palestine; 2) la formation de la Histadrout et les divers stades de son développement, parallèlement au développement de la colonisation sioniste.

L'origine historique de la classe ouvrière israélienne est à la fois différente de celle de la classe ouvrière dans les métropoles impérialistes, et de celle de la classe ouvrière dans les pays coloniaux. Elle n'est pas non plus la continuité de la classe ouvrière juive d'Europe de l'Est; contrairement aux utopies naïves de Borochov et de ses disciples, le sionisme n'est pas parvenu à avoir un impact sur les travailleurs juifs.

Un des objectifs fondamentaux du mouvement sioniste sera de créer, ex-nihilo, une classe ouvrière juive en Palestine, et la Histadrout sera l'instrument pour mener à bien cette entreprise. Comme le dit clairement la déclaration de fondation de la Histadrout, celle-ci devra «s'engager à former, comme produit de la colonisation, un nouveau type de travailleur juif»; ou encore, «La Confédération (Histadrout en Hébreu) Générale des Travailleurs Hébreux en Palestine unit et organise dans ses rangs tous les travailleurs (juifs, évidemment...) afin de traiter tous les problèmes d'implantation, économiques et culturels, de la classe ouvrière dans le pays, dans le but de construire la société du travail juif en Palestine» (15).

C'est donc le «mouvement sioniste ouvrier» qui a pris, dès 1920, la tâche historique de la bourgeoisie - dont le poids était infime - à savoir: créer la base d'un capitalisme juif et d'une classe ouvrière juive en Palestine. Ben Gurion résume très clairement la question en 1932: «Le peuple juif ne pourra se constituer dans sa patrie et le pays ne pourra être construit qu'avec une classe ouvrière forte numériquement et qualitativement. Mais la classe ouvrière ne sera créée qu 'avec le peuple et son soutien matériel et social, ce qui nécessite un mouvement sioniste actif et doté d'un programme clair et juste. Un tel mouvement ne pourra exister que si le mouvement ouvrier devient un mouvement populaire de masse... Dans notre mouvement l'action de classe et l'action nationale sont étroitement liés et dépendant l'une de l'autre.» (16) En 1936, il résume à nouveau le problème: «La question n'est pas uniquement d'organiser la classe ouvrière, mais de la créer, de la former et de l'enraciner en Palestine».

Un des problèmes de la direction sioniste en Palestine vers les années '20 sera d'asseoir son autorité sur les diverses vagues d'immigrants souvent réticents à toute forme d'autorité, et toujours liés à des organisations politiques et des institutions très autonomes les unes des autres. Dans cette bataille pour l'émergence d'«un pouvoir» central, la Histadrout et son dirigeant incontesté David Ben Gurion, joueront un rôle central.

Shabtai Tevet, un des meilleurs spécialistes actuels du sionisme, a décrit en détails le rôle de la Histadrout dans ce processus, dans un article publié dans Haarets du 17 avril

1981 et intitulé «L'origine de l'établissement de l'autorité». Entre autres, il écrit: «Il est important d'expliquer pourquoi Ben Gurion (qui était de 1921 à 1935 secrétaire général de la Histadrout, J. T.) avait tant besoin de cette autorité centrale. Celle-ci était nécessaire pour renforcer le sionisme, et plus précisément pour augmenter substantiellement l'immigration et créer une majorité juive en Palestine. Afin d'augmenter d'une façon permanente l'immigration, il fallait renforcer substantiellement les capacités d'intégration des immigrants. Ben Gurion craignait qu'en période de chômage, les différentes autorités autonomes s'opposeraient à la poursuite de l'immigration ou essayeraient de la limiter... Ben Gurion a donc exigé que le Comité Exécutif de la Histadrout) ait le pouvoir d'imposer son autorité aux Conseils ouvriers (de la Histadrout), les colonies agricoles et toutes les instances de la Histadrout, sur cette question avant tout. Il a exigé une politique centrale pour tout ce qui concernait l'immigration et l'intégration... Pendant la période de chômage, il a exigé que le Comité Exécutif ait le pouvoir d'orienter les travailleurs vers leur lieu de travail et de décider des capacités d'intégration de chaque colonie, urbaine et agricole. Il a clairement revendiqué le droit d'imposer la dictature du sionisme (c'est nous qui soulignons). ....

(Ces méthodes draconiennes) lui ont permis d'asseoir l'autorité de la Histadrout comme pierre de touche sur laquelle il voulait établir l'autorité de la direction sioniste sur l'ensemble de la population juive (de Palestine). C'est pourquoi le pouvoir ouvrier qu'il a mis sur pied est sans doute la base la plus solide sur laquelle a été bâti et constitué l'Etat d'Israël. La Histadrout a donc été la première organisation centrale à accepter le principe d'autorité au sein de la colonie juive, et par ailleurs la plus grande et la plus puissante. En tant que président de l'Agence Juive (la direction politique centrale du mouvement sioniste en Palestine), Ben Gurion a pu bâtir sur l'autorité de la Histadrout les fondements de l'autorité sioniste sur l'ensemble de la population... (17)

Contrairement aux formes classiques de colonialisme, le sionisme n'a pas détruit les structures sociales antérieures en les soumettant aux lois du profit capitaliste, mais en créant une structure économique et sociale parallèle, où l'Arabe n'avait pas de place, même comme force de travail sur-exploitable. C'est bien pourquoi la classe ouvrière juive est non seulement le produit de la colonisation sioniste, mais est aussi intrinsèquement liée à elle. L'existence même du travailleur juif, son niveau de vie élevé, comparativement aux travailleurs arabes, dépend, pas moins que pour le Kiboutsnik, des progrès du sionisme et de l'élimination du travail arabe et de la production arabe. L'ouvrier juif a donc une double nature: d'une part, démuni des moyens de production, il doit vendre sa force de travail et est donc exploité par «sa» bourgeoisie, d'autre part, il fait partie et dépend du processus de colonisation sioniste. Cette double nature caractérise la classe ouvrière juive jusqu'à nos jours, quoi qu'elle change en fonction du développement du capitalisme israélien et de l'Etat sioniste (18).

En ce sens, la Histadrout n'exprime pas seulement certains intérêts bourgeois spécifiques dans le cadre de la colonisation sioniste, mais aussi les intérêts particuliers d'une classe ouvrière qui n'a pas rompu avec le sionisme.

Le lien organique qui a lié les travailleurs juifs en Palestine à la Histadrout n'a donc été en rien d'ordre idéologique, mais découlait des besoins d'existence élémentaire dans le cadre de la colonisation sioniste. Mais la double fonction de la Histadrout - comme créatrice de la classe ouvrière, propriétaire d'entreprises et patron d'une part, et comme organisatrice de la classe ouvrière, de l'autre- place celle-ci dans une position contradictoire: elle doit d'une part défendre le travailleur juif face à l'«ennemi arabe» et prendre soin de ses privilèges, et de l'autre, défendre comme toute entreprise capitaliste ses profits, à l'encontre des intérêts des travailleurs qu'elle est censée organiser et défendre.

Car à côté du département des affaires syndicales qui organise les travailleurs, la Histadrout comprend toute une série d'autres branches qui représentent et défendent d'autres couches sociales: petits entrepreneurs, coopératives, Kiboutsim, paysans, propriétaires terriens, etc. Mais la contradiction est encore plus évidente si l'on considère un troisième aspect de cette institution: la Hevrat Haovdim, immense empire économique comprenant les plus grandes entreprises industrielles du pays, des compagnies de construction, d'assurances, une des plus grandes banques du pays, et employant plus d'un quart de la population active d'israël. Cet empire économique n'a évidemment rien de socialiste, et la rentabilité capitaliste qui guide ses choix l'oblige à exploiter les ouvriers qui par ailleurs en sont formellement les propriétaires.

Si aujourd'hui encore la Histadrout est le plus grand employeur et le pus grand producteur du pays - après l'Etat - elle l'était encore plus pendant les premières phases de la colonisation sioniste, force motrice essentielle de la formation d'un capitalisme sioniste. Des entreprises capitalistes «normales», dont l'activité aurait été déterminée unique-ment par des considérations de rentabilité, n'auraient jamais pu réaliser les divers projets qui ont permis la formation d'un secteur capitaliste juif autonome en Palestine, y compris la création d'emplois pour les ouvriers juifs, bien moins rentables que les travailleurs arabes. C'est la capacité d'unir organiquement l'accumulation primitive et la classe ouvrière qui a fait de la Histadrout la clef de voûte de la formation d'une société juive autonome en Palestine, et qui explique, jusqu'à nos jours la puissance économique et politique de la Histadrout d'un part, d'autre lourd handicap qui pèse sur la classe ouvrière israélienne dans sa lutte pour l'indépendance de classe.

Mais cette intégration de la classe ouvrière à l'entreprise sioniste par le biais de la Histadrout eut été impossible si cette dernière avait dû réaliser l'accumulation par une sur-exploitation des travailleurs juifs (l'exploitation des travailleurs arabes étant évidemment exclue pour les raisons expliquées plus haut). C'est l'afflux sans précédent du capital - surtout juif, avant la création de l'Etat d'Israël et provenant des états impérialistes après 1948 - qui a permis à la fois la création d'une infrastructure industrielle relativement développée et moderne et un niveau de vie pour les couches populaires sans commune mesure avec la richesse réelle du pays (ce sujet, fondamental pour la compréhension de la formation sociale israélienne, nécessite une étude approfondie ce qui, vu les limites de cet article, ne pourra être fait ici).

Pendant la seconde guerre mondiale, mais surtout après la création de l'Etat d'Israël et davantage encore après la guerre de 1967, un secteur privé s'est fait une place non négligeable dans l'économie sioniste, et par des biais multiples, la Histadrout a créé de nombreux liens avec ce secteur. Le développement du capitalisme israélien et d'une classe ouvrière vont accentuer la lutte des classes et donc affaiblir les liens organiques entre la classe ouvrière et la Histadrout. Pourtant le caractère double de la classe ouvrière juive n'a pas disparu et ne pourra disparaître complètement que lorsque le sionisme ne sera plus capable de garantir, essentiellement par le biais de capital étranger, un niveau de vie et des conditions d'existence largement supérieures à celles qui existent dans le monde arabe avoisinant.

E. LA PARTITION DE LA PALESTINE ET LA CREATION DE L'ETAT SIONISTE

Les limites de l'Etat juif n'ont jamais été clairement définies et de tous temps ont été l'objet d'âpres discussions entre les différents courants sionistes. D'une façon générale on parlait d'Erets Israël (Terre d'Israël-Palestine). Le discours de Ben Gurion à l'occasion de la Conférence du Conseil Mondial des Poalei Sion en 1938 et son rapport devant la commission d'enquête royale (Commission Peel) en 1936-37 nous donnent une idée des conceptions les plus communes au sein du mouvement sioniste:

«Nous avons jusqu'à présent été habitués à lire dans les documents officiels une approche limitative et exclusive de nos droits. C'est la première fois que nous pouvons entendre de la part d'une commission gouvernementale anglaise que la promesse qui avait été donnée au peuple juif impliquait, même si ce n'était pas explicite, la possibilité d'être la majorité et de former un Etat juif indépendant, et pas seulement dans une partie de la Palestine, mais dans l'ensemble d'Erets-Israël-Palestine, dont les frontières ne sont pas définies et ont plusieurs fois changé, mais dont personne ne peut nier qu'elles comprennent la Transjordanie, c'est-à-dire ce qui a été donné à l'Emir Abdallah, mais aussi la partie nord, au-delà de Yarmouk, et qui se trouve actuellement sous mandat français... Cet Etat juif qui nous est proposé aujourd'hui, même si des changements qui nous soient favorables sont possibles, n'est pas le but du sionisme. Dans un territoire si limité, il est impossible de résoudre la question juive. Certes, cela peut être une étape importante dans la voie de la réalisation du grand sionisme, et permettre de constituer rapidement dans le pays une force juive qui nous conduira à notre objectif historique... La Commission elle-même n'ignore pas combien le territoire qu'elle nous propose pour l'Etat juif est restreint, et que le projet de transfert de population arabe - si possible de bon gré, sinon par la force - peut permettre d'élargir la colonisation juive. » (19).

Cette déclaration d'intention expansionniste n'est pas, de la part de Ben Gurion, une réthorique abstraite. S'il est vrai que le mouvement sioniste officiel a finalement «renoncé» à la Transjordanie - contrairement au Etsel de Menahem Begin- pour des considérations pragmatiques et real-politiques internes et externes, c'est, comme le montre cette citation antérieure de 10 ans au projet de partition, comme solution provisoire uniquement. Il s'agissait ensuite d'acquérir de nouvelles forces afin d'achever, en une seconde étape, les véritables objectifs historiques du sionisme. L'occasion s'est présentée en 1967, et l'Etat juif s'est effectivement approprié l'ensemble du territoire sous mandat britannique, les territoires au-delà du Yarmouk (le plateau du Golan), ce qui manque encore (?) étant la partie du Liban se trouvant au sud du Liban.

Le colonialisme sioniste ne s'est pas fait dans le vide, mais sur la base d'un plan très précis et cohérent. Comme l'écrit très justement Jon Rothschild, «La partition était dans une large mesure la reconnaissance d'un Etat défait, dans la mesure ou existait déjà en Palestine une communauté juive indépendante avec une conscience nationale développée et un appareil d'Etat expérimenté.» (20).

Ce qu'il fallait à ce stade, c'était d'éloigner du pays le plus grand nombre possible de Palestiniens, neutraliser ceux qui restaient et se préparer à de nouvelles conquêtes, tout cela en plein accord avec le plan que Ben Gurion avait clairement défini plus de 10 ans auparavant.

Agissant dans un certain cadre international, les sionistes se devaient de sauver une façade «humaniste» et de cacher leurs projets réels d'expulsion des Arabes de Palestine. Pourtant, entre 1948 et 1949, 80% de la population palestinienne a été expulsée et expropriée: certains ont été expulsés dans le plein sens du terme, d'autres se sont enfuis à la suite d'actions terroristes de la Hagana et du Etsel dont le but était précisément de créer une panique au sein de la population palestinienne, d'autres encore ont quitté leur domicile dans le

but de revenir dès la fin des hostilités, une fois qu'un des deux camps aurait vaincu. Cette possibilité ne leur a jamais été donnée par le vainqueur sioniste.

La direction palestinienne a agi avec une irresponsabilité criminelle. Elle n'a pas essayé de convaincre les Palestiniens de rester et de tenir tête aux pressions sionistes. C'est ce qui a permis d'inventer la légende selon laquelle les Palestiniens ont quitté de plein gré leur patrie et leurs maisons, légende à laquelle croient non seulement une grande partie de la jeunesse juive, mais nombre de courants libéraux et socialistes.

Ecoutons la vérité de la bouche d'un des dirigeants sionistes les plus prestigieux, qui affirme fermement que ce qu'il dit reflétait l'opinion générale au sein de la direction sioniste: «Après la seconde guerre mondiale la question de la Palestine et la question juive sortiront du cadre du «développement»; entre nous il s'agit d'être clairs: il n'y a pas de place pour deux peuples. Aucun «développement» ne nous rapprochera de notre objectif, à savoir être un peuple indépendant dans ce petit pays. Si les Arabes le quittent, nous aurons à notre disposition un large pays; s'ils restent, par contre, le pays restera pauvre et étroit. Quand la guerre s'achèvera par la victoire des Anglais, et lorsque les peuples siégeront pour faire justice, notre peuple devra présenter devant eux ses exigences et ses revendications; la seule solution que nous proposerons est la Palestine, ou au moins la Palestine occidentale, vide d'Arabes. Il n'y a pas de place pour des compromis! L'action sioniste qui s'est concentrée sur la préparation et l'établissement des fondements de l'Etat hébreu en Palestine était valable et utile en son temps, et pouvait se contenter de l'«achat de terres»; elle ne pouvait donner à Israël un Etat. Celui-ci doit venir d'un seul coup, comme une espèce de rédemption. C'est bien là le fond de l'idée messianique. Et il n 'existe pas de possibilité autre que le transfert des Arabes vers les pays avoisinants, les transférer tous, sauf peut-être ceux de Betléhem, Nazareth et la vieille ville de Jérusalem. Il ne faut laisser aucun village, aucune tribu. Le transfert doit être orienté vers l'Iraq, la Syrie, voire même la Transjordanie. Pour ce projet, nous trouverons de l’argent, même beaucoup d'argent. Ce n'est qu'après ce transfert que nous pourrons intégrer des millions de nos frères, et mettre ainsi fin à la question juive. Il n'y a pas d'autre issue. » (21).

On ne pouvait poser de façon plus concrète, et ceci 8 ans avant la conquête de la plus grande partie de la Palestine et l'expulsion de la grande majorité de sa population, ce qu'était le projet sioniste. En 1947, vivaient dans les territoires qui allaient devenir l'Etat d'Israël, 800.000 Palestiniens. Début 1949, il n'en restait plus que 133.000 (22).

L'idée selon laquelle les Britanniques ont été obligés de quitter la Palestine à cause de l'action armée des groupes terroristes sionistes, repose sur une légende. Le repli britannique a été en fait le fruit de bouleversements profonds dans la situation mondiale et de changements dans les rapports de force entre les pays impérialistes.

La Grande Bretagne sort exténuée de la seconde guerre mondiale. Son empire s'écroule et une partie de plus en plus importante passe sous l'hégémonie de l'impérialisme américain; ce processus n'épargne évidemment pas le Proche Orient: le pétrole, entre autres, devient progressivement le monopole de trusts américains. Les Anglais exigent de Washington un soutien financier et militaire pour continuer à garder sa main mise sur la Palestine, ce que les Américains, bien entendu, refusent. Il ne reste plus à l'armée et à l'administration britanniques qu'à plier bagages pour se maintenir uniquement en Transjordanie, dans la Péninsule arabique et sur le Canal de Suez, d'où ils seront expulsés un peu plus tard.

Le pouvoir britannique direct sur la Palestine va être remplacé par un pouvoir indirect de l'impérialisme américain. L'Etat juif «indépendant» poursuivra le rôle de gendarme des intérêts impérialistes que les institutions sionistes avaient joué auparavant.

Le roman d'amour entre le sionisme et le Kremlin entre 1947 et 1950 aura un impact réel sur les développements politiques et diplomatiques qui aboutiront à la création de l'Etat d'Israël, et sera la cause d'une sympathie profonde de la «gauche» sioniste pour l'Union Soviétique stalinienne. Mais il sera éphémère. Le brusque tournant antisioniste du début des années '50, voire antisémite (procès des médecins juifs à Moscou, assassinat de Rajk en Hongrie, procès Slansky en Tchécoslovaquie) et le début de la guerre froide mettront de part et d'autre fin à l'idylle entre sionisme et stalinisme. Pourtant, aussi éphémère fut-elle, cette alliance aura un impact prolongé sur le mouvement de masses dans l'Orient arabe. Le vote de Gromiko à l'ONU en faveur de la partition, ses discours fanatiques en faveur du sionisme, la reconnaissance de l'Etat juif -même avant Washington - et l'envoi d'armes tchèques aux unités de la Hagana qui organisaient l'expulsion en masses des Arabes de Palestine, vont permettre à la réaction arabe de lancer une campagne anti-communiste efficace, et donner un coup mortel aux partis communistes arabes. Parallèlement, les campagnes antisémites en URSS et dans les démocraties populaires vont mettre définitivement fin à la sympathie qu'éprouvaient de larges couches de la population juive en Palestine envers l'URSS, voire envers une certaine idée du communisme, après la victoire de l'Union Soviétique sur le Nazisme.

A cause de la politique criminelle du stalinisme, ce ne seront pas seulement la direction sioniste et la réaction arabe qui seront complètement alignés sur les positions et les intérêts de l'impérialisme; au sein de l'immense majorité des masses arabes et juives vont dominer l'idéologie anti-communiste et

la haine de l'Union Soviétique qui, plus de 30 années plus tard, continuent à imprégner les sentiments populaires que ce soient dans les Etats arabes ou dans l'Etat sioniste.

III. Le sionisme entre la fondation de l'Etat d'Israël et la guerre de Juin 1967

A. LES BASES DE L'EXISTENCE DE L'ETAT D'ISRAËL

L'expérience a montré que beaucoup de militants du mouvement ouvrier ne comprennent pas vraiment le caractère de l'Etat d'Israël qui est à la fois la conséquence et la cause du conflit qui l'oppose à son environnement géographique. Comme l'explique l'ancien président de l'Organisation Sioniste Mondiale: « La crainte des Arabes se résume en un élément central: Israël reste à tout jamais un corps étranger dans la région.» (23) C'est cette particularité que nous tenterons d'analyser dans ce chapitre.

1) LA GRANDE VAGUE D'IMMIGRATION APRES LA SECONDE GUERRE MONDIALE

L'existence d'Israël est le résultat de toute une série de facteurs ; l'histoire tragique des Juifs dans le monde n'est pas le moins important. A la recherche d'un refuge où ils ne seraient plus persécutés voire massacrés, fuyant la Bessarabie et l'Ukraine traversées par des terribles pogromes, les lois anti-juives de Pologne, et les massacres hitlériens en Allemagne et dans toute l'Europe centrale - plusieurs centaines de milliers de Juifs parvinrent en Palestine. Immédiatement après la Deuxième Guerre mondiale, l'immigration juive en Palestine connaît un accroissement substantiel, la plupart des rescapés de la terreur hitlérienne ne trouvant pas d'endroit où refaire leur vie. Après la création de l'état d'Israël, vont venir les vagues d'immigration des pays arabes, auxquelles nous consacrons plus loin un chapitre particulier.

De 1947 à 1956 la population juive en Palestine a triplé, non pas à cause d'un nouvel impact des idéaux sionistes sur les communautés juives, mais comme conséquence directe de la répression anti-sémite, des centaines de milliers de Juifs s'étaient retrouvés sans famille, sans patrie, sans rien. Le sionisme a pu réaliser son objectif - la création d'un état juif en Palestine - en exploitant une situation sans précédent : la destruction des communautés juives d'Europe centrale et orientale par la plus sanguinaire vague d'antisémitisme des temps modernes. Les immigrants juifs qui ont permis la création de l'état juif, n'ont pas été des agents de telle ou telle puissance impérialiste, mais des parias rejetés par la société impérialiste décadente.

C'est là la première différence entre le colonialisme sioniste et la colonisation en Afrique du Sud ou en Rhodésie. La seconde différence est, comme nous l'avons vu, que la colonisation sioniste n'a pas eu pour objectif d'exploiter la main d'oeuvre autochtone, mais de détruire complètement les structures sociales antérieures, voire les conditions d'existence de la composante palestinienne sous son pouvoir. Il ne s'agit pas de discuter si un type de colonialisme est plus barbare que l'autre, mais de définir le cadre d'une certaine réalité objective - dont, d'une part, l'existence de centaines de milliers de réfugiés palestiniens, victimes directes du sionisme, et, d'autre part, l'existence d'un prolétariat juif qui crée l'essentiel de la plus-value accumulée par la bourgeoisie sioniste. Ces deux facteurs sont centraux pour comprendre la dynamique de la lutte de classe dans et contre l'état sioniste.

Et c'est là la troisième différence entre l'état sioniste et les colonies «classiques» : la société sioniste, tout en étant une colonie, a une structure sociale beaucoup plus proche de celle des états capitalistes développés que des régimes colonialistes, et des rapports de classe presque identiques à ceux des états capitalistes traditionnels.

La création de l'état d'Israël va changer du tout au tout les relations entre le mouvement sioniste mondial, les Juifs et la question juive d'un côté, et la colonie juive en Palestine de l'autre. Si jusqu'en 1948, la formation d'une colonie juive en Palestine devait servir la cause des Juifs dans le monde en tant que solution de la question juive, à partir de la création de l'état d'Israël, ce sont la sécurité de cet état, son développement économique et son expansion territoriale qui deviennent le but du mouvement sioniste et des communautés juives. Si, originellement, les institutions sionistes en Palestine étaient une composante du mouvement sioniste mondial, à partir de la création de l'état d'Israël, le mouvement sioniste devient un appendice de l'état d'Israël, dont le but est de défendre et renforcer ce dernier - politiquement et surtout financièrement - et de mobiliser les communautés juives à travers le monde au service et sous les ordres de l'état juif (ce qui ne se passe pas sans problèmes).

2) L'EXPULSION DES ARABES PALESTINIENS DE LEUR PATRIE

L'argument selon lequel la Palestine serait la patrie historique des Juifs n'est que fantaisie qui n'a rien à voir avec les faits réels de l'histoire. Les Juifs qui vivent aujourd'hui en Palestine sont un corps étranger, importé de l'extérieur de l'Orient Arabe. C'est en pleine harmonie - tantôt involontaire, tantôt planifiée - que le mouvement sioniste (la Hagana en particulier), la réaction arabe palestinienne (surtout les cercles autour du Mufti de Jérusalem, Haj Amin el Husseini) et les autorités mandataires britanniques ont poussé les Arabes de Palestine hors de leur patrie. Le résultat combiné de l'action de ces trois facteurs sera le transfert de l'immense majorité de

la propriété, des terres et des maisons des Palestiniens aux mains des Juifs, et l'existence de 700 à 900.000 réfugiés palestiniens dans des camps se trouvant dans les pays arabes voisins et dans la bande de Gaza.

Les affrontements sanglants entre Juifs et Arabes ne commencent pas avec la partition. Paradoxalement, c'est autour de la guerre de 1948 que la participation active des masses palestiniennes aux événements politiques est la plus limitée. Exploitant la grande confusion et la panique que la réaction arabe et les autorités britanniques avaient sciemment exacerbées, les Israéliens vont provoquer l'exode de centaines de milliers d'Arabes par la violence, le meurtre et la destruction systématique de leurs villages. Les Kiboutsim «socialistes» se sont trouvés aux avant-postes d'opérations visant à pousser les Arabes à l'exode, pour s'approprier leurs champs et leurs vergers. Quand un délégué du Hach orner Hatsair à la Knesseth Provisoire s'est plaint des opérations d'expulsion, il s'est entendu répondre qu'il devrait commencer par interdire de tels actes à ses camarades de Galilée Supérieure, qui avaient largement pris part à ces opérations. C'est le Palma'h, unité d'élite de la Hagana dirigée principalement par la gauche sioniste et des Kiboutsnikim, qui organisera pour l'essentiel l'expulsion des Palestiniens en Galilée et dans le Neguev, et même les massacres contre la population paysanne.

Le racisme congénital du nouvel état va engendrer des concepts et des lois monstrueux: la population palestinienne ne sera pas seulement expulsée dans sa grande majorité; ses droits les plus naturels et les plus élémentaires vont être supprimés par la «loi du retour» et la «loi sur la nationalité». Selon ces lois un Palestinien peut être «présent-absent» (sic), c'est-à-dire résider en Israël, avoir la citoyenneté israélienne, mais être privé de tous ses biens, expulsé de ses terres et de son village parce qu'il se trouvait ailleurs un certain jour de 1948. Toujours selon ces lois, un Arabe, pour qui la Palestine a toujours été sa patrie et celle de ses pères, ne peut espérer rentrer dans son pays que dans des situations exceptionnelles, alors que toute personne venant d'Amérique, d'Inde ou du Japon qui n'a jamais mis les pieds en Palestine - ni lui, ni ses ancêtres, - mais peut prouver que sa mère est juive, ou au moins l'a été, peut, s'il le veut, s'installer immédiatement en Israël et recevoir la nationalité israélienne. Avec de telles lois, l'ONU a eu pour une fois raison lorsqu'il a condamné l'état sioniste comme raciste.

Ben Gurion, fondateur de l'état juif et son premier chef de gouvernement a exprimé très clairement ce que les sionistes entendaient par état juif : « Israël n'est pas uniquement un état dont la majorité de la population est juive ; c'est l'état de tous les Juifs, où qu'ils se trouvent, qui ont le droit de s'y installer, du fait même d'être Juifs. Ce droit est enraciné dans l'histoire qui n'a jamais séparé le peuple de sa patrie ».

Une telle mystification de l'histoire est fréquente dans les mouvements réactionnaires. Toutes les formations sionistes, y compris celles de gauche, s'y réfèrent et s'en servent pour justifier les crimes d'hier et les conquêtes de demain.

Il est erroné de croire qu'avec l'acte de formation de l'état d'Israël, s'achève le rôle historique du sionisme. Les conditions ont bien évidemment changé, mais la nature de l'état juif, ses caractéristiques et ses objectifs restent fondamentalement les mêmes. Sa politique peut être plus modérée ou plus agressive - tout dépend de la situation objective, mais le monstre implanté par le sionisme dans l'Orient arabe ne peut pas changer de nature sous peine de disparaître. L'état d'Israël ne peut pas mettre fin à l'agression permanente contre le peuple palestinien, pas plus qu'il ne peut briser son alliance avec les régimes impérialistes et réactionnaires. Celles-ci sont l'essence même de l'état sioniste, sa condition d'existence. D'où l'état de guerre permanente qui oppose l'état juif au peuple palestinien d'une part et au monde arabe de l'autre.

Afin de mettre fin à cette situation conflictuelle, deux conditions doivent être remplies :

a) Israël doit cesser d'être dans l'Orient Arabe un corps étranger, qui reste lié aux «Juifs du monde» et refuse de s'intégrer à la région à laquelle il appartient, ce qui signifie aussi qu'il doit mettre fin à la dépendance politique, militaire et économique par rapport à l'impérialisme;
b) il doit permettre aux Palestiniens de jouir de l'ensemble de leurs droits, et avant tout le droit de constituer dans leur patrie - avec les Juifs qui s'y trouvent - le système politique qu'ils choisiront. Ces deux conditions signifient la fin du sionisme et de l'état juif.

3) LA DEPENDANCE PAR RAPPORT A L'IMPERIALISME

« Israël devra être une espèce de chien de garde. Il n'y a pas lieu de craindre qu'il mette en œuvre une politique agressive contre les états arabes si celle-ci est clairement contraire aux désirs de l'Amérique et de la Grande-Bretagne; par contre, si les puissances occidentales choisissent une fois, pour telle ou telle raison de fermer un oeil, on peut être certain qu'Israël sera capable de punir comme il se doit un ou plusieurs de ses états voisins dont l'impolitesse envers l'Occident dépasserait les limites de ce qui est autorisé. » (24)

C'est tout un programme que définit ici, la veille du nouvel an juif en 1951, le rédacteur en chef du quotidien le plus sérieux d'Israël, et par ailleurs considéré comme libéral. Un programme qui a été appliqué dans ses moindres détails, sauf peut-être récemment en ce qui concerne la «retenue» de l'état sioniste dans la mesure où les puissances occidentales exigent une politique moins agressive.

Servir l'impérialisme contre la révolution arabe est une nécessité vitale pour l'état d'Israël. L'absence de base pour une économie indépendante, la guerre - froide ou chaude - avec le monde arabe, le développement du mouvement anti-impérialiste arabe dans une région stratégiquement et économiquement capitale pour l'impérialisme, le niveau de vie bien plus élevé de l'état sioniste par rapport aux pays arabes, l'existence de plus d'un million de réfugiés - tout ceci exclut Israël du monde arabe et pousse l'état juif à servir l'impérialisme dans une guerre à mort contre le mouvement de libération des masses arabes. Tout cela pousse Israël à s'opposer, au moins autant que l'impérialisme, à l'union du monde arabe et à son émancipation économique, politique et sociale.

L'offensive des armées syrienne, égyptienne et jordanienne au lendemain de la création de l'état d'Israël n'a été en aucun cas un phénomène nouveau; elle a été la poursuite de l'opposition arabe à la constitution d'un état juif tel que l'avait décidé l'assemblée générale des Nations Unies le 29 novembre 1947. L'offensive arabe était un acte progressiste, visant à empêcher la mainmise sioniste sur la Palestine, même si les régimes qui se trouvaient à cette époque à la tête des états arabes étaient à la solde des Britanniques qui pensaient regagner par l'intermédiaire des états arabes une présence en Palestine. Nasser et le Ba'ath syrien dévoileront plus tard les objectifs des gouvernements arabes en 1947-49; mais objectivement cette guerre était une guerre juste et sa cause progressiste.

Dans une situation d'isolement politique et économique total par rapport à son environnement, Israël doit s'appuyer sur une ou plusieurs puissances impérialistes, afin d'obtenir le soutien économique et militaire sans lequel l'Etat juif cesserait d'exister. Les alliés privilégiés d'Israël ont plusieurs fois changé au cours des ans.

Pendant les années 1950 et 1960, Israël sera très proche de la France (soutien militaire) et de la République Fédérale Allemande (soutien économique, mais aussi militaire). Pendant la guerre d'Algérie les armes françaises - principalement les Mystères et les Mirages - vont équiper l'armée sioniste, certes, financée par Washington avec qui la direction sioniste maintient des relations privilégiées depuis la fin des années 1940. Autre exemple des relations particulières entre l'état d'Israël et l'impérialisme européen, le cas de Frantz Joseph Strauss: celui-ci a été invité pendant les années 1950 par Ben Gurion et Pères comme hôte de l'état d'Israël, afin d'organiser des relations militaires qui devaient renforcer d'un côté le potentiel militaire de l'état juif, et de l'autre, permettre de réarmer l'Allemagne Fédérale et de développer une industrie nucléaire (le ministre de la défense israélien et le chef d'état major l'avaient à cette époque accompagné dans une visite à la centrale atomique de Dimona dans le Néguev).

Mais même s'il ne faut pas négliger l'importance de l'aide des bourgeoisies européennes à l'état d'Israël, et aujourd'hui des relations privilégiées avec l'Afrique du Sud, c'est en dernière analyse l'impérialisme américain qui, vu son rôle central dans la domination de l'Orient Arabe, a été d'une façon permanente le véritable patron et pourvoyeur de fonds et d'armes de l'état sioniste.

B. LA QUESTION NATIONALE DANS LE CADRE DU PROBLEME PALESTINIEN

A. Saïd et M. Machover écrivent : «Il est vrai que les Juifs qui habitent aujourd'hui Israël y ont été dans leur grande majorité amenés sous l'influence du sionisme et de sa direction, et - comme communauté - ont réprimé et continuent à réprimer les Palestiniens. Mais il est impossible d'ignorer le fait évident que cette population constitue une entité nationale (distincte des Juifs du monde d'une part et des Arabes de Palestine de l'autre) avec sa propre langue et sa vie économique et culturelle. » (25)

Cette affirmation n'est correcte que dans la mesure où l'on y ajoute quelques précisions. S'il est vrai que pendant plusieurs dizaines d'années s'est constitué un certain patrimoine commun, sous forme de langue, de culture et de système économique, unissant des Juifs venus de cultures tout à fait différentes, ce n'est que d'une façon très limitée que la «culture hébraïque» parvient à colmater l'énorme fossé qui sépare la culture occidentale des Ashkenazim (26) et celle des Juifs orientaux et Nord-africains qui est dans une large mesure arabe.

Le concept d'«entité nationale» juive-israélienne doit donc être manié avec prudence : nous sommes ici en présence d'un processus qui est loin d'être achevé. On ne peut même pas être sûr que ce processus soit mené avec succès jusqu'à sa fin, les contradictions qui le caractérisent pouvant ouvrir d'autres dynamiques.

Toutefois, après avoir fait cette mise au point, nous pouvons affirmer avec Saïd et Machover qu'il existe une entité nationale juive-israélienne, produit conscient d'une politique d'«intégration des immigrés» (Mizoug Galouyot) qui se poursuit jusqu'à nos jours. Non seulement la langue, le territoire, et dans une certaine mesure, la culture, mais surtout la conscience d'appartenir et de vouloir appartenir à une même entité — telles sont les caractéristiques qui permettent de définir une nationalité juive-israélienne. C'est la raison pour laquelle nous nous opposons à la perspective défendue par la majorité des courants de l'OLP qui aspirent à «une Palestine laïque et démocratique avec une égalité de droits entre musulmans, chrétiens et juifs». Ce slogan ne reconnaît pas l'existence d'une entité nationale juive en

Palestine, elle ne reconnaît qu'un courant religieux parmi d'autres.

Du point de vue internationaliste, toute solution progressiste de la question de la Palestine passe par la reconnaissance du droit à l'autodétermination nationale du peuple arabe-palestinien, le droit des réfugiés de réintégrer leur patrie et d'intégrer cette dernière dans un cadre fédéral pan-arabe. C'est dans ce contexte que se pose la question nationale juive-israélienne.

Le principe d'égalité fait partie intégrante de toute solution révolutionnaire. Une Palestine libérée de l'emprise sioniste se doit de reconnaître l'égalité entre Juifs et Arabes, non pas seulement comme individus, mais comme entités nationales. La Palestine est devenue une entité bi-nationale ; comme telle elle doit reconnaître le droit de l'entité juive à une autonomie nationale.

Les particularités de la question nationale en Palestine - que ce soit celle des Juifs-Israéliens ou celle des Arabes-Palestiniens - ne peuvent pas être affrontées par des formules générales ou des principes abstraits comme, par exemple, celui «du droit à l'autodétermination nationale». En ce sens l'affirmation de Johnny Bunzl - qui soutient le droit à l'autodétermination de la nation juive-israélienne - et selon laquelle «les classiques du marxisme ont exprimé antérieurement d'une façon très claire quelle doit être la stratégie dans de telles circonstances» (26) nous semble fausse et dangereusement simpliste. Lénine a développé le principe du droit à l'autodétermination dans le cas très précis et, en fait, très commun, de peuples opprimés se trouvant sous domination étrangère. Dans une telle situation la revendication du droit à l'autodétermination est à la fois un slogan mobilisateur des masses de la nation opprimée et une perspective visant à affaiblir le pouvoir occupant. Elle laisse au peuple opprimé, et à lui seul, le droit de décider s'il veut continuer à vivre dans un cadre unitaire ou si, au contraire, il préfère établir un état national indépendant.

Telle est, avec toutes ses particularités, la situation du peuple arabe palestinien qui se trouve à moitié sous occupation israélienne et à moitié dispersé dans divers états arabes, ce qui fait la particularité de la revendication de l'autodétermination en ce qui concerne les Palestiniens.

Le droit à l'autodétermination des Arabes-Palestiniens c'est le droit de décider s'ils préfèrent continuer à vivre comme réfugiés dans les divers états arabes, constituer un état indépendant dans certaines parties de la Palestine ou se réapproprier l'ensemble de la patrie palestinienne afin d'y constituer un état indépendant. C'est au peuple palestinien de décider. L'existence de l'OLP et ses actions ne laissent planer aucun doute : le peuple palestinien revendique le droit de former un état indépendant dans l'ensemble de sa patrie historique (27). Le fait que le colonialisme sioniste a séparé le peuple palestinien d'une partie de sa terre rend l'application de la formule léniniste plus difficile : il ne s'agit pas d'un peuple qui a annexé à son propre territoire une terre et une population étrangères, mais d'un peuple qui s'est approprié une partie d'un territoire annexé et s'y est établi en expulsant la population locale. Cette particularité ne saurait en aucun cas supprimer le droit à l'autodétermination de la nation opprimée, d'autant plus que la situation est loin d'être statique, et la dynamique expansionniste du sionisme réduit sans arrêt les territoires où les Palestiniens restent majoritaires. Si on voulait appliquer mécaniquement les principes léninistes, on devrait réduire encore davantage - et pourquoi pas, tendanciellement à zéro - le droit à l'autodétermination du peuple palestinien !

Qu'en est-il alors des droits nationaux des Juifs-Israéliens ? Défendre, aujourd'hui, le droit à l'autodétermination des Juifs israéliens, est soit réactionnaire, soit absurde : réactionnaire car cela revient à reconnaître la légitimité du colonialisme sioniste ; absurde dans la mesure où une telle défense serait présentée comme une revendication, alors que les Juifs sont en état non seulement de réaliser leur autodétermination, mais aussi de refuser celle des Palestiniens.

«Il ne s'agit pas du droit à l'autodétermination des Juifs-Israéliens dans le contexte actuel. Ce que nous discutons ici c'est le droit à l'autodétermination dans le cadre de la révolution socialiste...». (28) En d'autres termes, Machover et Saïd défendent le droit à l'autodétermination des Juifs Israéliens une fois le sionisme défait et l'état juif détruit. Mais ils ajoutent : « Le droit à l'autodétermination des Juifs Israéliens ne saurait limiter le droit au retour des Palestiniens. Mais même après le retour des Palestiniens et leur rétablissement en Palestine, il restera encore des territoires entiers où les Juifs seront majoritaires. Dans ces territoires, ils auront droit à l'autodétermination. » (29)

Si les mots ont un sens, la reconnaissance du droit à l'autodétermination des Juifs comporte donc inévitablement une limite au droit à l'autodétermination des Palestiniens, au moins en ce qui concerne « les territoires où les Juifs seraient majoritaires ». Cela reviendrait soit à obliger des centaines de milliers de Palestiniens à vivre comme minorité (nationale ?) dans un état juif (et quelques milliers de Juifs à vivre comme minorité dans un état arabe), soit à des transferts des populations en fonction d'un rapport de force créé sur le terrain...par l'agression sioniste antérieure.

Machover et Saïd semblent penser que la garantie du droit à l'autodétermination de la population juive facilitera leur passage à la lutte anti-sioniste. Il n'y a rien de moins évident: pourquoi renonceraient-ils à une autodétermination dont ils jouissent dans la perspective d'une autodétermination dans un futur lointain et mal défini ? Les Juifs renonceront à l'état

juif quand le prix qu'ils auront à payer pour son existence sera plus élevé que ce qu'il croient y gagner et que l'alternative que le mouvement national palestinien propose n'est pas pire que Massada.

Ceci ne signifie pas que la reconnaissance des droits nationaux des Juifs Israéliens ne doit pas être inclue, dès aujourd'hui, dans les programmes de la révolution arabe et palestinienne. Au contraire, la libération du peuple arabe palestinien exige une attitude constructive et progressiste par rapport à la question nationale juive-israélienne; autrement, la libération de la Palestine continuera sous une autre forme.

Nous nous sommes longuement étendus sur cette question pour deux raisons. D'abord parce qu'il faut déjouer certaines manœuvres «a-sionistes» qui, en se servant du slogan de droit des Juifs à l'auto-détermination, visent en fait à justifier l'existence de l'état juif et à imposer aux Palestiniens de renoncer à leurs droits légitimes. La seconde raison concerne plus spécifiquement les Palestiniens. En effet, derrière le slogan de «libération de la Palestine» se cache trop souvent une illusion simpliste : la Palestine a été arabe, les sionistes ont expulsé les Palestiniens, les Palestiniens reviennent et récupèrent leur patrie, leurs terres, leurs villages. Mais cette Palestine-là n'existe plus ! Elle a été bouleversée, détruite, effacée par le sionisme qui ne s'est pas contenté d'occuper la Palestine, mais y a construit une société tout à fait nouvelle, sur les ruines de la société, de l'économie, de l'écologie antérieures.

La libération de la Palestine, doit être une reconstruction de la Palestine. Elle exige une révolution agraire permettant aux Palestiniens qui le désirent de récupérer leurs terres sans pour autant faire régresser l'agriculture actuelle et réduire ceux qui la travaillent à la misère. Elle exige une planification économique et humaine permettant aux réfugiés de se libérer socialement sans expulser des millions de Juifs. Elle impose aussi de concevoir la Palestine libérée comme une entité bi-nationale. Cela aussi fait partie des changements structurels que le colonialisme a provoqués. Toute tentative de les ignorer serait non seulement réactionnaire, mais aussi vouée à l'échec.

C. LES PARTICULARITES DE L'ECONOMIE ISRAELIENNE

L'examen du déficit de la balance des paiements suffit pour comprendre la spécificité de l'économie israélienne. En 1949, le revenu des exportations ne couvrait que 11,62% des dépenses pour les produits et services importés. Le reste était couvert par des collectes au sein des communautés juives (Shnor) et des dons et prêts du gouvernement américain. Au cours des années le déficit a pu être réduit: en 1957 les exportations couvraient déjà 32,59% des importations et en 1965 51,29%. (30) Ces chiffres sont en fait en dessous de la réalité ; une partie des importations destinées à l'armement n'y sont pas considérées.

Aucun pays ne connaît, proportionnellement, un tel déficit de sa balance des paiements et une telle dette extérieure : en 1972, près de 20% du budget était alloué au remboursement annuel de la dette extérieure qui pourtant provient souvent de prêts très avantageux.

Nous avons insisté sur la nécessité de capital extérieur pour la construction d'un secteur juif pendant les années 1920 et 1930. Cette nécessité augmentera encore après la création de l'état juif. Sans importation de capital dans des proportions sans précédent dans l'histoire du capitalisme, Israël n'aurait pu intégrer les centaines de milliers d'immigrés, développer une infrastructure moderne (ports, routes, compagnie d'aviation, compagnies maritimes), une industrie à technologie avancée capable dans certains secteurs de concurrencer les industries des pays impérialistes les plus développés (armement, électronique, aéronautique), un système d'éducation et de santé parmi les plus développés du monde. L'importation de capital n'a pas été uniquement nécessaire pour les premiers investissements, elle reste la condition sine-qua-non pour permettre à l'économie israélienne d'exister et à la société israélienne de se maintenir au niveau relativement élevé où elle se trouve.

Quelques chiffres suffisent pour illustrer cet état de fait: de 1948 à 1968 le déficit de la balance des paiements était de 7,5 milliards de dollars, c'est-à-dire plus de 2900 dollars par habitant juif d'Israël. En 1979, ce déficit fut de 1,5 milliard, la dette extérieure se chiffrant à 19,2 milliards de dollars. Plus de 68% de ce déficit a été couvert par des transferts unilatéraux de capital, à savoir, en l'espace de 30 ans quelque 17,5 milliards de dollars, (soit environ 4000 dollars par tête juive), ce qui équivaut environ à l'ensemble des investissements faits entre 1948 et 1977. (cf. N. Halevi et R. Klinov-Malul, «Le développement économique d'Israël», Jérusalem, 1968)

En d'autres termes, le capitalisme israélien a été créé ex-nihilo. Il n'a pas de passé, pas de racines dans un mode de production pré-capitaliste. L'accumulation primitive s'est faite sur la base du capital importé (mais pas sous la forme d'investissements étrangers) et dans une moindre mesure par la spoliation des terres et des biens de la population palestinienne expulsée. L'essentiel des investissements continue jusqu'à aujourd'hui à se faire non sur la base de l'exploitation des ressources naturelles et de la force de travail local, mais sur la poursuite de l'importation de capital, sous forme de dons et de prêts à bon marché. En ce sens on peut parler d'«économie artificielle», d'économie subventionnée par l'impérialisme. Ce type de rapport entre les impérialismes et un jeune état est sans précédent ; il rappelle bien plus l'entretien d'une armée dont le but est de défendre des

intérêts qui eux sont bien réels et bien plus importants que les sommes déboursées pour l'entretien de cette armée.

C'est ce qui explique pourquoi l'essentiel du capital et des forces productives ne se trouvent pas entre les mains de particuliers, mais d'institutions étatiques (y compris la Histadrout). En 1967, le secteur public représentait 76% de l'économie israélienne ; depuis, le secteur privé s'est renforcé, mais il reste toujours encore secondaire et entièrement dépendant du secteur public et des subventions gouvernementales. La gauche sioniste a toujours vu dans cette propriété collective des moyens de production l'une des preuves du «socialisme israélien». Le rédacteur en chef de New Outlook et ex-membre du Comité Central du Mapam écrivait en 1958: «...une étude prouverait facilement que l'essentiel des entreprises de base se trouvent aux mains du secteur public.... Pendant les 9 années d'existence de l'état d'Israël, la Collecte Juive Unie et le Fonds d'Etablissement qui ensemble constituent l'institution financière centrale de l'Organisation Sioniste Mondiale, ont investi environ 800 millions de dollars dans l'immigration, l'établissement des immigrants et leur installation.» (31)

En fait la Collecte Juive est une institution américaine et le Fonds d'Etablissement son représentant en Israël. Le «capital national», dont se vantent les sionistes de gauche, a une forte odeur américaine, et il ne dépend que de la Maison Blanche d'y mettre fin (les dons à Israël sont, pour l'instant, déduits des impôts sur le revenu, ce qui est une forme particulière de soutien financier de la part de l'impérialisme américain). Comme le disait un des dirigeants israéliens lors d'une campagne électorale : la base économique du marché israélien se trouve aux USA.

L'existence d'un capital venant de l'extérieur et à la disposition du gouvernement israélien explique non seulement les dimensions du développement de la société et de l'économie israéliennes, mais aussi les déformations de ces dernières en termes de rentabilité capitaliste. Rien ne justifiait d'un point de vue capitaliste d'ouvrir des usines à Dimona ou à Bet-Shean, où les infrastructures sont des plus limitées et la productivité du travail très basse. Mais les nécessités de la colonisation juive exigeaient de donner un emploi aux nouveaux immigrants. Pour cela le gouvernement a été prêt à verser de très fortes subventions à des entrepreneurs privés, israéliens et étrangers, afin qu'ils acceptent d'investir. Ces investissements se font sans risque aucun, l'état s'engageant à garantir un certain profit ou, le cas échéant, à racheter à un prix «très honnête» les entreprises en «déficit». Le prix des marchandises israéliennes sur le marché intérieur et extérieur est sans commune mesure avec leur coût réel, les subventions gouvernementales - provenant de l'importation de capital - permettant de réduire d'une façon drastique le prix des marchandises.

Prenons l'exemple de l'agriculture, et plus particulièrement des Kiboutsim. L'exploitation intensive de la terre et le «défrichement des déserts» n'ont été possibles que par un système d'irrigation artificiel dont les coûts se chiffrent en milliards de dollars. A ce prix-là on n'a pas besoin du «génie juif» pour irriguer le Néguev; même le désert arabique peut se couvrir de vergers de Jaffa. A long terme, d'ailleurs, les conséquences écologiques de cette exploitation intensive des ressources en terre et en eau sont catastrophiques, non seulement pour la Palestine mais pour l'ensemble du croissant fertile. Mais au-delà des questions écologiques, la question qui nous intéresse ici n'est pas le prix réel de l'orange de Jaffa sur le marché de Tel Aviv ou de Bruxelles, c'est le niveau de vie de celui qui le cultive; l'un et l'autre sont subventionnés par le gouvernement israélien qui, en dernière analyse ne sert que d'intermédiaire entre les gouvernements impérialistes et la population israélienne, toutes classes confondues.

Le fait que l'économie israélienne soit entièrement subventionnée à de nombreuses conséquences économiques et sociales. Tout d'abord cela développe une mentalité parasitaire aussi bien au sein de la bourgeoisie qu'au sein des couches populaires. Mentalité qui engendre la corruption comme partie intégrante du système ; ensuite non seulement cela rend utopique tout espoir d'indépendance économique, mais au contraire, cela lie le niveau de vie général - y compris celui de la classe ouvrière-au rôle politique de l'état sioniste, en échange duquel les puissances impérialistes acceptent de le subventionner. Et finalement, cela limite au minimum les investissements productifs de capital étranger (et provoque une fuite de capitaux locaux soit à l'étranger, soit vers des spéculations immobilières, boursières etc.). Car, comme le disait l'ancien président de la Confédération sioniste américaine peu de temps après la création de l'état d'Israël : « La raison principale de ma visite actuelle en Israël est de voir sur place les possibilités d'investissement, et d'expliquer au public israélien et à son gouvernement quelles sont les conditions qui puissent permettre un flux d'argent américain vers Israël. Car il faut faire la différence entre la sympathie pour Israël qui s'exprime sous forme de dons, et la participation réelle à la construction du pays par l'investissement de capital. Avant qu'un sujet américain accepte d'investir dans un pays étranger, il examine d'abord si la situation économique et les conditions sociales garantissent une sécurité et des gains suffisants à son capital. »

Pour ce qui est de la sécurité, les capitalistes américains, juifs ou non, peuvent être rassurés. Par contre quant aux profits, ils ont beaucoup plus intérêt à investir aux Philippines ou en Corée où le bas niveau de vie des travailleurs et les formes extrêmes d'exploitation leur garantissent un taux de profit bien plus élevé que dans l'état d'Israël.

Tout comme au niveau politique, l'indépendance économique de l'état d'Israël est une utopie. L'économie

d'Israël a de tout temps été et ne peut qu'être subventionnée par l'impérialisme en échange de services rendus. Le jour où ce dernier ne voudra plus ou ne pourra plus payer, l'économie israélienne s'écroulera faute de la transfusion permanente qui la fait vivre, le niveau de vie général retombera très rapidement et sera proche de celui des pays arabes voisins, et tout le «génie juif» ne parviendra pas à empêcher aux travailleurs juifs de rejeter le sionisme comme utopie qu'il ne sert à rien de tenter de maintenir à flot.

IV. La place des Juifs et l'Etat

Le quotidien libéral israélien (Haarets) a récemment publié une lettre envoyée de Londres par un certain dr.Cadouri qui, au nom d'«un groupe d'Israéliens» exprime son opinion sur la question des rapports Ashkenazim-Sepharadim (32) et proteste énergiquement contre le traitement infligé à la population orientale d'Israël. Il écrit entre autres: « L'attitude par rapport à la communauté juive-orientale ne se limite pas à l'indifférence envers la culture et la tradition de ce judaïsme; ce dont il s'agit ici, c'est de répression culturelle. .. Les positions de Ben Gurion et de Jabotinsky expriment fidèlement les positions de la minorité ashkenaz qui domine l'Etat. C'est ainsi que ceux qui sont venus de Russie tsariste sont allés sur le chemin de leurs maîtres qui avaient lancé la russification des peuples de l'empire russe, et une fois arrivés en Palestine, ils ont commencé à «Ashkenatiser» le judaïsme oriental » (33) Et Cadouri conclut sa lettre en exigeant « le droit à l'expression démocratique culturelle complète pour la majorité, c'est-à-dire la communauté juive sépharade et le peuple arabe palestinien ».

Il ne s'agit ici que d'une lettre publiée dans le courrier des lecteurs. Mais son contenu soulève un problème réel et reflète une opinion souvent exprimée par l'intelligentsia orientale en Israël. C'est pourquoi c'est en polémiquant avec le Dr. Cadouri que nous aimerions exprimer notre position sur la place réservée aux Juifs orientaux dans le sionisme et l'état d'Israël.

La négation de la culture juive-orientale en Israël est un fait. L'histoire juive que l'on enseigne dans les écoles, la culture juive, la littérature, est uniquement ou presque celle du judaïsme européen; la culture israélienne moderne plonge ses racines presque exclusivement dans l'histoire et la tradition du judaïsme Ashkenaz; fait significatif, même si secondaire, la nourriture à l'armée, qui pourtant est composée en majorité de soldats d'origine orientale, est occidentale..

Il y a pire. Les populations orientales sont, encore aujourd'hui, considérées comme les «hôtes» des pionniers ashkenaz qui, dans leur projet de bâtir une société occidentale, considèrent la culture, les traditions et le mode de vie des communautés sépharades comme quelque chose d'étranger qu'il s'agit d'effacer.

Il ne s'agit donc pas de discuter la réalité d'une discrimination envers la population orientale, mais d'analyser, dans leur dynamique, les rapports réciproques entre le sionisme et les judaïsmes orientaux, afin de comprendre la nature et les causes réelles de la discrimination et de la frustration des Juifs orientaux.

Selon les recherches de Arthur Rupin, les Juifs Ashkenaz représentaient en 1930 91,8% de l'ensemble des Juifs dans le monde. Le Congrès Juif Mondial estime qu'en 1963, il n'en représentaient plus que 83-84%. Il est vraisemblable que depuis, le pourcentage des Juifs occidentaux ait encore diminué. Ceux qui représentent une minorité dans le judaïsme mondial sont donc en Israël la majorité (les Juifs orientaux représentent environ 55% de la population israélienne).

Une majorité orientale en Israël n'est pas sans poser des problèmes. En effet, le sionisme est le produit, politique, social et culturel, du judaïsme Ashkenaz d'Europe Orientale. Les Juifs du monde arabe n'ont eu aucun rôle dans la création du mouvement sioniste, et un rôle tout à fait secondaire dans les phases ultérieures du sionisme. Lorsque Ben Gurion proclame la création de l'état d'Israël, les Juifs originaires du monde arabe ne représentent que moins de 10% des 650.000 Juifs de Palestine. Parmi les 452.148 immigrants arrivés en Palestine pendant le mandat britannique, 377.487 (87,8%) viennent d'Europe, 40.776 (9,5%) d'Amérique, 1,8% d'Asie et 0,9% d'Afrique. Ces chiffres n'ont pas besoin de commentaires. Si l'on ajoute le fait qu'entre 1922 et 1933, n'ont été vendus parmi les Juifs d'Asie et d'Afrique que 30.000 Shekels (le shekel était la cotisation qui permettait d'élire des délégués aux congrès sionistes), alors qu'en Europe on en a vendu plus d'un million, il n'y a plus aucun doute quant à l'origine «ashkenaz» du sionisme. Les Juifs orientaux n'ont presque pas pris part au mouvement sioniste et à la colonisation de la Palestine avant la création de l'état d'Israël.

Si le Dr. Cadouri a entièrement raison quand il affirme que les conceptions de Ben Gurion et de Jabotinski (et nous ajouterons du mouvement sioniste dans son ensemble) reflètent leur mentalité Ashkenaz, il se trompe par contre quand il dit « qu 'une fois venus en Palestine ils ont commencé à «ashkenatiser» les orientaux», pour la simple raison qu'il n'y avait pas d'Orientaux à «ashkenatiser», exception faite des Juifs-orientaux-palestiniens, vivant à Safed, Hébron, Jérusalem, etc. depuis de nombreuses générations avant le sionisme et n'ayant rien à voir avec la mouvement sioniste, de même que les communautés juives occidentales orthodoxes qui s'étaient établies en Palestine au cours des siècles pour des motifs exclusivement religieux. «L'attachement des Juifs orientaux à la Palestine était

essentiellement religieux et messianique; il s'exprimait dans les prières, et parfois par l'immigration, individuelle ou en groupes, pour mourir en Palestine et s'y faire enterrer ». (34) Ce type de rapport n'a rien à voir avec le sionisme et le projet politique de créer un état juif.

Le sionisme fut à son origine une idéologie et un mouvement visant à pousser les Juifs d'Europe à émigrer en Palestine afin d'y bâtir un état juif, capable d'«être une rempart de la culture et de la civilisation contre la barbarie asiatique» (Herzl). Dans le projet sioniste il n'y avait aucune place pour les Juifs orientaux - très mal connus par le judaïsme européen à cette époque - et ceux-ci sont restés étrangers, à des rares exceptions près au mouvement sioniste.

La situation changea du tout au tout après la création de l'état d'Israël ; a) après la création de l'état d'Israël, l'objectif numéro un ne sera plus «résoudre la question juive», mais de renforcer l'état juif ; pour cela tous les Juifs sont bons, même les Juifs orientaux. b) le conflit entre Israël et les pays arabes va rendre intenable la situation des Juifs dans ces pays. Dans certains cas les Juifs se sentirent obligés de fuir leur pays d'origine et d'émigrer en Israël, dans la majorité des cas ils furent littéralement transférés en Israël (parfois de force) grâce à la collaboration et la communion d'intérêt entre le jeune état juif et les régimes réactionnaires arabes. c) par conséquent, l'état juif sera composé en majorité de communautés ethniques qui n'ont pas pris part à la colonisation sioniste, qui ne l'ont pas voulue et qui n'ont pas été prises en considération dans l'idéologie et la pratique sioniste jusqu'à 1948.

En d'autres termes, les Juifs orientaux n'ont pas été des sujets actifs du sionisme, mais des victimes de la collaboration entre le sionisme et la réaction arabe. Victimes du sionisme qui, en créant en état juif au sein de l'Orient arabe contre la volonté de la population locale, ont engendré un fort sentiment anti-juif parmi les masses arabes ; victimes du sionisme qui n'a pas lésiné sur les moyens pour faire expulser les communautés juives des pays arabes, on les oblige à s'enfuir (y compris en mettant des bombes dans les synagogues et institutions juives et en promettant aux dirigeants arabes corrompus les biens des Juifs qui quitteraient le pays) ; victimes du sionisme car ils étaient poussés à émigrer dans une société européenne, qui leur était socialement et culturellement étrangère. Victimes de la réaction arabe qui souvent n'a pas hésité à renforcer l'état juif en fomentant une vague d'anti-sémitisme pour détourner les masses du mécontentement énorme que la défaite de 1948-49 avait provoqué, et pour s'approprier les biens des Juifs qui émigreraient en Israël (comme ça a été particulièrement le cas de la grande, riche et développée communauté juive d'Irak). Sans l'appui actif de la réaction arabe, la propagande et les provocations sionistes auraient été incapables de pousser la majorité des Juifs des pays arabes à quitter leurs pays.

Pour le sionisme tout élément non européen - non seulement arabe mais aussi juif oriental - est une entité étrangère. Ben Gurion mettra sans arrêt en garde contre le danger de «levantinisation», non pas par haine des Juifs orientaux - bien que de nombreux dirigeants sionistes aient haïs les Juifs orientaux en tant que tels, comme par exemple le poète national H.N. Bialik, connu entre autres pour avoir déclaré : «je hais les Arabes parce qu'ils me rappellent les Juifs orientaux» - mais parce que l'état sioniste ne peut être qu'Européen, s'il ne veut pas se faire assimiler par le monde arabe et disparaître. La nécessité de main d'œuvre et de chair à canon a poussé les sionistes à faire venir plusieurs centaines de milliers d'orientaux, mais avec l'idée de les «européaniser», ou, au moins, de les marginaliser dans la société israélienne. Un échec dans ce domaine serait catastrophique pour le sionisme, car il signifierait la perte de ce qui rend Israël indispensable pour les puissances impérialistes.

Le «rassemblement des dispersés» (kibouts Galouyot) et l'intégration des communautés (Mizoug Galouyot) sont deux objectifs inscrits dans le programme sioniste. Ils ne sont réalisables ensemble que dans la mesure où «intégration» signifie assimilation à la culture et au mode de vie occidentaux. Les sionistes ne sont pas, dans leur ensemble, intéressés à sur-exploiter particulièrement les Juifs orientaux (bien qu'il faille noter que la dynamique du capitalisme israélien et les lois du profit poussent en cette direction, de même qu'elles poussent en direction de l'exploitation de la main d'œuvre arabe, ce qui est contradictoire avec un des objectifs fondamentaux du sionisme). Ils sont encore moins intéressés à maintenir les Juifs orientaux dans leur culture propre afin de les discriminer. Ce qu'ils voudraient, c'est qu'il «s'élèvent» au niveau de la culture européenne et deviennent alors des «bons et véritables Juifs» (Golda Meir).

Le problème est précisément que cet objectif est irréalisable pour un pays dont les priorités sont dictées, d'une part par un état de guerre permanent, et, d'autre part par la logique du profit capitaliste et de la réussite individuelle. L'état israélien est absolument incapable de débloquer les budgets qui permettraient d'intégrer pleinement les Juifs orientaux dans la société européenne israélienne. La comparaison que fait le Dr. Cadouri avec l'attitude des colons blancs envers les indigènes, n'est pas valable (elle l'est par contre dans le rapport de l'ensemble des Juifs d'Israël avec les Palestiniens). Face au monde arabe, les sionistes seraient intéressés à «ashkenatiser» les Juifs orientaux, malheureusement pour eux ils en sont incapables.

C'est dans ce contexte, que se développe le sentiment d'oppression ethnique, social, économique et culturel. Etouffant la culture originelle des Juifs orientaux, détruisant leur mode de vie, exprimant ouvertement leur mépris pour les «primitifs», la minorité ashkenaz reste incapable de

permettre un «développement» que par ailleurs elle préconise. Il ne subsiste donc que la discrimination, l'oppression, le mépris, qui engendrent de plus en plus la frustration, la haine et le sentiment d'être complètement étrangers à la société sioniste.

Les intellectuels orientaux radicalisés refusent de plus en plus la perspective d'assimilation à la société ashkenaz. Certains, comme le Dr. Cadouri semble l'indiquer dans la conclusion de sa lettre, revendiquent une autonomie dans le cadre de la société israélienne, tout en envisageant un rapprochement avec les Arabes de Palestine dont ils affirment se sentir plus proches que des Juifs occidentaux. C'est une possibilité. A condition toutefois qu'une rupture politique accompagne cette prise de conscience ethnico-culturelle. Car si les Juifs orientaux ne sont pas et ne seront pas assimilés, sur un pied d'égalité, dans la société sioniste occidentale, le processus de désarabisation ou de déculturation n'est pas sérieusement entamé non plus. L'union nationale contre les Arabes a quand même réussi à créer un fossé très large entres les Juifs orientaux et leurs pays d'origine (et la réaction arabe n'a rien fait pour empêcher ce processus, au contraire).

Une réappropriation par les Juifs orientaux de leur identité originelle n'est possible que dans le cadre d'une rupture avec le sionisme et une ouverture vers le monde arabe ; faute de quoi le fossé qui s'élargit entre les fils des pionniers européens et les fils des immigrés des pays arabes, ne séparera pas deux cultures, deux communautés avec leurs identités propres, mais une masse frustrée et aliénée et une classe dirigeante (et une aristocratie ouvrière). Cela ne fera que renforcer le caractère «occidental» de l'état juif en réduisant de plus en plus les dernières chances d'intégration dans le monde arabe, qui sont aussi les seules chances pour la nation juive-israélienne de vivre en paix et en sécurité.

Plus proches par leur histoire et leur culture du monde arabe, et étrangers au sionisme, les Juifs orientaux peuvent devenir la brèche dans l'union nationale et le pont entre les Juifs d'Israël et le monde arabe. C'est seulement à cette condition que les Juifs orientaux pourront mettre fin à l'oppression, à l'aliénation et à la discrimination dont ils sont l'objet. Dans le cadre de l'état juif les victimes juives du sionisme n'ont pas plus de chance de s'émanciper que ses victimes arabes. La libération des uns sera la condition de la possibilité de liberté pour les autres.

V.1967-1973 Apogée et déclin du sionisme

Jusqu'à la guerre de Juin '67, l'Etat d'Israël connaît globalement un renforcement politique, militaire et économique. Les centaines de milliers d'immigrés sont progressivement intégrés, l'armée se structure, l'infrastructure économique se renforce substantiellement. Pourtant, la baisse de l'importation de capital - due essentiellement à l'arrêt du paiement des réparations allemandes - et le calme relatif aux frontières vont entraîner un début de crise sur le plan aussi bien économique que moral, qui va, au sein même de l'état juif, être perçue comme le début du déclin de l'état sioniste. La guerre de Juin '67 va mettre un terme - provisoire, on le verra - à ces sentiments défaitistes.

A. JUIN '67 - APOGEE DU SIONISME

Si à l'étranger la fable du pauvre David israélien face au Goliath arabe a eu, en mai 1967, un impact énorme sur l'opinion publique, personne, au sein de l'establishment politique et militaire israélien, n'a douté un instant de la victoire. Cette guerre, l'état d'Israël la voulait plus que tout, et il s'y préparait depuis de nombreuses années. Ayant reçu le feu vert de la part du président Johnson, Israël a su, au cours des deux mois qui précédèrent l'ouverture des hostilités, manœuvrer avec beaucoup d'intelligence les divers régimes arabes afin de les pousser à créer une situation ne laissant d'autre alternative que la guerre. (35)

La victoire écrasante de l'armée sioniste contre l'ensemble des armées arabes consacrera l'hégémonie militaire de l'état juif dans l'orient arabe, et le confirmera dans son rôle de chien de garde des intérêts impérialistes contre les menaces de la révolution arabe. Elle rappellera également à tous ceux qui avaient tendance à l'oublier, la nature colonialiste et expansionniste de l'état sioniste : grâce à la guerre, l'état d'Israël occupa l'ensemble de la Palestine, avec le Sinaï et le plateau syrien en supplément. Si au début, on parlait encore des territoires occupés comme d'une monnaie d'échange, l'annexion de Jérusalem et la mise sur pied de colonies de plus en plus nombreuses, confirmaient que les sionistes n'avaient pas changé leur programme originel: mettre petit à petit la main sur l'ensemble de la Palestine et y étendre la souveraineté de l'état juif.

La guerre de Juin '67 change radicalement la réalité de l'état d'Israël. De petit état, assiégé et essayant, tant bien que mal, de développer une économie tant soit peu viable, Israël était devenu une puissance politique, dotée de territoires occupés peuplés de plus d'1,5 millions d'habitants, d'une armée dont le rôle au sein de la société allait croître proportionnellement à son renforcement numérique et technologique. Sur le plan économique, aux nouveaux marchés que représentaient les territoires occupés - tant pour les marchandises que pour la main d'oeuvre bon marché - s'ajoutait un renouveau dans l'importation de capital, aussi bien de la part des communautés juives que de l'impérialisme américain, bien décidé à renforcer son atout majeur au Moyen Orient. Les budgets militaires illimités (qui représentent plus de 50% du budget total) ne vont pas seulement changer qualitativement

l'armée sioniste, mais entraînent aussi un enrichissement général de l'économie et de la population israéliennes : la construction de centaines de kilomètres de lignes de défenses sur les frontières de l'«empire», la nécessité de nourrir des centaines de milliers de soldats d'activé et de réserve, la certitude qu'Israël peut, à terme, devenir indépendante en ce qui concerne son armement - tout ceci va créer de nouvelles industries, des emplois, des super-profits.

En l'espace de 10 ans Israël va devenir, avec l'aide des Américains, un des grands producteurs d'armement (avions, missiles, tanks, transmissions) et le troisième exportateur d'armes au sein du monde capitaliste. L'industrie aéronautique emploie, à elle seule, plus de 20.000 ouvriers, ce qui pour Israël est énorme. Grâce au développement de l'industrie de guerre, toute une série d'industries de pointe, comme l'électronique et la chimie vont donner l'illusion qu'Israël était en train de devenir une puissance industrielle, et que la prospérité qui caractérise l'après '67 est un facteur désormais permanent de la société israélienne.

Si la bourgeoisie se renforce et les «millionaires de la ligne Bar-Lev» viennent étaler leur nouvelle richesse dans les villas de Savion et dans les restaurants de luxe, parallèlement, la classe ouvrière se renforce aussi et son niveau de vie progresse. «Jamais notre situation n'a été meilleure», tel est le slogan repris sans arrêt dans la presse et dans la rue.

En harmonie avec la nouvelle réalité de l'état sioniste, l'idéologie dominante va progressivement changer elle aussi. Si, sous la direction du mouvement sioniste ouvrier, Israël a tenté pendant les 20 premières années de son existence de présenter une façade progressiste et développer des contacts avec les forces démocratiques et les pays du «tiers monde», la guerre de Juin '67, l'occupation et l'illusion d'être une grande puissance vont bouleverser cette idéologie et mettre fin à plusieurs décades de mascarade hypocrite. Le nationalisme, le mysticisme religieux vont se développer avec une rapidité foudroyante sur le fumier de l'occupation dont les dirigeants sionistes tentent de moins en moins de conserver la façade «libérale». L'entrée de Menahem Béguin au gouvernement d'Union Nationale en mai 1967 symbolisera la nouvelle légitimité accordée aux théories du Grand Israël et de l'annexion de l'ensemble de la Palestine à l'état juif ; elle marquera le début de la fin de l'idéologie sioniste socialiste et le renforcement spectaculaire de la place des formations religieuses et sionistes extrémistes dans l'arène politique israélienne.

Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre. On pourrait ajouter que, plus un peuple en opprime un autre, moins il saurait être libre. Car occupation signifie résistance et résistance répression. La jeunesse israélienne née - ou arrivée en Israël - dans les années qui ont suivi la création de l'état d'Israël, va être confrontée au double phénomène de la lutte du peuple palestinien et de la répression. Leur conception du monde, leurs concepts idéologiques et moraux seront avant tout déterminés par la pratique quotidienne de la répression, des punitions collectives, des dispersions de manifestations lycéennes, des plastiquages de maisons, des expulsions d'activistes et des mille et une opérations de «maintien de l'ordre» dans les territoires occupés. Il n'est donc pas étonnant que leur conception de la démocratie et leur mépris pour les valeurs libérales qui étaient encore très fortes chez leurs pères - du moins ceux originaires d'Europe - aient un impact direct sur la capacité de riposte face aux recrudescences d'attaques anti-démocratiques et anti-ouvrières au sein même de la population juive.

Comme le remarquait une résolution de l'Organisation Socialiste Israélienne (Matspen): «...Le sionisme, considéré avant la guerre comme définitivement enterré, est ressuscité. L'idéologie sioniste ne peut plus simplement être décrite comme un anachronisme insignifiant. Il sert de base aux discussions concernant l'annexion des territoires occupés et leur colonisation par des Juifs, la 'menace' que représente une population arabe pour le caractère juif d'Israël (la 'question démographique') etc. Sur cet arrière-fond se développe un état d'esprit fasciste-chauvin, suivant un modèle classique qui n'est pas l'apanage d'une nation particulière. Des expressions comme 'la supériorité de la nation', 'nos valeurs historiques sacrées', 'la guerre éternelle' et 'le sang sacré' etc. deviennent de plus en plus courantes. Elles sont mises en valeur par écrit et oralement, à la radio et à la télévision, dans la presse et dans les écoles, à l'armée et dans les mouvements de jeunesse. En outre, on parle de plus en plus de la nécessité d'un pouvoir fort et du maintien de l'union sacrée... Le débat qui a lieu dans le camp sioniste peut créer la fausse impression qu 'il existe en son sein des lignes politiques opposées. Mais une lecture attentive de leurs positions prouvera facilement que tous soutiennent le principe sioniste des 'droits sacrés' des Juifs à travers le monde sur l'ensemble de la Palestine... Il faut mentionner le fait que les cercles de gauche et les intellectuels de gauche qui, avant la guerre s'étaient joints à la lutte contre le gouvernement militaire (en vigueur contre les Arabes d'Israël jusqu'en 1965), ont été depuis lors entraînés par la vague de chauvinisme qui a balayé le pays... » (36)

Sur la répression anti-palestinienne et l'agression systématique contre les pays arabes, le racisme et le nationalisme vont se greffer la corruption et la disparition définitive de l'«esprit pionnier» des premiers jours du sionisme. Les grandes sommes d'argent que l'état investit dans l'appareil militaire, dans l'établissement de colonies juives dans les territoires occupés et dans la mise en place d'une nouvelle infrastructure industrielle vont renforcer le sentiment général que l'argent existe à profusion et qu'il n'y a qu'à se servir. Les kiboutsim et les dirigeants du mouvement sioniste ouvrier ne seront pas les derniers à jeter aux orties les

vieilles idéologies égalitaires et plus ou moins ascétiques et à faire leur le slogan «enrichissons-nous». (37)

Rapidement, la société israélienne va se laisser prendre au piège de sa propre idéologie : rien ne semble impossible, pas même attaquer l'Union Soviétique ou faire régner l'ordre des monts de Turquie jusqu'au Maroc (général Ariel Sharon, futur ministre de la défense), devenir une puissance industrielle comparable au Japon, imposer à Washington - qui petit à petit voudrait voir un assouplissement de la politique israélienne - la reconnaissance de l'annexion des territoires occupés. L'arrogance des généraux israéliens - ils n'hésitent pas en 1972 à abattre un avion lybien provoquant la mort de plus de 70 civils - ne fait que refléter le sentiment de l'ensemble de la population comme quoi tout est possible et tout est légitime. Les mises en garde de quelques rares personnalités sionistes, comme le président du Congrès Juif Mondial, Nahum Goldmann, sont considérées au mieux comme des radotages de Juifs-à-mentalité-de-la-diaspora, au pire comme une trahison. Seuls au sein de la population juive, quelques dizaines de militants de Matspen dénoncent l'occupation et tentent de préparer les masses juives au réveil qui sera aussi dur que les rêves précédents ont été rosés.

B. LE TREMBLEMENT DE TERRE D'OCTOBRE '73 - LE DEBUT DU DECLIN DU SIONISME

L'attaque égyptienne du 5 octobre 1973 va être un réveil dur et coûteux pour la population de l'état juif, et un coup dont la direction sioniste traditionnelle ne se remettra jamais. La traversée du Canal de Suez, la chute de l'«infranchissable» ligne Bar-Lev, la libération en deux jours du plateau du Golan et l'évacuation de la plupart des implantations censées servir de bouclier à l'état d'Israël, les milliers de morts et l'arrêt presque total de l'économie israélienne pendant plusieurs semaines vont ramener les Israéliens à la réalité, et même les succès militaires de la dernière phase de la guerre ne parviendront pas à effacer les traces profondes que les premiers jours du conflit ont laissées dans la conscience collective de la population juive. Il n'a pas fallu longtemps pour réaliser que sans un soutien militaire et économique massif et rapide des USA, l'état d'Israël était acculé à un armistice honteux et à une défaite politique sans précédent. Le «troisième empire juif» avait les pieds d'argile et la puissance économique et l'invulnérabilité militaire n'étaient qu'illusion. L'utilisation par les états arabes de l'embargo pétrolier va accentuer l'isolement international dans lequel se trouve Israël, et par là sa dépendance vis-à-vis des USA et des intérêts de Washington.

C'est un véritable traumatisme que va provoquer la guerre d'octobre dans la société israélienne. L'immigration va se réduire à sa plus simple expression et des milliers de jeunes et de moins jeunes vont tenter de continuer leur vie sous des cieux plus sereins, particulièrement aux Etats Unis, où résident aujourd'hui plus d'un demi-million de citoyens israéliens. Un sentiment d'insécurité et d'impasse, devenu général va, pour la première fois, remettre en question toute une série de certitudes antérieures et de «vaches sacrées», y compris par rapport aux problèmes de «sécurité» et à l'armée israélienne. Pour la première fois aussi sont remis en question non seulement quelques politiciens de second ordre, mais aussi l'ensemble de la direction centrale de l'état juif, y compris le haut commandement militaire, qui jusqu'en 1973 semblait immunisé contre toute critique.

La chute du gouvernement travailliste, en 1977, sera le produit direct de la crise sociale globale ouverte par la défaite politique d'octobre 1973. Elle marque la fin d'une époque, l'échec total d'une politique et le début d'un réveil et d'une remise en question auprès de larges masses d'un système qui s'avère incapable de garantir les objectifs que le sionisme s'était promis de réaliser, et avant tout la sécurité pour les habitants de l'état juif. (38)

Au sentiment d'impasse, à la crise de direction et de perspective et à la grave crise économique, s'était ajouté au cours des années qui ont précédé la guerre d'octobre 1973, un problème qui plus que tout autre symbolise la profondeur de la crise de l'état sioniste : le mouvement national palestinien.

« La lutte du mouvement national palestinien a été la raison principale de la crise qui frappe aujourd'hui l'état d'Israël. Après la défaite des armées arabes en Juin '67, le mouvement national palestinien est devenu le fer de lance de la lutte anti-impérialiste... La lutte du peuple arabe palestinien a provoqué l'isolement presque total de l'état d'Israël. L'apparition de Yasser Arafat à l'ONU et les résolutions dénonçant la politique sioniste ont laissé Israël dans la compagnie limitée et peu reluisante de la Rodhésie et de l'Afrique du Sud.

La lutte palestinienne a accéléré la radicalisation des masses arabes. La révolte de la jeunesse de Cisjordanie contre l'occupation et la lutte de la population palestinienne vivant en Israël même ont réduit en poussière l'image démocratique qu'Israël a tenté de se donner pendant de nombreuses années ». (39)

Ce qui s'est avéré après la guerre d'octobre '73 c'est qu'Israël est incapable de trouver une solution à la question palestinienne qui, tant qu'elle existe, empêche toute stabilisation de l'Orient arabe. Il ne peut trouver ni une solution militaire, comme le prouvent les échecs de l'opération Litani et de la pacification des territoires occupés, ni une solution politique comme le confirme l'impasse des négociations sur le statut d'«autonomie» défini par les accords de Camp David. Ni l'impérialisme américain, soumis aux pressions des régimes arabes qui lui sont dévoués, ni la population israélienne elle-même ne sont prêts à supporter pour toujours une guerre de libération qui menace sans arrêt

et la stabilité des régimes arabes réactionnaires et la sécurité de la population juive d'Israël.

Israël ne peut reconnaître le fait national palestinien ni ouvrir des pourparlers avec le mouvement national palestinien: celui-ci est l'expression de la négation même du sionisme, et, indépendamment des objectifs politiques de telle ou telle direction palestinienne, c'est une lutte à mort qui oppose le sionisme et le fait national palestinien. L'incapacité de liquider la question palestinienne est l'expression la plus claire du déclin du sionisme qui, confronté à son ennemi mortel, a connu au cours des cinq dernières années des échecs de plus en plus cinglants. L'impasse du gouvernement israélien dans les territoires occupés illustre la déroute du régime sioniste dans sa lutte d'extermination politique du peuple palestinien: « La situation en Cisjordanie est de plus en plus grave, et nul n'a besoin d'imagination exagérée pour prédire que les derniers événements dans les territoires occupés annoncent le début d'une révolte populaire. Les derniers incidents ont été, certes, provoqués par les folies des colons juifs à Ramallah. Malheureusement leurs racines sont beaucoup plus profondes. Quiconque veut empêcher la poursuite de la dégénérescence - qui risque, que Dieu nous en préserve, de nous précipiter dans une situation sans issue comme c'est le cas au-jourd'hui en Irlande du Nord - doit s'en prendre à ces racines.

Ces racines se trouvent dans la situation elle-même, dans la logique infernale d'une occupation militaire dans laquelle l'oppression entraîne le terrorisme, le terrorisme une oppression encore plus forte et ainsi de suite, et qui pousse occupant et occupé à agir contre tout bon sens et l'expérience historique... Pendant des années nous avons espéré échapper à ce déterminisme, dont des pays bien plus grands et bien plus forts n'ont pu s'échapper... mais la réalité nous poursuit malgré nous et nous devons en payer le prix.

La réalité que nous n'avons pas réussi à changer - ni par des discours, ni par des colonies, ni par des arguments juridiques - c'est qu'en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza un peuple tente de dominer un autre contre son gré... Nous nous sommes embourbés dans cette situation malgré nous en 1967; mais il faut avouer que nombreux parmi nous ont été ceux qui se sont pris à aimer cette situation, à avoir l'illusion qu'elle pourrait se poursuivre indéfiniment. Cette illusion se désagrège de jour en jour ». (40)

Cette citation, tirée de l'éditorial d'un quotidien reflète le point de vue de la grande bourgeoisie sioniste, confirme que la politique de «main de fer» de la nouvelle direction sioniste n'a pas été plus efficace que celle de l'«occupation libérale» de ses prédécesseurs ; justement pour cette raison le succès qu'ont représenté pour Béguin les accords de Camp David n'a pas dépassé les limites d'un accord bilatéral égypto-israélien. L'isolement de l'état sioniste n'a donc fait qu'augmenter au cours des quatre années de gouvernement Béguin, ainsi que la tension avec les divers régimes arabes. Par conséquent, le malaise qui a atteint la société israélienne se renforce, vu l'incapacité qu'a le pouvoir de convaincre que la situation politique est en voie de s'améliorer.

Quant à la situation économique, elle frise la banqueroute. 1100% d'inflation en quatre ans, une croissance quasiment nulle, un chômage qui, sans être massif, touche grave-ment les villes d'immigrés et un déficit de la balance des paiements qui fait que la dette extérieure atteint aujourd'hui plus de 19 milliards de dollars - la période de croissance et de développement rapide de l'infrastructure et du niveau de vie est décidément bien derrière nous. Les tensions sociales apparues au cours des trois dernières années sont en ce sens différentes de celles qui ont traversé l'état juif au cours des périodes précédentes : elles se greffent sur une situation politique éminemment défavorable qui empêche toute illusion quant à un retournement de la situation économique comme cela avait été le cas en 1967, et alors que les deux grandes formations politiques - le mouvement travailliste et le Likoud - ont fait toutes les deux la démonstration pratique de leur incapacité à trouver une issue à la crise socio-politique.

C. LES MASSES JUIVES A UN TOURNANT

La force de l'état sioniste, son existence même, dépendent avant tout de la stabilité de l'Union Sacrée face à l'ennemi arabe. Seulement l'identification de l'immense majorité des Juifs d'Israël avec l'état juif et la certitude que tôt ou tard l'état juif sera source non seulement de sécurité, mais aussi de paix et de prospérité, sont seules capables d'unifier les diverses vagues d'immigration juive en Palestine derrière la bourgeoisie sioniste et contre la révolution arabe.

Mais sur ce plan précisément les choses ont changé par rapport à 1967. L'arrogance, la foi en l'avenir, la confiance dans la direction sioniste ont fait place à la confusion, la perte des illusions et un phénomène généralisé de remise en question. Les succès militaires n'entraînent plus l'enthousiasme, et les menaces extérieures loin de ressouder le peuple d'Israël, accentuent encore la crainte du futur. A ce changement radical dans la conscience collective des masses israéliennes, il faut ajouter un changement structurel : la classe ouvrière s'est renforcée numériquement et les unités de production ont, relativement, grandi; une nouvelle génération d'Israéliens vient peu à peu à remplacer les vieux immigrants, éduqués dans une idéologie qui impliquait l'exploitation, la discrimination et l'illusion qu'avec le temps les choses allaient s'améliorer.

C'est cette nouvelle génération qui a mis fin au règne travailliste, en exprimant très clairement qu'elle se sentait complètement étrangère à la société sioniste occidentale, mise

sur pied par les pionniers du mouvement sioniste ouvrier. C'est cette nouvelle génération qui se retrouve derrière les explosions populaires dans les bidonvilles et les villes d'immigrants. C'est toujours elle qui affirme de plus en plus ouvertement son refus de payer le prix des colonisations luxueuses alors qu'eux-mêmes vivent encore dans des HLM surpeuplées. Un nouvel Israël apparaît petit à petit sur la scène politique et les élections actuelles donnent l'occasion de mesurer l'ampleur de son mécontentement. La crise du sionisme c'est, plus que toute autre chose, l'incapacité d'intégrer au projet sioniste cette nouvelle génération de Juifs, orientaux pour la plupart, qui se sentent de plus en plus les laissés pour compte d'un mouvement dont ils n'ont jamais réellement fait partie.

Cet état d'esprit nouveau peut être le début d'une rupture dans l'Union Sacrée sioniste. A une double condition: premièrement que ce sentiment de rejet qui est encore diffus et peu conceptualisé commence à s'exprimer politiquement, c'est-à-dire avant tout organisationnellement. En effet, le handicap le plus grave auquel sont confrontées les masses populaires juives est l'absence d'organisations de masses populaires, indépendantes de l'état sioniste et de-ses partis. Sans syndicats, sans partis ouvriers, sans mouvements populaires autonomes, les travailleurs israéliens ne pourront pas développer leurs réponses propres à la crise de l'état sioniste et resteront, en dernière analyse, prisonniers des choix que proposent les divers partis de la bourgeoisie sioniste. L'expression politique consciente du mécontentement général exige l'organisation indépendante des travailleurs et sur ce plan tout, ou presque, est à faire.

La deuxième condition est la capacité des travailleurs juifs de lier leur propre émancipation à l'émancipation du peuple arabe palestinien. Des revendications telles que «des fonds pour les quartiers populaires et pas pour les colonies» qui ont eu au cours des dernières années un écho dépassant largement les cercles radicaux, montrent que loin d'être une utopie, le lien entre les besoins immédiats des masses juives et ceux du peuple arabe palestinien découle directement de la réalité de la lutte de classes. Ce lien s'approfondit au fur et à mesure que la crise de l'état sioniste s'exacerbe.

Il existe une relation dialectique entre les deux conditions décrites plus haut : en s'organisant indépendamment de leur bourgeoisie et des structures de l'état sioniste comme la Histadrout, les travailleurs juifs deviennent conscients des véritables choix politiques qu'exigent la réalité de l'état sioniste. Vice-versa : plus la crise du sionisme s'exacerbe et la question nationale palestinienne s'impose, plus les travailleurs juifs sont poussés à donner leurs propres réponses aux problèmes que cette crise soulève. C'est bien pourquoi l'émancipation des masses juives d'Israël est le résultat combiné de la lutte des travailleurs juifs contre la bourgeoisie sioniste et de la lutte de libération nationale palestinienne.

A moins d'un tournant radical dans les rapports de force à l'échelle mondiale, la crise du sionisme est irréversible. Comme tout mouvement colonial au 20e siècle le sionisme s'est avéré être un anachronisme passager. La question qui reste ouverte est la place que prendront les masses juives d'Israël dans le processus de désintégration de l'état sioniste. Pour la bourgeoisie sioniste, le choix est simple: sionisme ou holocauste. Mais le choix réel que l'histoire offre aux travailleurs juifs est autre : c'est l'intégration à la lutte d'émancipation et au mouvement anti-impérialiste arabe afin de pouvoir vivre en paix et en sécurité dans l'Orient arabe ou la lutte à mort contre ce mouvement au prix d'une nouvelle tragédie juive. La situation est aujourd'hui favorable pour aller de l'avant vers la première alternative. Le mouvement national palestinien et les faibles forces anti-sionistes en Israël se doivent de saisir cette occasion. Le temps presse.

CONCLUSION :

Thèses sur le sionisme

1. L'idéologie sioniste est la tentative de résoudre la question juive par l'immigration en Palestine et la constitution d'une société juive qui permettrait la normalisation sociale des Juifs.

2. Le sionisme était l'idéologie et le mouvement d'une petite minorité de la jeunesse juive petite-bourgeoise d'Europe de l'Est, confrontée à une exacerbation de l'anti-sémitisme dans l'empire tsariste en crise, à la fin du 19e siècle. Dans leur grande majorité, les Juifs se sont opposés au sionisme ou y ont été indifférents jusqu'à la montée de Hitler au pouvoir en Allemagne. La bourgeoisie juive d'Europe occidentale et centrale rejetait le sionisme et choisissait de s'assimiler dans la société capitaliste et la classe bourgeoisie. La classe ouvrière juive d'Europe de l'Est concevait l'émancipation des Juifs dans le cadre de l'émancipation de la classe ouvrière et participait activement à ses organisations et ses luttes de classe. L'essentiel de la petite bourgeoisie rejetait, pour des raisons sociales ou religieuses, la solution sioniste. La marginalité du sionisme apparaît clairement si l'on considère que sur les deux millions de Juifs qui émigrèrent de l'empire tsariste entre 1882 et 1914, afin de fuir l'antisémitisme et la misère, seuls quelques milliers choisirent de rejoindre la Palestine.

3. La colonisation de la Palestine et la création d'une société et d'un état juifs indépendants impliquaient nécessairement : a) l'expulsion de la population arabe indigène ; b) une alliance permanente avec l'impérialisme qui seul était capable de donner au mouvement sioniste le soutien politique, financier et militaire nécessaire à la réalisation de ses objectifs; c) la création d'une société européenne, étrangère au monde arabe qui l'entourait et en conflit permanent avec lui. Ce caractère

«occidental» de l'état juif est à la source du conflit inéluctable entre l'état juif et sa population d'origine orientale.

4. Le sionisme est un colonialisme de type unique et particulier. Si, comme tous les autres colonialismes, il a spolié la population indigène de son pouvoir politique et économique, ce ne fut pas pour l'exploiter dans son propre intérêt, mais pour l'expulser de sa terre et de sa patrie, afin de bâtir, sur les ruines de la société palestinienne antérieure une société juive, de haut en bas. Le sionisme s'est bâti politiquement et économiquement, à côté de la société arabe indigène, réduisant petit à petit les dimensions de la Palestine arabe, grâce à sa supériorité technologique et militaire et au soutien de l'impérialisme.

5. En 1914, il y avait en Palestine 85.000 Juifs, dont environ 30.000 Juifs orientaux, vivant en Palestine depuis de nombreuses générations, et environ 15.000 Juifs orthodoxes d'origine occidentale, venus en Terre Sainte pour des raisons religieuses n'ayant rien à voir avec le sionisme. Jusqu'en 1933, la communauté juive en Palestine va augmenter jusqu'à 175.000, ce qui, comparé à une société palestinienne de plus d'un million de personnes, restait largement insuffisant pour constituer un état juif. Avec la prise du pouvoir par les Nazis en Allemagne, la situation de la colonie juive en Palestine va changer qualitativement. De 1933 à 1940, 235.000 Juifs vont rejoindre la Palestine, emmenant avec eux un capital non négligeable, des connaissances technologiques avancées et un niveau culturel que ne connaissait pas la colonie juive avant 1933. C'est la crise du capitalisme en décomposition et l'incapacité des directions traîtres du mouvement ouvrier à trouver une issue révolutionnaire à cette crise qui donneront au mouvement sioniste les moyens humains et matériels nécessaires à la création de l'état juif.

6. Le refus des puissances impérialistes d'offrir une nouvelle patrie aux 250.000 rescapés de l'holocauste nazi, et l'incapacité du régime stalinien à proposer une alternative crédible et libératrice à ces centaines de milliers de Juifs déracinés, vont pousser ces derniers à trouver refuge en Palestine, et donner au mouvement sioniste un soutien international qui va permettre à Ben Gurion de proclamer, le 14 Mai 1948, la création de l'état juif en Palestine. Cette «solution» à la tragédie des rescapés du judaïsme d'Europe orientale et centrale va engendrer une tragédie non moins réelle: l'expulsion de plus d'un million d'Arabes Palestiniens de leur patrie, la destruction de leurs villages et la création d'un peuple de réfugiés aspirant à récupérer sa patrie volée.

7. La création de L'Etat d'Israël va provoquer un bouleversement dans les relations entre les Juifs du monde et la question juive d'une part, et l'état d'Israël et le sionisme de l'autre. Si jusqu'en 1948, le sionisme œuvre à la création d'un état juif afin de «résoudre» la question juive et d'offrir un refuge aux Juifs persécutés par l'anti-sémitisme, à partir de 1948, les Juifs vont être appelés par le mouvement sioniste à se mettre au service de l'état juif et à le renforcer politiquement et financièrement. Au lieu d'immigrer en Israël pour se sauver de l'antisémitisme, les Juifs sont appelés à immigrer en Israël pour sauver l'état juif. C'est ce qui explique l'attitude pour le moins ambiguë des dirigeants sionistes face à l'antisémitisme qu'ils considèrent comme un moindre mal, comparé au «danger» d'assimilation.

8. De 1948 à 1967, le sionisme va connaître une période ascendante de renforcement numérique (de 650.000 Juifs à près de 2,5 millions), économique et militaire. La guerre de Juin '67 consacrera l'état d'Israël comme puissance militaire absolue dans l'Orient Arabe et comme un atout irremplaçable de l'impérialisme américain dans sa lutte contre le mouvement de libération des masses arabes. L'occupation des territoires palestiniens restés hors de la souveraineté sioniste après 1948 va permettre de parachever la mainmise sur l'ensemble de la Palestine historique, et une conjoncture économique exceptionnelle va enclencher un réel développement industriel et une prospérité pour l'ensemble des couches de la société israélienne.

9. Mais l'apogée de l'état juif sera aussi le début de son déclin. L'apparition sur la scène politique régionale et internationale du mouvement national palestinien, un changement progressif du rapport de forces à l'avantage des états arabes, et l'influence destructrice de l'occupation sur la société israélienne vont ouvrir une crise sociale globale, dont la guerre d'Octobre 1973 ne sera que le signe annonciateur. La crise économique grave, l'isolement international, l'incapacité de résoudre- militairement ou politiquement - la question palestinienne, la grave crise de direction et de perspectives - sont les différentes facettes de la crise du sionisme que rien ne semble pouvoir entraver. Même la victoire diplomatique réelle que représente le traité de paix signé avec le plus grand état arabe et la légitimité qu'il donne au colonialisme sioniste, n'ont pas été capables de donner un second souffle à l'état juif, et d'empêcher le désarroi la démoralisation, l'émigration (plus d'un demi-million de Juifs au cours des 10 dernières années) qui touchent de plus en plus profondément les masses juives d'Israël.

10. La colonisation sioniste a engendré une classe ouvrière juive-israélienne qui, tant que le sionisme pouvait lui garantir la sécurité et un progrès permanent de niveau de vie, était prête à se battre et à faire des sacrifices pour maintenir l'état juif face au monde arabe hostile. Mais plus la crise du sionisme s'exacerbe plus il devient évident que le prix que les travailleurs juifs ont à payer en termes de vies humaines, de niveau de vie, de qualité de vie, devient exorbitant; et tout semble montrer que l'avenir sera pire encore. C'est parce que le sionisme, loin d'avoir créé un refuge pour les Juifs persécutés, apparaît de plus en plus comme un piège meurtrier pour ceux qu'il était censé sauver, que l'on peut

affirmer qu'il existe une base objective à la rupture de l'union sacrée en Israël et à la collaboration entre les ouvriers juifs-israéliens et le mouvement national palestinien dans la lutte contre le sionisme. Les Palestiniens ont à y gagner une nouvelle patrie, les Juifs la paix et la sécurité.

Michel Warshawsky et Georges Taut, revue Quatrième Internationale n°7 et 8, 1982.

Notes :

(1) Herzl, Journal, vol. I, p. 10 (Hébreu)

(2) Herzl, op. cit. p.

(3) Herzl, Journal, vol. 3, p. 75.

(4) Walter Laqueur, Histoire du Sionisme, Shoken 1979, anglais, p. 593.

(5) Shiomo Avinéri, l'idée sioniste dans ses diversités, Am Oved, Tel Aviv, 1980, p.105-106. (6) Encyclopédie des sciences sociales, Sifryat Poalim, tome 2, 1964, p.201.

(7) Le Monde, 13.1.66, cité par N. Weinstock, Le sionisme contre Israël.

(8) Abraham Léon, Conception matérialiste de la question juive, introduction, Mexico, 1950, p.14-15 (traduit de l'hébreu).

(9) «Le 3e Congrès des Poalei Sion en Russie 1917», publié par M. Mints, Université de Tel Aviv)

(10) Par borum International, Borochov entendait parler du Congrès de la (1)3° Congrès des Poalei Sion, p. 32.

(11) Shiomo Avinéri, op.cit., p.l 16.

(12) La question palestinienne. Jaffa, 1937,en arabe.

(13) Moshé Sneh, Haarets, 26.10.45. Moshé Sneh était à cette époque membre de l'Etat major de la Hagana et du Comité Exécutif de l'Agence juive. Plus tard il rejoindra le Parti communiste israélien pour le quitter à nouveau et finir ses jours comme sioniste repenti.

(14) Pour une analyse détaillée de la Histadrout, cf. J. Taut, La nature de classe de la Histadrout, hébreu. Cahiers Rouges, n° 19, Jérusalem, 1977.

(15) Programme de fondation de la Histadrout, 1920, cité dans la carte de membre de la Histadrout, p. 3.

(16) Ben Gurion, Mémoires T.1 p.548

(17) Le rôle de la Histadrout dans la formation de l'appareil politique central du sionisme est confirmé par la biographie personnelle de Ben Gurion qui, de secrétaire général de la Histadrout, devient président de l'Agence Juive puis premier ministre du nouvel Etat Juif, De même en est-il de la Hagana: à l'origine organisation armée de l'A'hdut Ha-'avoda (le parti de Ben Gurion), elle devient l'organisation armée de la Histadrout, puis de l'Agence Juive pour devenir finalement l'armée de l'Etat d'Israël.

(18) Sur l'aspect double de la classe ouvrière juive, cf. «Socialisme ou Massada», chapitre 5, Cahiers Rouges, n° II, seconde édition, Jérusalem, 1978.

(19) Cité par Israël Sha'hak, Le sionisme de la bouche de ses dirigeants, Jérusalem, 1978, pp. 40-41.

(20) Intercontinental Press, 29.10.73

(21) Y. Weitz, Journal, cité par Israël Shahak, op. cit. p 57-58.

(22) La nécessité sioniste de spolier et d'expulser les Arabes de Palestine se trouve déjà de façon claire et explicite chez Herzl, qui est souvent présenté comme un sioniste libéral. Dans son Journal, il écrit entre autres: «II nous faut retirer petit à petit les terres privées des mains de leurs propriétaires. Les populations pauvres, nous essayerons de les transférer discrètement de l'autre côté de la frontière. Quoi qu'il en soif, dans notre pays, nous ne les empêcherons pas d'avoir un quelconque emploi. » T. Herzl, Oeuvres Choisies, T. 7, Livre I, p. 86.

(23) New Outlook, Juin-Août 1959

(24) Gershon Shoken, « La prostituée des villes portuaires », Haaretz, 30/9/1951

(25) A. Saîd, M. Machover, « Lutte Palestinienne et Révolution en Proche-Orient » Matspen n° 49, août 1969

(26) Ashkenazim sont les Juifs d'origine occidentale ; Sepharadim sont les Juifs originaires des états arabes et des pays méditerranéens et balkaniques

(27) Johny Bunzl, « Palestine et le Léninisme », inédit, 1972.

(28) Notre objet n'est pas de discuter ici la question, tactique, d'un état palestinien dans les territoires occupés en Juin 1967 et de la place d'une telle perspective dans la lutte nationale palestinienne.

(29) A. Saîd et M. Machover, « La Révolution Arabe et la Question Nationale dans l'Orient Arabe », Matspen n° 65, Juin 1972

(30) Ibid.

(31) Tous les chiffres sont tirés de l'annuaire statistique officiel, et des rapports annuels de la Banque d'Israël.

(32) « New Outlook », Janvier 1958.

(33) Le terme Ashkenaz (Ashkenazim au pluriel) indique l'ensemble des Juifs du monde occidental, le terme Sepharade, les Juifs du monde musulman des Balkans et du Bassin méditerranéen. Pourtant, nous utiliserons ce terme pour décrire uniquement les Juifs originaires du monde musulman

(34) Haarets, 28/4/80.

(35) « Sionisme », Encyclopedia Judaïca.

(36) Sur les provocations israéliennes et les «aveux» des dirigeants sionistes à ce sujet, cf. « Le troisième round », déclaration de l'Organisation Socialiste Israélienne, Matspen n° 36, Septembre 1967.

(37) «A bas l'occupation», déclaration de l'Organisation Socialiste Israélienne, 1 janvier 1969, publié dans « The other Israël », Tel Aviv, 1969.

(38) Voir à ce sujet « La dégénérescence de la société israélienne », Matspen n° 69, mai 1973.

(39) Cf. Michel Warchawski, « Les 100 premiers jours du gouvernement Begin », Inprecor n° 15, 27/10/77.

(40) « La crise du sionisme », résolution du 5e Congrès de la LCR, Cahiers Rouges n° 24, Jérusalem, 1979.

(41) « L'occupation maudite », Haarets, 28/4/80.

Projet de thèses sur la question juive après la seconde guerre impérialiste - 1947

A. La question juive dans le monde capitaliste

Peuple commerçant dont la survivance au milieu d'autres peuples trouve sa racine dans une fonction sociale particulière, les juifs ont vu leur sort déterminé à travers les âges par l'évolution générale de la société, évolution qui changea leurs rapports avec les différentes classes. La révolution bourgeoise dans l'Europe occidentale ouvrit les portes des ghettos et intégra les masses juives dans la société environnante. L'assimilation des juifs sembla chose faite. Mais les pays d'Europe centrale et orientale, les plus vastes réservoirs des juifs cantonnés depuis des siècles dans des fonctions d'intermédiares, entrèrent dans la voie du développement capitaliste au moment où le capitalisme mondial était déjà entré dans sa phase impérialiste. Alors que les rapports d'échange et de production séculaires se virent brusquement bouleversés, enlevant aux juifs la base matérielle de leur existence, aucune industrialisation massive ne permit l'intégration dans le prolétariat de ces millions d'intermédiares devenus inutiles. La différenciation sociale des masses juives fut de ce fait entravée. Une petite partie des juifs seulement devint capitaliste ou prolétaire; une partie plus importante emigra, contrecarrant ainsi la tendance à l'assimilation complète qui régnait dans les pays occidentaux. La grande majorité resta dans un état misérable de petits commerçants, "écrasés entre le féodalisme et le capitalisme, la putréfaction de l'un augmentant la putréfaction de l'autre" (A. Leon).

Les mouvements antisémites du passé possédèrent toujours une base sociale directe ou indirecte. Ce furent des mouvements de classes sociales diférentes, dont les intérêts entrèrent successivement en conflit avec la fonction sociale du juif. Il n'en est pas autrement du renouveau que connut l'antisémitisme vers le début du XXème siècle.

Dans les pays arriérés d'Europe orientale, des forces politiques réactionnaires pouvaient réussir à détourner le mécontentement et le désespoir des masses vers des pogroms périodiques parceque la haine du petit peuple envers le petit usurier et prêteur à gage juif, envers le petit commerçant et le cabaretier juif était une réalité sociale indéniable.

Dans les pays d'Europe centrale, les mouvements antisémites tels que celui du bourgmestre Lüeger à Vienne, trouvèrent leur racine sociale dans l'exacerbation de la concurrence à l'intérieur des classes moyennes, libérales et commerçantes, submergées par un flot d'immigrants juifs.

En France, le mouvement antisémite qui se déclencha à l'occasion de l'affaire Dreyfus trouva son origine sociale dans la haine de l'aristocratie face aux banquiers juifs qui achetèrent leurs châteaux, et des fils d'aristocrates qui voyaient les carrières qui leur étaient autrefois "réservées", exclusivement occupées par ces dangereux concurrents.
Ces couches sociales réussirent à orienter contre les juifs, pour un certain temps, les sentiments nationalistes exacerbés d'une grande partie de la petite bourgeoisie.

Ayant leurs racines dans les conflits sociaux déterminés, ces différents mouvements antisémites apparurent, avec des manifestations fort diverses, allant des phénomènes de la plus pure barbarie (pogroms russes) à la formulation de théories nationalistes "raffinées" caractéristique pour l'époque impérialiste (Charles Maurras).

Les possibilités sociales de l'assimilation des juifs en Europe occidentale avaient créé un puissant mouvement idéologique vers l'assimilation totale. L'impossibilité d'une assimilation massive des juifs en Europe orientale provoqua un courant puissant favorable à une renaissance nationale et à une conservation des particularités nationales. C'est au milieu de fortes concentrations de masses populaires juives, en Pologne, en Lithuanie, en Russie occidentale, en Hongrie, en Roumanie, et en Slovaquie que se développa une nouvelle littérature en Yiddisch, un nouveau folklore, une intense vie culturelle et même politique autonome (le "Bund" dans le mouvement ouvrier). Dans la mesure où les masses juives émigrées aux Etats Unis s'y retrouvèrent socialement cantonnées dans des secteurs déterminés de la vie économique, et géographiquement concentrées, ce mouvement se prolongea jusque dans ces pays. Lénine qui, seul, sut appliquer dans la IIème Internationale une stratégie marxiste dans la question nationale, rejeta tout pédantisme dans son jugement de ce courant. Il partit du point de vue que la tâche du parti révolutionnaire consistait à intégrer dans le mouvement d'émancipation prolétarienne tous les courants d'autonomie culturelle et nationale correspondant à la véritable aspiration des masses laborieuses. C'est pourquoi il reconnut la légitimité, du point de vue socialiste, de ce mouvement juif autant que du mouvement polonais ou tchèque. La tâche des ouvriers juifs consistait à lutter à côté des travailleurs du pays dans lequel ils habitaient, pour le renversement du capitalisme, après quoi il leur serait laissé entière liberté d'adopter l'organisation de leur autonomie nationale et culturelle d'après leur choix.

L'époque du capitalisme décadent est en même temps l'époque de la crise aggravée du problème juif. L'inflation, la pression accentuée du capital bancaire, puis la grande crise économique, ruinent des millions de petits artisans et commerçants, et exacerbent à l'extrème la haine contre les concurrents juifs. Le chômage terrible qui sévit parmi les travailleurs intellectuels et la misère accrue des professions libérales en Europe centrale et orientale, créent un climat particulièrement favorable pour l'apparition de vastes mouvements petits-bourgeois de masse, trouvant dans l'anti-sémitisme une de leurs armes idéologiques propres. Dans les pays d'Europe orientale, ces mouvements traduisent un courant populaire extrèmement profond qui s'extériorise en de nombreuses explosions sanglantes. En Allemagne c'est le pouvoir d'Etat, tombé entre les mains des dirigeants nazis, qui a organisé d'en haut la persécution et plus tard l'extermination des juifs. En ce sens c'est le capitalisme décadent qui remit sciemment entre les mains d'une bande de criminels sanglants, (qui) est pleinement responsable du sort effroyable des masses juives en Europe durant la guerre. L'extermination des juifs européens par l'impérialisme allemand est un avertissement pour tous les autres peuples, leur montrant le sort qui les attend si la société actuelle continue à pourrir.

Le SIONISME est né dans la petite bourgeoisie juive d'Europe centrale en réaction à la naissance de l'antisémitisme au début du XXème siècle. Mouvement typiquement petit-bourgeois, il est resté longtemps dépourvu de l'aide de la bourgeoisie juive et isolé des masses populaires. Au cours de la première guerre mondiale, l'impérialisme britannique voulant en faire un instrument pour s'installer en Palestine, sembla lui donner la possibilité de devenir une réalité par la déclaration Balfour. A partir de ce moment commencèrent à se déclarer un léger afflux de capitaux et un faible mouvement d'immigration. Ce n'est qu'après l'arrivée d'Hitler au pouvoir et la chute rapide dans l'abime de tout le judaisme européen, que ces deux mouvements s'"accélèrent" contrecarrés à la fois par des explosions nationalistes arabes et par la politique de l'impérialisme britannique, dressant de plus en plus des barrières à la pénétration juive en Palestine.

Pour le prolétariat révolutionnaire, le sionisme doit être considéré comme un mouvement à la fois utopique et reactionnaire :

• Utopique :

- parce qu'il juge possible un développement "harmonieux" des forces productives dans une "économie fermée" en Palestine, au milieu d'un monde capitaliste sujet à des convulsions économiques de plus en plus grandes. Le formidable développement de l'économie palestinienne qui serait nécessaire pour permettre l'absorption de plusieurs millions d'immigrés est irréalisable dans le cadre de l'économie capitaliste mondiale actuelle.
parce qu'il juge possible la création d'un état juif (ou bi-national) au milieu de l'hostilité avérée de 50 millions d'arabes, alors même que l'immigration juive et l'industrialisation progressive du pays développent dans les mêmes proportions la population arabe.

- parce qu'il espère obtenir ce résultat en comptant sur des manoeuvres entre les grandes puissances, qui, en réalité, veulent toutes utiliser uniquement le mouvement sioniste comme un pion dans leur jeu de puissance envers le monde arabe.

- parce qu'il pense pouvoir neutraliser l'antisémitisme dans le monde par le simple octroi d'une nationalité aux juifs, alors que cet antisémitisme a des racines sociales historiques et idéologiques profondes qui seront d'autant plus difficiles à arracher à mésure que se prolonge l'agonie du capitalisme.

• Réactionnaire :

- parce qu'il sert de soutien à la domination impérialiste britannique, en donnant à l'impérialisme le prétexte de servir d'"arbitre" des différends judéo-arabes, en demandant lui-même le maintien du mandat britannique et en développant une économie juive "fermée" en miniature, dont les masses laborieuses ont un standard de vie beaucoup plus élevé et des intérêts immédiats différents de ceux des masses laborieuses arabes.

- parce qu'il provoque une réaction nationaliste de la part des masses arabes, cause une division raciale du mouvement ouvrier, accentue l'"union sacrée" chez les juifs et les arabes et permet ainsi à l'impérialisme d'éterniser ce conflit, moyen d'éterniser la présence des troupes en Palestine.

- parce qu'il ralentit le mouvement pour la révolution agraire en achetant des terres aux propriétaires fonciers arabes et en les exploitant grâce aux subsides étrangers comme une agriculture juive "fermée" à l'intérieur de l'agriculture palestinienne arabe. De ce fait la position des propriétaires fonciers est dans une certaine mesure renflouée, des terres sont enlevées aux paysans arabes et, ce qui est plus important que tout, la masse juive de Palestine n'a aucun intérêt à combattre pour le partage des terres des "effendis" parmi les paysans arabes car ce partage signifierait la fin de ses achats de terre.

- parce qu'il freine la participation des masses ouvrières juives à la lutte des classes dans le reste du monde, les sépare du prolétariat mondial, leur donne des buts autonomes à atteindre et crée des illusions quant à la possibilité d'améliorer leur sort dans le cadre du capitalisme mondial décadent.

Pour toutes ces raisons, le mouvement révolutionnaire ouvrier a toujours mené une lutte violente contre l'idéologie et la pratique sioniste. Les arguments que les représentants "socialistes" du sionisme avancent en faveur de leur cause sont soit les arguments réformistes classiques ("possibilité d'améliorer progressivement la situation des masses juives" ...) soit des arguments sociaux-patriotes ("il faut d'abord résoudre la question nationale pour tous les juifs avant d'entamer la solution des problèmes sociaux pour les travailleurs juifs"), soit les arguments classiques des défenseurs de l'impérialisme ("la pénétration des juifs en Palestine n'a pas seulement développé l'industrie, mais aussi le mouvement ouvrier, la culture générale des masses, leur niveau de vie, etc."), arguments avancés par les défenseurs du colonialisme dans tous les pays.

B. L'aspect actuel de la question juive dans le monde

Après la seconde guerre mondiale, la situation particulièrement tragique des juifs semble un symbole pour toute la tragédie de l'humanité glissant vers la barbarie. Après l'effroyable catastrophe du judaisme européen, les juifs, partout où ils se trouvent, font face à une recrudescence de l'hostilité de la population envers eux.

a) En Europe, deux ans après la "libération", plus de 100.000 juifs continuent à être soumis au plus infamant des régimes dans des camps; les maîtres impérialistes qui réussirent, au cours de leurs opérations militaires, à déplacer des millions d'hommes en quelques jours de temps, n'ont pu trouver, après 20 mois de recherches, un refuge quelconque pour ces malheureux rescapés des camps nazis. Dans le reste du continent, il subiste à peine un million de juifs.

b) En Palestine, 700.000 juifs font face au monde arabe en plein ébullition. Le développement du capitalisme égyptien et syrien ajoute le facteur de concurrence économique aux multiples causes de l'anti-sionisme militant. L'impérialisme britannique, les féodaux et les bourgeois arabes feront, de leurs côtés, tout leur possible pour détourner la haine des masses opprimées arabes contre le bouc émissaire juif. De ce fait, les juifs palestiniens risquent de se voir exterminer dans l'explosion générale qui se prépare au Moyen Orient.

c) En URSS, la bureaucratie a utilisé dans sa lutte contre l'opposition, l'antisémitisme qui restait latent dans les masses paysannes et les couches ouvrières arrierées. Durant les années du premier et second plan quinquennal, des millions de commerçants et d'artisans juifs furent intégrés dans les rangs inférieurs et moyens de la bureaucratie comme ingénieurs, techniciens, directeurs de coopératives, et dans les couches supérieures des kolkhoses. Ils constituent en Russie occidentale cette partie de la bureaucratie qui est le plus directement en contact avec les masses opprimées et de ce fait, c'est en grande partie sur eux que se concentre la haine des masses contre les parasites et les profiteurs du régime. Les pogroms sanglants déclenchés par la population indigène lors de l'invasion allemande constituent des indices très clairs quant à l'exacerbation de cette haine (70.000 juifs tués à Kiev en 24 heures de temps). Une accentuation de la crise sociale en Russie, l'épuration de la guerre civile passeront certainement par l'extermination des masses juives au cas où se produirait une victoire de la contre-révolution.

d) Enfin aux Etats Unis le cantonnement des juifs dans les secteurs déterminés de l'artisanat, des professions commerciales et libérales, créera lors de la prochaine crise économique violente l'exacerbation de la concurrence qui donnera à l'antisémitisme présent de façon latente dès maintenant, une puissante base matérielle. L'exploitation des préjugés réactionnaires contre les "minorités raciales" est depuis longtemps l'arme préférée des gangsters fascistes américains. A mesure que l'accentuation de la crise sociale, la politisation du mouvement ouvrier et la décomposition rapide de la "démocratie" américaine, engendreront le développement d'un parti fasciste de masse, l'antisémitisme autant que l'agitation anti-nègre prendront des dimensions monstrueuses. Le sort des juifs aux Etats Unis est lié de la façon la plus intime à l'issue de la lutte gigantesque de la classe ouvrière américaine et de la bourgeoisie yankee. Une victoire de celle-ci à travers l'établissement d'une dictature, signifierait à brève échéance une catastrophe comparable seulement à la catastrophe que constitua pour les juifs d'Europe l'arrivée de Hitler au pouvoir.

La série interminable d'épreuves par lesquelles sont passées les masses juives en Europe, a sans aucune doute accentué le développement d'une conscience nationale, autant auprès des survivants qu'auprès des masses juives d'Amérique et de Palestine qui se sentent le plus étroitement liées au sort de leurs frères en Europe. Cette conscience nationale s'exprime de la façon suivante :

- les masses juives en général désirent maintenant affirmer leur nationalité propre en face des autres peuples. Un nationalisme juif violent répond à la violence des persécutions et de l'antisémitisme.
- les masses juives en Europe ont les yeux tournés vers l'émigration. En présence de la fermerture hermétique de toutes les frontières, par suite des conditions générales du monde d'après guerre et en concordance avec la vague de nationalisme qui les entraine, cette volonté de quitter le continent qui pour eux n'est qu'un vaste cimetière s'exprime avant tout en une volonté sioniste d'aller en Palestine.
- à l'intérieur du mouvement sioniste, la lutte pour "l'Etat Juif", jadis menée exclusivement par l'extrême droite ("les révisionnistes") est actuellement reprise par tous les partis

("Programme de Biltmore") sauf par le parti centriste Haschomer Hazair.

La renaissance de la conscience nationale des masses est un résultat de la décomposition du capitalisme, qui remet en question tous les problèmes résolus lors de sa période d'essor. S'appuyant fermement sur son programme et sur une analyse scientifique de la situation en Palestine, mais considérant en même temps l'état réel de conscience des masses juives, la IVème Internationale doit reconnaître comme légitime leur volonté de mener une existence nationale à eux. Elle doit démontrer concrètement que la conquête de cette nationalité est irréalisable dans la société capitaliste décadente, et plus particulièrement irréalisable et réactionnaire en Palestine. Elle doit démontrer que, pour les juifs, comme pour tous les autres peuples de la terre, la défense ou la conquête définitive de leur nationalité propre ne peut pas s'obtenir au moyen de la construction d'Etats et d'économies "fermées", mais que l'économie socialiste planifiée mondiale constitue le seul cadre réaliste dans lequel est actuellement possible un libre développement normal des peuples. La IVème Internationale doit rendre les masses juives conscientes des terribles catastrophes qui les attendent si la putréfaction du capitalisme poursuit son cours. Seule l'intégration du mouvement d'émancipation juif dans le mouvement ouvrier mondial permettra une solution harmonieuse du problème juif. La planification socialiste "bouleversant la topographie du globe" (Trotsky) assurera à tous ceux qui le désirent une existence nationale particulière dans le cadre des Etats Unis du monde.

Mais la IVème Internationale ne gagnera jamais une influence décisive auprès des masses juives en prêchant uniquement la nécessité de la révolution socialiste pour leur émancipation. Ce n'est qu'en prenant la tête d'un vaste mouvement mondial de solidarité de la part du prolétariat envers les victimes des persécutions impérialistes et fascistes; ce n'est qu'en montrant en pratique aux juifs que les solutions proposées par le mouvement révolutionnaire sont plus favorables et plus réalistes que la "solution" sioniste, que la IVème Internationale réussira au prochain tournant à englober les masses juives dans la lutte anti-impérialiste mondiale. Marcher actuellement contre le courant sioniste; lui opposer une issue autre immédiate et concrète, tels sont les deux éléments indispensables pour préparer l'étape prochaine ; quand les masses juives auront fait leur expérience décevante avec le sionisme, quand elles auront compris l'inutilité de leurs efforts et de leurs sacrifices, elles se tourneront vers nous à condition que nous sachions dès maintenant aller vers elles avec nos solutions autant qu'avec une critique implacable du sionisme.

a) Toutes les sections de la IVème Internationale doivent mettre en avant le mot d'ordre : "Ouvrez les portes de tous les pays aux réfugiés juifs!", "Abolition de toutes les restrictions à l'immigration". Ce slogan doit être défendu plus spécialement par le SWP des Etats Unis d'une part et par nos sections anglaise, canadienne, française et toutes nos sections de l'Amérique latine d'autre part. Ces dernières ainsi que notre section australienne, et plus particulièrement les sections d'Argentine et du Brésil doivent joindre à ces slogans les mots d'ordre : "Abolition de toutes les clauses de discrimination raciale et religieuse dans la législation sur l'immigration". Chaque occasion concrète (plaints sur le manque de main-d'oeuvre et sur la diminution de la population ; ouverture partielle du pays pour certaines catégories d'immigrés ; acte de commémoration en faveur des victimes du fascisme...) doit être employée pour alerter l'opinion publique ouvrière du pays et pour exiger le déclenchement d'actions concrètes en vue d'obtenir des résultats immédiats. Des résolutions telles que celles du CIO doivent être employées comme point de départ pour exiger des actions de la part de la FSM, pour organiser des mouvements concertés dans les secteurs de la vie économique et sociale les plus aptes à exprimer leur solidarité par l'action (marins, employés gouvernementaux, fonctionnaires...) à travers des grèves perlées, des sabotages organisés; des mesures de discrimination, des protestations, des meetins et des manifestations coordonnées, etc. C'EST SEULEMENT DANS LA MESURE OU NOS SECTIONS POURRONT PROUVER AUX JUIFS QU'ELLES LUTTENT REELLEMENT ET EFFICACEMENT POUR L'OUVERTURE DE LEUR PROPRE PAYS A L'IMMIGRATION QU'ELLES POURRONT LES AMENER A PREFERER L'IMMIGRATION DANS CES PAYS A L'IMMIGRATION EN PALESTINE, plus dure à obtenir et constituant en même temps un acte contraire aux intérêts vitaux des masses anti-impérialistes du Moyen-Orient.

b) Toutes les sections de la IVème Internationale doivent s'atteler sérieusement à la tâche de combattre les relents d'idéologie antisémite qui subsistent ou se développent toujours davantage, dans de larges couches de la populations de tous les pays. Ce travail de désintoxication est d'autant plus urgent que le mouvement ouvrier "officiel", à la fois par conformisme, par lâcheté ou par d'étroits calculs partisans (l'antitrotskysme du PCF s'exprime pas mal de fois par des arguments antisémites...) ne fait rien pour éliminer de la conscience des masses le poison anti-juif deposé par la propagande hitlérienne. En toute occasion concrète, nos sections doivent détruire les mensonges fascistes au sujet du "capitalisme juif" ou des "accapareurs juifs". Elles doivent alerter systématiquement les organisations de masse prolétariennes contre chaque tentative de reconstruire ces organisations antisémites. Utilisant les exemples tragiques des dernières années, elles doivent imprégner la conscience des masses de cette vérité fondamentale, leur propre sort est en jeu dans la lutte contre le gangstérisme antisémite. C'est seulement dans la mesure où nos sections feront admettre par les masses cette vérité et la leur feront traduire en actes, qu'elles réussiront à convaincre les juifs que seule l'intégration de leur mouvement d'émancipation dans le mouvement

ouvrier mondial les rendra aptes à se défendre efficacement contre de nouvelles vagues d'antisémitisme.

c) Toutes les sections de la IVème Internationale qui font face à un mouvement fasciste organisé utilisant à fond la démagogie antisémite et passant à des actes terroristes contre les juifs, doivent s'efforcer de mobiliser la classe ouvrière dans des formations armées (Milice...) pour la défense des juifs. Là où la population juive est géographiquement concentrée en des quartiers juifs, elles doivent proposer et favoriser la création de milices d'auto-défense armées en s'efforçant de les fusionner avec les milices ouvrières. Elles doivent expliquer aux masses juives que seule cette fusion dans la lutte armée peut garantir une défense efficace; mais en même temps elles doivent avertir les travailleurs que seule une défense armée des juifs préviendra l'écrasement ultérieur par les mêmes armées fascistes du mouvement ouvrier tout entier.

C. L'aspect actuel du problème palestinien

Le problème palestinien a reçu une importance nouvelle et particulière depuis la fin de la deuxième guerre mondiale par suite d'une série de "facteurs nouveaux" qui changent profondément sa physionomie.

a) L'industrialisation du Proche et du Moyen Orient a raffermi dans une certaine mesure les bourgeoisies arabes indigènes en Egypte, en Palestine même, en Syrie, au Liban et dans une moindre mesure dans d'autres pays arabes. La différenciation sociale de la vieille société arabe féodale ou patriarcale s'est accélerée. Un prolétariat arabe beaucoup plus puissant numériquement et politiquement déjà conscient est apparu sur la scène politique dans de nombreux pays du moyen-orient (grèves en Egypte, Palestine, Syrie, Iran et Iraq). Le nationalisme arabe se différencie de la même façon. A côté du panislamisme féodal et réactionnaire apparaît maintenant un courant panarabe progressif qui voit dans la réalisation d'une Union des pays Arabes du Moyen Orient le seul cadre réel pour le développement des forces productives et pour la constitution d'une nation arabe. La bourgeoisie ne peut défendre cette idée que d'une façon hésitante sur le plan idéologique, dans la mesure où elle désire une expansion du marché pour son industrie qui, dès la fin de la guerre, se trouve plongée dans une profonde crise. La seule force capable de réaliser ce programme de la révolution nationale-démocratique du monde arabe est le prolétariat qui seul est capable de mener jusqu'au bout, à travers le mécanisme de la révolution permanente la lutte contre le féodalisme pour la révolution agraire, pour l'émancipation du monde arabe de l'intervention impérialiste et pour la constitution de l'unité du monde arabe.

b) L'accentuation des mouvements anti-impérialistes dans le cadre des révolutions coloniales, les plus importants bouleversements dans la période immédiate après la seconde guerre mondiale, l'affaiblissement des vieilles puissances impérialistes (Grande Bretagne, France, Italie) a eu pour conséquence que la bourgeoisie et même certaines couches féodales ont saisi la possibilité d'obtenir par pression, et sans devoir déclencher de véritables luttes de masses, devant quoi elles reculent toujours, des concessions importantes de la part des puissances occupantes, telles que le retrait des troupes françaises de la Syrie et du Liban, et la préparation du retrait des troupes britanniques de l'Egypte. Ces différents reculs de la part de l'impérialisme constituent un stimulant pour la lutte anti-impérialiste dans les autres pays coloniaux du Moyen-Orient. Ils donnent un coup très fort au prestige de l'impérialisme et augmentent la confiance des masses indigènes dans leurs propres forces.

c) La transformation de la Palestine en position-clé du système de défense impériale dans la Méditerrannée orientale. Après le retrait des troupes britanniques d'Egypte, la Palestine sera la base essentielle de la flotte, de l'aviation, de l'armée de terre et des services secrets britanniques dans la Méditerrannée orientale, la position-clé pour la défense du Canal de Suez et la route impériale vers les Indes. Les fortes concentrations de troupes britanniques en Palestine prennent les troubles terroristes uniquement comme prétexte. En réalité, il s'agit pour l'impérialisme britannique de construire une base durable en vue des conflits guerriers futurs et de la défense de l'Empire.

d) La transformation du Moyen Orient en un des enjeux principaux de la rivalité entre les "trois grands". Avant la guerre le Moyen Orient était le secteur du monde ou l'influence prédominante de l'impérialisme britannique était le moins menacée. Depuis lors, la poussée de Rommel jusqu'à El Alamein, l'installation d'"observateurs" américains dans le royaume d'Ibn Seoud, le déclenchement de la dispute anglo-américaine pour le pétrole iranien, la pénétration de l'Eglise orthodoxe dans tout le Moyen Orient comme une grande agence de la diplomatie du Kremlin, - tous ces événements ont remis en question la domination exclusive britannique sur cette partie du monde et ont transformé celle-ci en un terrain de conflits constants entre les grandes puissances. Le Moyen Orient constituant en outre le réservoir le plus vierge et le plus important de pétrole dans le monde entier, il devient également à l'étape actuelle le terrain de dispute principal dans la lutte mondiale pour cette matière première stratégique dont les réserves aux Etats Unis et en URSS sont fortement atteintes. Les différents mouvements "tactiques" de la diplomatie américaine et soviétique envers le mouvement sioniste doivent être considérés essentiellement comme des éléments de leurs intrigues tendant à supplanter la domination britannique dans le monde arabe.

e) La demande d'immigration en Palestine mise en avant par la masse des réfugiés juifs en Europe, et soutenue par un mouvement puissant de protestation de la part du sionisme

américain et culminant dans les actions "pacifiques" entreprises par la Hagana en Palestine, ainsi que dans le terrorisme des bandes "Irgun Zvei Leumi" et "Stern".

Le point de départ de la position de la IVème Internationale en face du problème palestinien doit être constitué par la compréhension de la nécessité de la lutte anti-impérialiste menée par les arabes, à laquelle elle donne comme objectif la constitution de l'Union des pays arabes du Moyen Orient. Ce sont les masses arabes, les ouvriers et paysans pauvres, qui constituent la force révolutionnaire du Moyen Orient et également de la Palestine, grâce à leur nombre, à leurs conditions sociales, à leur vie matérielle, qui les mettent directement en conflit avec l'impérialisme. C'est sur le dynamisme de la lutte des classes, menée pour la défense de leurs intérêts que doit s'appuyer tout d'abord le parti révolutionnaire. Se développant au fur et à mesure que le prolétariat arabe croît et se renforce la section du Moyen Orient de la IVème Internationale constituée sur la base des noyaux existants en Palestine et en Egypte, doit diriger les actions des masses pour la défense de leurs intérêts quotidiens, élever la conscience ouvrière à la compréhension de la nécessité de l'action politique et travailler à souder le bloc de tous les exploités autour du prolétariat révolutionnaire à travers la lutte pour les quatres revendications essentielles suivantes :

- Départ immédiat des troupes britanniques. Indépendance complète de la Palestine.
- Convocation immédiate d'une Assemblée Constituante Unique et souveraine.
- Expropriation des terres des effendis et gestion des terres expropriées par des comités de paysans pauvres.
- Expropriation de toutes les entreprises propriété du capital étranger et gestion par les travailleurs des entreprises nationalisées.

C'est à travers la lutte pour ces quatre objectifs principaux et centraux que le parti révolutionnaire éduquera les masses quant à la nécessité de s'opposer de plus en plus à la bourgeoisie arabe, étroitement liée aux effendis. Quand la lutte des masses atteindra son point culminant, quand des comités ouvriers et paysans couvriront le Moyen Orient et quand la question de la prise du pouvoir par le prolétariat arabe sera mise à l'ordre du jour, le parti révolutionnaire aura suffisemment éduqué les masses pour les amener également à l'expropriation de la bourgeoisie "nationale".

Ces quatre objectifs peuvent-ils se réaliser à l'étape actuelle dans une lutte commune entre les masses arabes et les masses ouvrières juives ? Pour répondre à cette question, on ne doit pas partir de schémas abstraits, mais de la réalité sociale et idéologique de la vie juive en Palestine. A l'exception de quelques milliers d'ouvriers juifs employés aux chemins de fer, à l'IPC, à la raffinerie et aux installations portuaires, tout le prolétariat industriel et agricole juif de Palestine est employé dans une industrie juive fermée, travaillant avec des afflux constants de capitaux étrangers et garantissant aux travailleurs juifs un standard de vie bien supérieur à celui des travailleurs arabes. En plus la communauté juive en Palestine vit dans la crainte constante d'un soulèvement arabe et en face de ce danger met tout son espoir dans une immigration continuelle et dans le maintien de l'occupation britannique. Nous pouvons donc constater plus spécialement:

a) Loin de vouloir le départ immédiat des forces d'occupation britanniques, les masses juives désirent au contraire leur maintien dans le pays. La seule chose que réclament les leaders sionistes, bourgeois aussi bien qu'ouvriers, ce sont des concessions quant à l'immigration et à la constitution d'un Etat juif. Mais l'écrasante majorité des juifs de Palestine (en premier lieu la "Hagana") ne sont prêts à "agir" contre l'impérialisme que dans la mesure où cette "action" ne met pas en danger la "sécurité" fondamentale de la communauté juive en face du monde arabe. Voilà pourquoi une lutte armée, ou même une vaste action de sabotage entreprise par les masses juives est à l'étape actuelle, pour ainsi dire exclue. Le but de l'action sioniste actuelle c'est uniquement d'exercer une pression sur l'impérialisme britannique pour obtenir des concessions, et non pas de pousser à son expulsion de Palestine.
Le mouvement terroriste et le soi-disant "comité hebreu de libération nationale" posent bien l'objectif de l'expulsion de l'impérialisme britannique de Palestine. Mais ils ne peuvent concevoir cette expulsion que sous la forme d'un armement général des juifs de Palestine qui tiendraient en échec le monde arabe jusqu'au moment où une immigration massive des Juifs les rendrait militairement capables de s'opposer à la "menace arabe". Abstraction faite du caractère parfaitement utopique de ces vues, elles sont ultra-réactionnaires et ne peuvent qu'élargir davantage le fossé qui sépare les travailleurs juifs et arabes de Palestine.

b) Tous les juifs de Palestine sont opposés à la convocation immédiate d'une Assemblée Constituante qui mettrait le pouvoir entre les mains de la majorité de la population qui est arabe.

Les terroristes prétendent lutter pour une Palestine libre, indépendante et démocratique. Mais étant les partisans les plus acharnés d'un "Etat juif", eux aussi doivent trouver un biais pour enlever la souveraineté à la majorité de la population du pays. Ils déclarent n'être prêts à organiser des élections générales qu'après avoir donné aux juifs dans l'exil "une chance dans une limite de temps déterminée" de rentrer en leur pays. En d'autres termes, ils ne sont partisans d'élections générales qu'à partir du moment où les juifs constitueraient la majorité absolue de la population.

c) Les juifs n'ont aucun intérêt à l'expropriation des effendis, car cette expropriation leur enleverait en pratique toute possibilité d'acheter des terres nouvelles et d'élargir leur "économie fermée juive" en Palestine.

d) Ils sont opposés de façon encore plus acharnée à l'expropriation des entreprises construites avec le capital étranger et à la fermeture du pays à l'importation de capitaux, car cela constituerait un coup mortel pour leur économie juive.

De tout cela s'impose la conclusion qu'à l'étape actuelle les masses juives de Palestine ne constituent pas, dans leur ensemble, une force anti-impérialiste et que la constitution d'un bloc judéo-arabe anti-impérialiste ne peut pas constituer un slogan dans l'agitation immédiate.

C'est en fonction de ces considérations que doit être considérée la question de l'immigration juive en Palestine. Aussi longtemps que les deux économies, juive et arabe, constitueront des économies séparées en Palestine, la population laborieuse arabe considérera chaque nouvel afflux d'immigrés juifs comme un acte d'hostilité ouvert. Alors que toute la population de Palestine vit avec la perspective de l'éclatement d'un conflit sanglant dans le Moyen Orient, les masses arabes doivent nécessairement considérer l'arrivée de nouveaux immigrés comme l'arrivée de soldats ennemis, ce qui se confirme d'ailleurs par la façon dont les masses juives considèrent cette immigration. Voilà pourquoi il faut avoir conscience du fait que la continuation de l'immigration juive en Palestine élargit la brêche entre ouvriers juifs et arabes, renforce les positions et éternise la présence de l'impérialisme britannique et ne peut que préparer, à l'étape suivante, l'extermination complète de la minorité juive lors du soulèvement arabe.

Si donc la IVème Internationale doit faire tout son possible pour déconseiller aux réfugiés juifs l'émigration vers la Palestine; si dans le cadre d'un mouvement de solidarité mondiale elle doit essayer de leur faire ouvrir les portes d'autres pays, et les avertir que la Palestine constitue pour eux un véritable guet-apens, elle doit dans sa propagande concrète en face de la question de l'immigration juive partir de la souveraineté de la population arabe. Seule cette population arabe a le droit de déterminer si, oui ou non, l'immigration en Palestine doit être ouverte ou fermée aux juifs. La question de l'immigration doit être décidée par l'Assemblée Constituante, élue par tous les habitants du pays agés de 18 ans au moins. Telle est la seule position démocratique en face de ce problème, position qui en même temps entre dans le cadre de la stratégie générale de la révolution au Moyen Orient.

Par conséquent la IVème Internationale doit condamner et combattre la répression britannique en face de l'immigration juive, dénoncer toutes les mesures policières et y opposer chaque fois concrètement la revendication du retrait immédiat des troupes britanniques. Il n'est pas difficile d'expliquer aux masses arabes que cette répression impérialiste limitée contre les juifs n'est que la préparation d'une répression beaucoup plus violente contre les futurs mouvements arabes. Il est dans l'intérêt des masses arabes de profiter de chaque mouvement d'indignation en face de la terreur policière britannique pour poser concrètement la question du retrait des troupes britanniques. Il s'averait d'ailleurs dans ce cas que les "victimes" mêmes de cette répression n'accepteraient pas du tout cette lutte conséquente contre leurs "oppresseurs".

De même la IVème Internationale doit s'opposer à toutes les "solutions" que l'impérialisme propose et réaliserait éventuellement avec ou sans l'aide de ses agents dans l'Agence juive. Ces solutions telles que le partage de la Palestine, l'immigration limitée de 100.000 juifs, la remise du mandat à l'ONU ont toutes pour but d'éterniser la présence des troupes britanniques dans ce pays et enlèvent toujours à la majorité de la population son droit de disposer d'elle-même.

A l'étape actuelle, l'union générale entre juifs et arabes en Palestine est irréalisable ; ce n'est que sur un plan tout à fait limité, et dans la mesure ou une partie des travailleurs juifs est employée en dehors de l'économie juive "fermée" que des grèves judéo-arabes comme celles de l'année passée ont pu se produire. Mais cela ne signifie pas que cette union soit exclue pour tout le temps. Actuellement la population juive de Palestine a tendu tous ses efforts vers le renforcement de ses positions autonomes économiques et politiques. Mais déjà la partie radicale de la jeunesse nationaliste juive a eu conscience de l'inutilité de ces efforts de "conciliation" et de "manoeuvre" de la part de l'Agence juive afin d'obtenir de l'impérialisme ou des grandes puissances une immigration illimitée et la constitution d'un Etat juif. La vague actuelle de terrorisme de la part des bandes "Irgun Zwei Leumi" et "Stern" constitue des actes de désespoir de la part de cette minorité, utilisée et abandonnée ensuite par les leaders bourgeois du mouvement sioniste et provenant de l'impasse dans laquelle s'est fourvoyé tout le mouvement. Bien entendu, ce terrorisme de désespoir ne constitue pas en lui même la voie d'une solution au problème palestinien. Bien au contraire. Face au terrorisme les féodaux at les bourgeois arabes réussissent à créer une atmosphère de "solidarité" factice entre les masses et l'impérialisme et accentuent l'hostilité entre ouvriers arabes et juifs. Du point de vue militaire, ces actes ne peuvent qu'accélérer l'établissement d'une force policière étrangère britannique en Palestine, but de toute la politique impériale d'après-guerre. Mais en tant que stade ultime du sionisme le terrorisme, en ne donnant aucun résultat concret, peut rendre les éléments les plus conscients et les plus actifs dans les masses juives aptes à réconsidérer toute la question du sionisme et de la solution du

problème juif. C'est cette reconsidération que la IVème Internationale doit préparer à l'étape actuelle.

Une union éventuelle entre juifs et arabes doit tout d'abord passer par l'abolition de toute idéologie et pratique raciste de la part des juifs.

A bas les entreprises exclusivement juives ! Pour l'embauchage d'ouvriers arabes dans toute l'industrie du pays !
A bas les syndicats juifs et arabes séparés ! Pour la constitution des syndicats juifs et arabes !
A bas le boycott camouflé des produits arabes ou juifs. A bas l'"économie juive fermée" ! Pour l'intégration mutuelle des économies juives et arabes.
A bas l'idée d'un "Etat juif" imposé à la majorité de la population du pays ! Pour l'élimination des idées sionistes du mouvement ouvrier ! Pour l'intégration des travailleurs juifs dans le mouvement de la révolution nationale-démocratique des masses arabes.
Pour la rupture des syndicats et organisations ouvrières juives avec l'Agence Juive, et la publication intégrale de tous les procès verbaux secrets de cet organisme.
Pour la rupture des syndicats et organisations ouvrières arabes avec la Ligue Arabe et le Haut Comité Arabe pour la Palestine, et la publication intégrale de tous les procès verbaux secrets de ces organismes.

Tous ces mots d'ordre qui ne peuvent être défendus actuellement qu'en tant que slogans de propagande générale se heurtent nécessairement à une opposition farouche de la part des sionistes non seulement pour des raisons idéologiques mais aussi et surtout parce que la situation matérielle favorisée des juifs par rapport aux arabes est ainsi mise en jeu. Mais à mesure que la faillite du sionisme éclatera de plus en plus aux yeux des masses; à mesure que l'immigration se ralentira et que le danger extrème de l'explosion arabe approchera davantage ; à mesure que notre propagande contribuera à faire admettre aux masses que c'est une question de vie ou de mort pour elles de trouver un terrain d'entente avec les masses arabes, même au prix d'un abandon momentané de certains privilèges - nos mots d'ordre pourront passer du stade propagandiste au stade de l'agitation, et pourront favoriser une scission entre le mouvement ouvrier et le sionisme. C'est cela qui constitue la condition sine qua non pour la réalisation de l'unité d'action judéo-arabe contre l'impérialisme, et c'est cela qui pourra seul empêcher que la révolution arabe du Moyen Orient passe sur le cadavre du judaisme palestinien. Ici comme parmi les masses juives dans le reste du monde, une ferme position contre le courant à l'étape actuelle est seule capable de préparer un renversement du courant à l'étape suivante.

Cela implique également la nécessité pour les sections de la IVème Internationale de mener un travail de propagande préparatoire à l'intérieur des organisations d'extrême-gauche sionistes. En démontrant que le slogan d'un "Etat bi-national" est un slogan nationaliste, anti-démocratique, allant à la fois à l'encontre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et des besoins immédiats de la lutte anti-impérialiste en Palestine, nos militants doivent en même temps mettre à tout moment à l'ordre du jour la question de la réalisation concrète du slogan de l'unité judéo-arabe. Ils doivent mettre les dirigeants centristes en face de leurs responsabilités, mettre à l'ordre du jour l'adoption du programme anti-racial énuméré plus haut et accélérer ainsi l'évolution de la conscience de l'avant-garde ouvrière juive au delà du sionisme.

Ernest Mandel ; « Vorlaufige Thesen zur Judenfrage heute : angenommen vom Internationalen Sekretariat der IV. Internationale » [1947]

Le sionisme contre Israël

Tout colonialisme est avant tout un racisme. La lutte contre le colonialisme sioniste est donc le pendant logique de la lutte contre le racisme en général, et notamment de la lutte contre l'antisémitisme. C'est ce qu'ont compris les nombreux militants d'origine juive qui, à l'intérieur ou à l'extérieur d'Israël, et animés soit par des convictions révolutionnaires soit tout simplement par des sentiments humanitaires ou religieux, refusent d'être complices de l'entreprise sioniste et se solidarisent avec la lutte d'émancipation nationale du peuple palestinien opprimé. Le sionisme et l'Etat d'Israël n'ont rien à voir avec la religion juive ou le judaïsme en général. D'ailleurs, les Juifs orthodoxes, spécialement ceux de Palestine, sont longtemps restés farouchement hostiles au sionisme. Non seulement Israël opprime les Arabes palestiniens mais, en outre, il ne contribue nullement à faire disparaître le racisme anti-juif.

Tout d'abord, l'antisémitisme n'a rien à voir avec l'existence ou la non-existence d'un Etat juif. Mais il y a plus: en se posant abusivement en représentants du judaïsme mondial - alors que le 6/7 des Juifs vivent à l'extérieur d'Israël - et en répandant dans l'opinion publique internationale la thèse de la solidarité inconditionnelle des Juifs du monde entier avec Israël, les dirigeants sionistes stimulent en fait l'antisémitisme. Ceci est spécialement vrai des pays arabes où chaque victoire militaire israélienne a permis à la réaction de s'en prendre aux communautés juives indigènes, compromises ainsi malgré elles dans la politique impérialiste de l'Etat hébreu.

Israël n'est pas né des persécutions hitlériennes. Les bases de la colonisation sioniste de la Palestine ont été jetées au cours du dernier quart du XIXe siècle (la première vague d'immigrants débarque en 1882). De toute manière, la Palestine n'aurait jamais pu accueillir les six millions de Juifs exterminés par le régime nazi. D'ailleurs, la communauté juive de Palestine n'a pas été sauvée du génocide grâce à sa présence en Terre Sainte, mais - comme les Juifs américains ou britanniques - uniquement parce qu'Hitler n'a heureusement pas pu conquérir le Moyen-Orient.

Les vrais responsables du génocide sont les "démocraties occidentales" qui ont systématiquement refusé d'ouvrir leurs frontières aux victimes du fascisme. Quant aux dirigeants sionistes, ils n'ont jamais hésité à pactiser avec les chefs antisémites pour atteindre leurs objectifs (entretiens de Herzl (1) avec Von Plehve, l'organisateur des pogroms de la Russie tsariste; collaboration de Jabotinsky avec le bourreau des Juifs Petlioura; contacts entre les sionistes "révisionnistes" et Mussolini et Pilsudsky; accords "Haavara" de l'organisation sioniste avec le IIIe Reich pour l'évacuation des biens Juifs allemands).

Il convient également de réfuter le mythe grotesque des prétendus « droits historiques » des Juifs sur la Palestine. Dès avant a conquête romaine de la Judée (70 après J.C.), les troisquarts de la population juive vivraient à l'extérieur de la Palestine. Quant à la communauté juive indigène, elle a graduellement été absorbée par les populations avoisinantes au cours des siècles suivants, comme les Philistins, les Phéniciens, les Nabatéens et d'autres peuples de l'Orient ancien. Ce qui fait qu'en réalité, les Palestiniens d'aujourd'hui sont, paradoxalement, dans une certaine mesure (il y a eu de nombreux métissages avec d'autres communautés), les descendants des Hébreux!

C'est dès le début de l'entreprise sioniste, et spécialement à partir de 1908, que s'est affirmée la résistance des Palestiniens à la colonisation. Elle s'exprima par le harcèlement des colonies juives par les fellahs chassés de leurs terres et par les émeutes de 1920 à 1921, qui s'inscrivent dans le cadre du soulèvement général du monde arabe (Syrie, Irak, Egypte) contre la domination franco-britannique. Elle s'est manifestée à nouveau par les troubles de 1929 et surtout, au cours des années trente, par des grèves et des manifestations de rue contre la politique sioniste de la Grande-Bretagne. Elle a atteint son point culminant en 1936-1939 - grève générale de six mois, suivie d'une révolte généralisée des campagnes écrasée dans le sang par les forces britanniques, puissamment aidées par les milices sionistes. Il ne faudra pas moins d'une génération pour que le peuple palestinien puisse se relever de cette terrible saignée (les morts se comptaient par milliers).

C'est pourquoi l'opposition des Palestiniens au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale est restée sporadique et n'a pris une certaine envergure qu'à partir de 1965. Si le mouvement sioniste a réussi à s'implanter en Palestine, c'est grâce à l'appui des autorités ottomanes d'abord, britanniques ensuite (Déclaration de Balfour du 2 novembre 1917), américaines depuis 1947 (avec, pendant quelque temps, le soutien de l'URSS). La communauté israélienne s'est donc constituée à la suite d"un processus colonial en déplaçant par la force la population indigène.

Mais on ne saurait rendre responsables les actuel habitants juifs de l'Etat d'Israël des crimes de leurs dirigeants sionistes ou chercher à les leur faire expier. La destruction des

structures coloniales de l'Etat sioniste ne signifie ni l'expulsion ni l'oppression des Juifs d'Israël qui, dans la Palestine de demain, qu'il faut espérer voir renaître dans le cadre de la réunification du monde arabe balkanisé par les puissances coloniales, doivent pouvoir choisir librement leur destin national en alliance fraternelle avec les forces révolutionnaires arabes en généra, palestiniennes en particulier.

Il n'y a pas de miracle israélien! Après avoir bénéficié pendant plusieurs dizaines d'années, de l'appui du colonialisme britannique, les dirigeants sionistes ont mis à profit leur écrasante supériorité technique et militaire pour imposer le partage de la Palestine dont ils ne constituaient qu'un tiers de la population. Et si Israël a pu se maintenir depuis lors, c'est grâce à un afflux de capitaux étrangers équivalant, en 1968, à 10% de l'aide étrangère globale accordée à tous les pays sous-développés. C'est-à-dire, proportionnellement à son nombre d'habitants en 1960, vingt fois plus que n'importe quel Etat du tiers monde.

Israël n'a rien d'un "petit Etat pacifique". Dès 1947 et 1948, les raids terroristes de ses forces années chassaient la population palestinienne de ses villes et de ses villages. Il n'a cessé de s'opposer par la force au retour des réfugiés déracinés dans leurs foyers, n'hésitant pas à multiplier les expéditions "punitives" sanglantes dans les pays voisins pour obliger, non sans succès, les régimes arabes à assurer eux-mêmes la "police" des réfugiés.

Depuis 1967, Israël est devenu une puissance coloniale au sens plein du terme, par l'occupation de la Cisjordanie, de la bande de Gaza, du plateau du Golan et de la péninsule du Sinaï. La lutte des populations civiles des territoires occupés est un combat normal et légitime contre des envahisseurs étrangers qui, au surplus, exploitent la main-d'oeuvre et les ressources de ces régions, en instaurant un régime économique destiné à favoriser l'économie israélienne et un régime de liquidation brutale de toute velléité d'affirmation nationale.

Israël n'est pas un Etat démocratique: c'est un Etat raciste (et clérical), fondé sur l'expulsion de la population indigène, l'institutionnalisation du droit au "retour" de tout Juif (alors qu'on le refuse aux Palestiniens) et l'oppression de la minorité arabe restée dans le pays. Les Arabes y sont soumis à une législation coloniale d'exception (les « Defence Emergency Régulations » de 1945, héritées du pouvoir colonial britannique et renforcées depuis, qui permettent aux autorités militaires d'expulser et d'assigner à résidence tout citoyen, l'emprisonnement administratif et la confiscation des terres). Et les proconsuls de l'armée israélienne ne s'en privent pas (sans compter les dynamitages illégaux des maisons de "suspects", les tortures, etc.). Lorsque ces ordonnances coloniales étaient appliquées aux Juifs palestiniens, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, un ancien ministre de la Justice d'Israël, Shapira, affirmait que "même en Allemagne nazie, il n'existait pas de telles lois "(Haprakis, février 1946).

Le sionisme et les structures de l'Etat d'Israël n'offrent d'autre avenir à la population juive d'Israël que la guerre. Trouver une solution pour la communauté hébraïque de Palestine, qui a le droit de déterminer librement son avenir national, c'est assurer son intégration dans un mon-de arabe débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ce n'est qu'en s'alliant à cette lutte pour un avenir commun dans un Moyen-Orient socialiste et réunifié, libéré des séquelles de la domination impérialiste, que la communauté israélienne, comme toutes les minorités non-arabes du Moyen-Orient (Kurdes, Sud-Soudanais), pourra s'allier fraternellement aux peuples arabes. A commencer par le peuple palestinien.

La Gauche, 3 avril 1991

Notes

(1) L'autrichien Th. Herzel est le fondateur du projet sioniste en Palestine. L'ultra-conservateur Von Plehve dirigeait les bandes tsaristes anti-sémites des Cent Noirs. On le tua en 1904. Vladimir Jabotinsky était un dirigeant sioniste d'extrême-droite. Il admirait Mussolini, le dictateur fasciste italien. Le sanguinaire général Petlioura combatait la révolution d'Octobre. Le maréchal Pilsudsky régnait sur la Pologne d'avant-guerre.

Sionisme, antisionisme, désionisation

Nous republions un article publié dans la revue "Quatrième Internationale" n° 46, en novembre 1970. L'intérêt et l'actualité de ce document ne sauraient échapper à nos lecteurs.

1.

Au moment de la guerre de juin 1967, une effroyable confusion régnait dans l'extrême-gauche à propos d'Israël et du sionisme. Des militants révolutionnaires convaincus se sentaient désemparés, hésitaient à prendre clairement position. Le désarroi fut évidemment bien plus accusé encore au sein de la gauche non révolutionnaire. De nombreux intellectuels occidentaux qui avaient combattu courageusement le colonialisme français en Algérie et l'impérialisme américain au Viêt-nam prirent fait et cause pour l'Etat sioniste, sans restriction aucune.

Les raisons de cet aveuglement ont souvent été exposées et parfois les intéressés eux-mêmes, comme Jean-Paul Sartre, parurent plus ou moins conscients des sentiments contradictoires qui les déchiraient. La question juive, qui rappelle inévitablement les génocides perpétrés par les nazis, suscite une profonde culpabilité en Occident. Depuis la montée du fascisme allemand il est de tradition de considérer le Juif comme le symbole par excellence de l'homme opprimé. Par ailleurs, un manque flagrant d'information sur la situation réelle en Palestine ainsi qu'une propagande particulièrement habile ont réussi à transférer le capital de sympathie dont jouissaient les survivants de l'Holocauste à l'avantage du mouvement sioniste. Israël semblait l'incarnation même d'une réparation historique envers les Juifs : ce peuple qui avait subi tant de persécutions et de souffrances obtenait enfin un Etat refuge, havre potentiel qui garantissait les communautés juives du monde entier contre toute résurgence de l'antisémitisme.

Rappelons qu'il n'existait aucune étude de fond sérieuse de la question sioniste en langue française, avant que Maxime Robinson n'écrive en 1967 son « Israël, fait colonial », pour le numéro spécial des « Temps modernes » consacré au conflit israélo-arabe. La presse occidentale avait réussi à refouler hors de sa conscience l'existence du peuple palestinien. A peine évoquait-on parfois la présence de réfugiés arabes.

La résistance palestinienne est venue bouleverser cette ignorance tranquille et a suscité une prise de conscience du phénomène sioniste dans l'avant-garde. Elle n'a pas encore dissipé pour autant toutes les confusions, ce qui se comprend d'ailleurs car la théorie révolutionnaire est toujours le fruit d'une élaboration politique et non pas le reflet mécanique des luttes qui se déroulent autour de nous.

2.

Le problème palestinien ayant été en quelque sorte catapulté tout récemment dans notre conscience politique, la compréhension des ressorts de la question reste encore fragmentaire. En outre, la réflexion théorique doit quasiment commencer à zéro puisqu'à l'exception de quelques secteurs d'avant-garde du mouvement révolutionnaire - essentiellement la IVe Internationale - aucun effort d'analyse politique n'a été fait à ce sujet depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le stalinisme a joué ici un rôle particulièrement néfaste en abandonnant la traditionnelle critique communiste du sionisme ou, pis encore, en pratiquant sous le couvert d'« antisionisme » une politique carrément antisémite. Les infâmes procès de Prague en 1952, suivis en URSS du « complot » des « assassins en blouse blanche » ont précédé dans cette voie l'ignoble campagne anti-juive menée par la bureaucratie polonaise et, dans une moindre mesure, par les dirigeants soviétiques.

S'y ajoutait au surplus la propagande souvent antisémite des milieux réactionnaires arabes. L'audience du mouvement sioniste ne pouvait que croître face à des adversaires de ce calibre-là. Chacun peut observer aujourd'hui les séquelles de ce passé qui est bien loin d'être surmonté. Il n'est que de considérer le vocable « sioniste ». Tour à tour on s'en sert pour désigner le fait de peuplement juif en Palestine, l'Etat israélien, l'ensemble des partisans de cet Etat, les Juifs qui lui apportent leur soutien, la population israélienne, etc. Il est bien évident qu'en baptisant de « sioniste » tout ce qui touche de près ou de loin à Israël on ne peut qu'aggraver la confusion existante. D'où la nécessité d'une clarification idéologique.

Nous appellerons sionisme le courant idéologique et le mouvement politique de colonisation juive en Palestine. Partant de là, le sionisme apparaît donc avant tout comme un système donné de rapports sociaux entre les Juifs de Palestine (c'est-à-dire les Israéliens), d'une part, et les Arabes palestiniens d'autre part, de même que tout colonialisme se résume en un type de relation déterminée entre colonisateurs et colonisés.

Concrètement le projet sioniste ne pouvait se réaliser que par la violence puisqu'il fallait l'imposer de force à la population autochtone. Il s'ensuit que la dépendance de la colonie juive de Palestine vis-à-vis de l'impérialisme est demeuré une constante inévitable dans le mouvement sioniste. L'inféodation actuelle d'Israël aux Etats-Unis perpétue

l'alliance initiale conclue avec le pouvoir ottoman en Palestine qui fut suivie d'une longue période de collaboration avec le colonialisme britannique.

Cette définition permet d'écarter une série de conceptions erronées qui obscurcissent la compréhension du problème et nuisent au mouvement de solidarité à la révolution palestinienne.

Pratiquement, le caractère sioniste d'Israël se manifeste dans sa législation discriminatoire qui institue des privilèges nationaux pour les Juifs (loi du retour et lois sur la nationalité) tout en les refusant aux Arabes, dans la législation coloniale héritée des Britanniques qui est appliquée à la population palestinienne (Défense Emergency Régulation), dans les expropriations de terres arabes et le « repeuplement » des régions habitées par des Palestiniens, dans la discrimination multiforme qui s'exerce au niveau social, politique et économique contre les Arabes, dans la répression des mouvements politiques palestiniens, dans la dictature de la classe capitaliste et l'intégration du mouvement ouvrier à l'Etat bourgeois justifiée au nom de l'unité nationale (sioniste), dans la dépendance de l'Etat hébreu des bailleurs de fonds étrangers et des puissances impérialistes nécessitée par la politique sioniste elle-même, dans les relations extérieures de l'Etat israélien fondées sur la lutte contre les mouvements progressistes du monde arabe et sur l'expansionnisme.

L'ensemble de la politique israélienne est déterminée par la structure ségrégationniste de l'Etat et les conséquences politiques - telle que l'hostilité profonde des masses arabes envers le fait colonial israélien - qu'elle en-traîne. La politique d'exploitation coloniale directe inaugurée après les conquêtes territoriales de juin 1967 a évidemment exacerbé ces tendances latentes du sionisme.

a) Le sionisme ne doit pas être confondu avec le fait de peuplement juif en Palestine. Bien que la population israélienne soit un produit de la colonisation sioniste qui s'est effectuée au détriment des Palestiniens et ce durant une époque toute récente - de sorte que la meurtrissure est encore profondément ressentie par les Palestiniens, peuple traumatisé par l'exil et la dépossession brutale de son territoire - aucun marxiste digne de ce nom ne peut mettre en cause l'implantation des Israéliens en Palestine. Les révolutionnaires prennent pour cible des structures sociales et politiques et non l'équilibre démographique ou ethnique.

La lutte contre le colonialisme vise le système colonial et les privilèges qu'il institue et non la présence physique d'une communauté d'origine étrangère dans le pays colonisé. Le FLN algérien n'a jamais réclamé le départ des Européens d'Algérie de même qu'aujourd'hui les révolutionnaires d'Afrique du Sud ne préconisent nullement l'expulsion des Blancs. Ce principe est d'ailleurs officiellement admis non pas seulement par l'aile gauche du mouvement de résistance palestinienne mais également par sa fraction bourgeoise qui est la plus nombreuse, le Fatah. Dès lors il est aussi absurde de qualifier de « sionistes » des Israéliens que de qualifier le peuple américain pris en bloc et collectivement d'«impérialiste ». Car, en agissant de la sorte, on accrédite l'idée que le combat est dirigé contre la population juive au lieu de l'être contre le système politique sioniste.

b) La lutte vise les structures de l'Etat israélien et non les partisans d'Israël. Il est vrai que la majorité des Israéliens et des Juifs soutient fermement la politique sioniste. La conséquence à en tirer est la nécessité de mener une lutte politique de longue haleine au sein de la communauté hébraïque et de la population juive pour les arracher à l'emprise de l'idéologie sioniste. Dans la mesure où tous les mouvements représentatifs de la révolution palestinienne inscrivent - à bon droit - leur combat dans la perspective d'une coexistence future des Juifs et des Arabes en Palestine, il est clair que les masses israéliennes, encore trompées par l'idéologie sioniste aujourd'hui, seront précisément les partenaires futurs de la révolution palestinienne. C'est assez dire combien apparaît importante l'action de l'avant-garde antisioniste agissant aujourd'hui au sein de l'Etat hébreu. Faire la révolution avec les Juifs de Palestine présuppose évidemment la croissance des forces révolutionnaires au sein de la population israélienne. Cela étant, il s'agit de comprendre les facteurs qui expliquent l'appui accordé par les Israéliens et les communautés juives au sionisme. Chauvinisme sans doute.

Encore faut-il saisir les racines de ce nationalisme juif. Il s'explique d'une part par la tragédie juive contemporaine et, de l'autre, en ce qui concerne les Israéliens eux-mêmes, par des dizaines d'années de propagande arabe chauvine et raciste qui ont facilité la tâche de la bourgeoisie israélienne ainsi que par la faiblesse de l'avant-garde internationaliste arabe. La tâche des révolutionnaires palestiniens consiste donc à proposer aux Juifs d'Israël une perspective de coexistence qui garantirait leur avenir. Même si l'on peut tenir pour insuffisantes les conceptions actuelles de la majorité des organisations palestiniennes à ce sujet, il est certain que d'importants progrès ont été réalisés dans cette voie. Mais en définitive la meilleure des garanties serait la participation effective des Israéliens à la révolution arabe, ce qui revient à souligner à nouveau le rôle crucial de l'avant-garde antisioniste au sein de l'Etat hébreu. S'agissant des communautés juives, le soutien massif à la direction sioniste d'Israël s'explique essentiellement par le scepticisme pro-fond des masses juives à l'égard du socialisme comme solution de l'antisémitisme. Ici la réponse ne peut venir que de la nouvelle génération révolutionnaire dont le rôle historique consiste précisément à construire les partis de masses qui permettront de manière générale de redonner vie à

l'espérance socialiste malgré Staline et ses successeurs, malgré Gomulka et Moczar, malgré Brejnev.

3.

Lutter radicalement contre le courant sioniste signifie le combattre à sa racine même et par conséquent mettre à nu les bases matérielles du sionisme qui doivent être anéanties. Car quel que soit le poids des facteurs psychologiques et historiques - il est indéniable qu'en l'espèce il s'avère considérable - il faut remonter d'abord à l'infrastructure du mouvement. Dès lors on peut distinguer trois éléments essentiels qui sous-tendent la structure sociale sioniste et dont l'existence conditionne et alimente la conscience sioniste :

A) LA BOURGEOISIE ISRAÉLIENNE. Il existait autrefois des secteurs minoritaires du capitalisme juif en Palestine avant la création de l'Etat d'Israël, qui contestaient la ligne politique sioniste parce qu'elle menaçait de les isoler des marchés arabes du Proche-Orient (ce fut notamment le cas de l'émanation politique des nouveaux immigrants allemands des années trente). Mais aujourd'hui l'ensemble du capitalisme israélien envisage son avenir dans le cadre de la consolidation des structures sionistes (le grand parti bourgeois formé de l'alliance du Hérout fascisant et des sionistes généraux appuie fermement l'expansion territoriale dans sa recherche d'un marché plus vaste que les frontières exiguës de 1949). Historiquement, sa politique actuelle a été déterminée par le processus même de sa constitution. Le potentiel anticapitaliste de la révolution palestinienne accentue la dépendance structurelle - économique, politique, diplomatique, militaire - de la bourgeoisie israélienne envers l'impérialisme. Bien que douée d'une relative autonomie politique, la bourgeoisie israélienne ne peut fonctionner économiquement qu'en tant que relais de l'impérialisme et politiquement elle est contrainte par ses intérêts vitaux d'assurer ce rôle face à la révolution arabe. La guerre de 1967 a confirmé cette orientation puisque les nouvelles frontières d'Israël mettent à la disposition de sa classe dirigeante en la personne des Arabes palestiniens un véritable sous-prolétariat colonial, source de surprofits.

En résumé, la bourgeoisie israélienne est structurellement liée à l'impérialisme et cette dépendance accentue son essence sioniste puisqu'aux yeux de ses protecteurs Israël n'a d'utilité qu'en tant que gendarme du Proche-Orient. La nature sioniste de la bourgeoisie israélienne est donc en quelque sorte surdéterminée.

B) LA BUREAUCRATIE OUVRIERE. Comme on le sait, le mouvement ouvrier sioniste constitue la colonne vertébrale de l'Etat hébreu. Principal artisan de la colonisation juive, il a déterminé sa forme ségrégationniste spécifique. L'équilibre social d'Israël dépend de l'intégration de la classe ouvrière juive à l'Etat bourgeois qui a été réalisée par le biais du syndicat unique, qui est également un syndicat-patron, la Histadrout, et par l'interpénétration des partis ouvriers (principalement le Parti travailliste) avec la bureaucratie d'Etat, l'appareil administratif et les cadres des organisations sionistes.

La bureaucratie ouvrière fait partie intégrante des structures étatiques et militaires (elle dominait déjà l'appareil pré-étatique à l'époque du mandat britannique). Elle s'impose comme un allié indispensable à la bourgeoisie pour enrayer la naissance d'un courant prolétarien, politique ou syndical, authentique. Les institutions au travers desquelles elle exerce son hégémonie (coopératives, kibboutzim créés sur la base de l'expulsion de la population arabe, entreprises industrielles et commerciales, partis politiques, etc.) sont structurellement et historiquement liées à la lutte contre les Palestiniens. A ces facteurs s'ajoute le rôle indispensable qu'elle a rempli en substituant le chauvinisme sioniste à la conscience de la classe. C'est pourquoi la liquidation des assises politiques et sociales de la bureaucratie ouvrière est le préalable nécessaire et indispensable à la défaite du sionisme.

C) L'INFRASTRUCTURE SIONISTE EXTÉRIEURE. La dépendance d'Israël envers l'impérialisme se double des liens entre l'establishment israélien et l'Organisation sioniste mondiale qui assume notamment le rôle de bailleur de fonds de l'Etat hébreu.

Pendant de longues années l'OSM était essentiellement constituée par les masses juives auxquelles s'opposaient souvent les capitalistes juifs propre-ment dits (par exemple la Jewish Board of Deputies britannique, l'American Jewish Committee et des organismes similaires dans d'autres pays occidentaux). Or, le rôle stratégique accru rempli par Israël dans le cadre de la lutte contre la révolution arabe et son importance nouvelle - surtout depuis 1967, comme relais économique de l'impérialisme au Proche-Orient - ont déterminé une évolution sensible de la composition du réseau de soutien organisé de l'Etat hébreu. Depuis 1967, la classe dirigeante israélienne a été amenée à chercher un soutien organique auprès des divers grands capitalistes d'origine juive et auprès du capitalisme international tout court - voir la dépêche de Reuter publiée par le Monde du 9 avril 1970 sur la délégation de banquiers européens qui s'est rendue en Israël en vue de négocier des projets d'investissements - dépendance commandée par les difficultés économiques, structurelles et les problèmes posés par la « digestion » des territoires conquis. Le déplacement du centre de gravité de la structure poli-tique d'Israël en faveur des partis bourgeois a facilité cette réorientation. A leur tour, les nouveaux bailleurs de fonds (voir les conférences des milliardaires juifs) ont imposé l'abandon d'un certain nombre de privilèges acquis par la bureaucratie sioniste à leur profit (pénétration économique étrangère, dénationalisations, participation aux entreprises coopératives ou étatiques), s'installant dans les secteurs rentables de l'économie israélienne. La lutte contre le

sionisme passe nécessairement par la rupture radicale avec le capitalisme étranger.

4.

Certains pourraient objecter que de toute manière la perspective d'alliance entre l'avant-garde israélienne et la révolution palestinienne est vaine parce que la population d'Israël est le produit du colonialisme sioniste et ne saurait mettre en cause ses propres intérêts et privilèges de groupe. Cette position est erronée car elle ne tient pas compte du caractère spécifique du colonialisme sioniste. En effet, le fondement de l'économie israélienne n'est pas l'exploitation de la main-d'œuvre palestinienne (bien que celle-ci y joue un rôle croissant depuis les conquêtes de 1967), mais bien l'exploitation de la classe ouvrière juive.

Or les travailleurs israéliens ne sont pas structurellement liés au sionisme dont ils ne retirent pas en tant que tels des bénéfices. Le ségrégationnisme spécifique du mouvement ouvrier sioniste a eu pour effet le développement en Palestine d'une économie juive en vase clos qui refoulait les Palestiniens et non pas d'une société axée sur l'exploitation des indigènes. Il en est résulté que les travailleurs juifs d'Israël ne forment pas aujourd'hui, en bloc, une aristocratie ouvrière de type colonial occupant une place intermédiaire dans la stratification sociale entre le capitalisme colonial d'une part et les prolétaires indigènes de l'autre. Leur statut n'est pas lié à l'hégémonie d'une couche dirigeante coloniale sur la masse des Arabes.

Par conséquent, elle n'a pas d'intérêt propre au maintien de la structure coloniale sioniste, n'étant pas économiquement privilégiée grâce à la surexploitation coloniale des autochtones (ce raisonnement ne vaut évidemment que pour la classe ouvrière israélienne prise dans son ensemble et non pas pour certaines couches supérieures privilégiées).

Le développement séparé de la communauté juive en Palestine - produit de la politique du mouvement ouvrier sioniste qui était désireux de garantir aux travailleurs juifs une place dans la production en leur assurant le monopole de l'embauche au sein d'une économie purement juive - a eu pour résultat la transformation des colons juifs en une nation israélienne dotée de sa propre structure sociale (bourgeoisie et prolétariat), de sa propre économie (fermée) et de sa propre culture (hébraïque) qui la distinguent aussi bien des Arabes palestiniens qui étaient exclus par principe du système social sioniste, que des Juifs du monde entier, économiquement intégrés dans la structure socio-économique des pays où ils vivent. On peut sans doute qualifier les Juifs d'Israël de «Palestiniens juifs » mais uniquement à condition de rappeler que les Arabes palestiniens forment la nation arabe de Palestine. Lorsque certaines organisations palestiniennes insistent sur le caractère « palestinien » des Israéliens, il convient de rendre hommage à l'esprit qui les anime : la volonté de considérer ces Juifs comme des citoyens à part entière de la Palestine future. L'on ne saurait oublier pour autant que la différence entre les deux peuples est d'essence nationale et non pas religieuse.

Le fait que cette nation israélienne s'est constituée au détriment des autochtones par le refoulement des Arabes (boycott, expropriations, ex-pulsions) ne change rien à la réalité de son existence en tant que nation et surtout pas au fait que le prolétariat israélien a des intérêts distincts de sa bourgeoisie. Voilà pourquoi l'évolution de la lutte de classes au sein de la société israélienne s'avérera déterminante pour l'avenir des Israéliens au Proche-Orient. C'est en cela que le « cas » israélien est spécifique et se distingue fondamentalement du colonialisme classique.

5.

Arrivé à ce point de notre raisonnement, nous pouvons aborder la question de la désionisation. Les révolutionnaires israéliens entendent par là la destruction des structures socio-économiques et politiques oppressives et coloniales d'Israël. Or, il est évident que cet objectif suppose au préalable une lutte révolutionnaire au sein d'Israël.

En effet, la liquidation des structures sionistes ne peut se faire qu'avec la participation d'un secteur important de la classe ouvrière israélienne. Si elles devaient s'écrouler par le seul effet d'une force extérieure, rien ne serait résolu puisque la communauté nationale hébraïque, même privée d'un Etat propre, engendrerait à nouveau une structure de type colonial par le seul jeu de la circulation des capitaux, de l'avance technologique israélienne et l'existence d'une puissante bourgeoisie industrielle et financière juive. La base ouvrière israélienne doit donc être amenée par le développement du processus révolutionnaire à conquérir l'hégémonie politique au sein de la nation en abattant sa bourgeoisie et ses alliés de la bureaucratie ouvrière au terme d'une lutte de classe. Du reste, les conditions spécifiques de la lutte des fedayin (armée de partisans massés aux frontières de l'Etat sioniste, majorité des Palestiniens réduits à la condition d'exilés, conditions géographiques défavorables à la guérilla, proportions numériques en faveur des Israéliens) imposent cette alliance comme axe stratégique essentiel, de même qu'elle commande la liaison organique de la révolution palestinienne avec la révolution arabe. L'avenir de la lutte palestinienne se décidera sur l'arène du Proche-Orient tout entier y compris la lutte sociale qui se déroule au sein d'Israël.

Mais la désionisation ne risque-t-elle pas d'être un paravent masquant le maintien du statu quo sous un « emballage » juridique nouveau ? Non. Elle présuppose la destruction radicale des structures politico-sociales existantes à défaut de laquelle elle ne saurait se réaliser. Pourtant, diront certains, désioniser Israël, c'est finalement œuvrer en faveur de l'existence d'un Etat israélien, ce qui est contraire aux

objectifs des Palestiniens qui veulent précisément l'abolition de cette entité à base mono-ethnique et coloniale instituée sur leur territoire. En vérité, on ne saurait prédire quelle sera la forme constitutionnelle précise de la Palestine future sous peine de prophétiser dans le vide ou, pis encore, de se substituer aux premiers intéressés. On ne peut qu'énoncer des principes : droit au retour des réfugiés, autodétermination des Palestiniens, libre exercice par les Israéliens de leurs droits nationaux. Un tel programme peut se concevoir dans un cadre unitaire palestinien, comme dans une structure fédérale ou confédérale ou même dans un ensemble arabe. L'essentiel est de comprendre qu'il n'est pas possible d'escamoter par des subtilités verbales le problème national israélien.

Laissons aux impuissants le plaisir de se gargariser en des formules creuses du type: «soi-disant Etat israélien», «prétendue nation israélienne», «colonie sioniste en Palestine occupée»... qui reflètent leur indigence idéologique; ils croient résoudre la difficulté en la niant. La destruction des structures sionistes d'Israël - qui requiert nécessairement la participation des révolutionnaires israéliens eux-mêmes - laisse donc la place libre à de nombreuses formules institutionnelles. Ce qui est capital c'est la nécessité pour la communauté israélienne de s'intégrer d'une manière ou d'une autre au mouvement révolutionnaire arabe.

Il est encore trop tôt pour savoir si ce cadre sera limité à l'aire géographique de la Palestine. Cette question, comme celle du cadre institutionnel, dépend en dernière analyse du développement futur de la lutte de classes à l'intérieur d'Israël et de la croissance ultérieure du courant révolutionnaire arabe. Mais la reconnaissance des droits nationaux israéliens n'a rien à voir avec le maintien des actuels rapports de type colonial entre Israéliens et Arabes. L'impossibilité de coexister avec Israël ne résulte pas du fait que l'Etat hébreu se trouve être juif mais bien de son essence coloniale. Aussi est-ce seulement dans la révolution contre les structures oppressives que le dialogue israélo-palestinien peut prendre naissance et que se forgera l'avenir des deux peuples.

La Gauche , le 20/03/75

Sur l'antisémitisme

Le conflit israélo-palestinien se prête facilement à une interprétation religieuse, ou pour le moins ethnique. Il se déroule dans un lieu qui a été le berceau de grandes religions et que beaucoup appellent "Terre Sainte" ; le sionisme est souvent présenté comme le "retour" du peuple juif dans la Terre Promise, et son argumentaire puise beaucoup dans le domaine des droits historiques, quand ce n'est pas carrément dans la promesse divine ; Jérusalem est ville trois fois sainte, et la Palestine historique est parsemée de sites de pélerinage.

Le conflit israélo-palestinien est un conflit politique entre un mouvement colonial et un mouvement de libération nationale. Le sionisme est une idéologie politique, et non religieuse, qui vise a résoudre la question juive en Europe par l'immigration en Palestine, sa colonisation et la création d'un état juif. C'est la définition qu'en ont toujours donnée ses instigateurs, de Herzl à Ben Gourion, de Pinsker à Jabotinsky, pour qui les concepts de colonisation (Hityashvuth) ou de colonies (Yishuv, Moshav) n'ont jamais été péjoratifs. Jusqu'à la montée du Nazisme, l'immense majorité des Juifs à travers le monde a rejeté le sionisme, considéré soit comme hérétique (position de la grande majorité des rabbins et des Juifs religieux) soit comme réactionnaire (position du mouvement ouvrier juif en Europe orientale), soit encore comme anachronique (positions des Juifs émancipés ou assimilés en Europe centrale et occidentale). En ce sens, l'antisionisme a toujours été perçu comme une position politique parmi d'autres, qui plus est, hégémonique dans le monde juif pendant près d'un demi siècle.

Ce n'est que depuis une trentaine d'années qu'une vaste campagne internationale tente, avec un succès indéniable, non pas de participer à la controverse sur l'opportunité du sionisme, l'analyse de sa dynamique et ses implications politiques et morales, mais de délégitimiser l'antisionisme, en l'identifiant à l'antisémitisme. Comme toute autre forme de racisme, l'antisémitisme (ou la judéophobie) rejette l'autre dans son identité et son existence. Quoi qu'il fasse, quoi qu'il pense, pour l'antisémite, le Juif est haïssable, jusqu'au massacre, par le seul fait d'être Juif. L'antisionisme par contre, est une critique politique d'une idéologie et d'un mouvement politiques ; il ne s'attaque pas à une communauté, mais remet en question une politique. Comment alors identifier une idéologie politique, l'antisionisme avec une idéologie raciste, l'antisémitisme ?

Un groupe d'intellectuels sionistes européens vient de trouver la solution, en faisant intervenir l'inconscient et un concept passe-partout qu'ils nomment "le glissement sémantique". Quand on dénonce le sionisme, voire quant on critique Israël, on a, parfois inconsciemment, comme objectif non pas la politique d'un gouvernement (le gouvernement Sharon) ou la nature coloniale d'un mouvement politique (le sionisme) ou encore le racisme institutionnel d'un état (Israël), mais les Juifs. Par glissement sémantique, quand on dit : "les bombardement de populations civiles sont des crimes de guerre" ou "la colonisation est une violation flagrante de la Quatrième Convention de Genève", on dit en fait "le peuple juif est responsable de la mort du Christ" et "mort aux Juifs !". Évidemment, on ne peut rien répondre à un tel argument, car toute réponse sera, inconsciemment peut-être, une apologie de l'antisémitisme. L'argument du glissement sémantique et l'utilisation de l'inconscient dans la polémique politique met, par définition, fin à toute possibilité de débat, quel que soit le sujet d'ailleurs. La dénonciation du colonialisme est en fait un rejet de l'Anglais (ou du Français ou de l'Allemand, selon le cas), de sa culture de son existence. L'anticommunisme non plus n'existe pas, c'est un glissement sémantique de la haine des Slaves. Si je dis "je n'aime pas le camembert", je pense en fait "mort aux Français!"; quand j'affirme apprécier la musique Yiddish, je dis, par glissement sémantique, que je hais les Arabes...

L'antisémitisme existe, et semble, en Europe, relever la tête, après un demi-siècle de non-dit faisant suite aux horreurs du judéocide nazi et aux crimes de la collaboration. Dans une partie croissante des communautés arabo-musulmanes en Europe, des généralisations racistes accusent, sans distinction, les Juifs des crimes commis par l'État juif et son armée. L'antisémitisme se trouve d'ailleurs souvent au sein même du camp qui soutient inconditionnellement la politique israélienne, comme par exemple une partie de ces sectes protestantes intégristes qui, aux USA, constituent le véritable lobby pro-israélien.

Le racisme anti-arabe existe également, même si les média donnent moins de visibilité aux exactions du Beitar et de Ligue de Défense Juive contre des institutions musulmanes ou des organisations qui s'opposent à la politique de colonisation israélienne, aux slogans racistes anti-arabes qui couvrent certains quartiers de Paris ("Mort aux Arabes", "Pas d'Arabes pas d'Attentats") et aux ratonnades organisées par des commandos sionistes. Les racismes anti-arabe et anti-juif doivent être condamnés et combattus, sans concession, et l'on ne peut le faire avec efficacité que si l'on mène les deux combats de front, faute de quoi, on ne fait que renforcer l'idée, fortement répandue, que derrière la dénonciation d'une seule forme de racisme on attaque en fait une communauté. Ceux qui dénoncent les actes antisémites, réels ou fruits de "glissements sémantiques", mais ne disent rien des exactions anti-arabes portent une part de responsabilité dans

la communautarisation des esprits et dans le renforcement de l'antisémitisme, car ce n'est pas le racisme, quel qu'il soit et d'où qu'il vienne, qu'ils combattent, mais uniquement le racisme de l'autre. Ce ne sont certainement pas eux, les Tarnero, Lanzman et autres Taguieff, qui ont le droit de faire la leçon aux militants de la gauche radicale et du mouvement contre la mondialisation marchande, qui depuis toujours, ont été à la pointe de tous les combats antiracistes, et n'en ont jamais déserté aucun.

Mais allons plus loin. Une part importante de responsabilité du phénomène de glissement d'une critique à la politique israélienne à des attitudes antisémites, repose sur les épaules d'une partie des dirigeants, souvent auto-proclamés, de communautés juives en Europe et en Amérique du Nord. En effet, ce sont eux qui, souvent, identifient la communauté juive toute entière à une politique - celle du soutien inconditionnel aux dirigeants israéliens. Quand, comme ça a été le cas à Strasbourg, ils appellent à manifester leur soutien à Sharon sur le parvis d'une synagogue, comment s'étonner alors que la synagogue soit prise comme cible dans les manifestations contre la politique israélienne ? Et que dire de ces dirigeants communautaires qui, en France, "comprennent" la victoire de Le Pen et "espèrent que cela fera réfléchir la communauté arabe locale" ? Ne peut-on pas voir dans une telle attitude une complaisance avec le porteur principale des idées racistes - donc antisémites aussi - en France? Complaisance qui continue la collaboration de certaines organisations d'extrême droite, comme le Beitar, avec des groupes fascistes et antisémites comme Occident, dans les années soixante-dix... Il ne s'agit plus simplement de glissement sémantique mais bel et bien de collusion.

La politique israélienne est largement critiquée à travers le monde, et plus l'Etat Juif agira hors du droit, plus il sera considéré comme hors-la-loi, et en paiera le prix. Il est totalement inacceptable et irresponsable que les intellectuels juifs qui affichent une identification absolue avec Israël ainsi que les dirigeants des communautés juives à travers le monde entraînent ces dernières dans la course vers l'abîme où mènent Ariel Sharon et son gouvernement. Au contraire: s'ils étaient animés par un véritable sentiment de responsabilité face à la communauté dont ils se revendiquent, ils feraient leur possible pour se démarquer des actes barbares de l'état israélien, et des conséquences dramatiques que ces actes vont tôt ou tard entraîner pour l'existence même d'une existence nationale hébreue au Proche Orient. Ce faisant, ils feraient également preuve de responsabilité face à la communauté juive d'Israël: au lieu de caresser le jusqu'auboutisme israélien dans le sens du poil, de contribuer à l'aveuglement suicidaire croissant de sa direction et de sa population et de hurler, comme Lanzman "avec Israël toujours, et inconditionnellement", ne feraient-ils pas mieux de servir de garde-fous et de mettre en garde Sharon et son gouvernement contre les conséquences catastrophiques de leur politique ? Sont-ils à ce point aveugles pour ne pas voir que l'impunité dont jouit Israël aux yeux de certains courants politiques et philosophiques, en Europe et en Amérique du Nord, n'est que l'autre face de l'antisémitisme et de son argumentaire sur la "spécifité juive". Sont-ils à ce point stupides pour ne pas comprendre que pour beaucoup de soit-disant amis d"Israël, la politique de laissez-aller-laissez-faire vis à vis de l'Etat juif est l'expression d'un cynisme qui veut voir les Juifs se jeter, droit dans le mur ? Et qu'au contraire, ce sont ceux qui critiquent, et parfois durement, Israël qui ont véritablement à coeur la vie et la survie de sa population ?

Ariel Sharon, ses ministres, ses généraux, ses juges et une partie de ses soldats seront un jour traduits devant la Cour Pénale Internationale pour crimes de guerre, voire pour crimes contre l'humanité. Pour que ce ne soit pas la population israélienne toute entière qui soit mise au ban des accusés, il y a, en Israël, des milliers d'hommes et de femmes, de civils et de militaires, qui disent "non", qui résistent et se mettent en dissidence. Pour protéger les Juifs du monde d'une accusation de co-responsabilité, pour couper court à la propagande antisémite qui en instrumentalisant la souffrance des Palestiniens veut culpabiliser tout juif en tant que tel, pour faire barrage au danger réel de communautarisation des enjeux du conflit israélo-palestinien, il est impératif que s'entende, dans les communautés juives, une voix puissante et ferme qui dise, comme l'exprime le nom d'une organisation juive américaine agissant en ce sens : "Pas en notre nom !". C'est évidemment aussi le devoir des forces démocratiques et de gauche à travers le monde que de dénoncer, sans concession aucune, les crimes d'Israël, non seulement parce que la défense des opprimés et des colonisés, où qu'ils soient, est une partie intégrale de leur programme et de leur philosophie, mais aussi parce que seule une position claire et cohérente avec les autres combats qu'ils mènent, peut leur permettre de lutter contre la communautarisation et le racisme dans leurs propre pays.

Se laisser terroriser par le chantage à l'antisémitisme, se taire pour ne pas prêter le flan à des accusations de "collusion avec l'antisémitisme" voire d'"antisémitisme inconscient", ne peut, en dernière analyse, que faire le jeu des antisémites véritables, ou pour le moins des confusions identitaires et des réflexes communautaristes. La vraie gauche, antiraciste et anticolonialiste, n'a pas à faire la preuve de son engagement dans le combat contre la peste antisémite. Elle sera d'autant plus efficace dans la poursuite de ce combat, que ses positions sur les crimes de guerre d'Israël et sa politique de colonisation seront claires et sans ambiguïté.

Michel Warschawski, mai 2003

Israël dans le contexte du “clash des civilisations”

L’Etat d’Israël est le produit d’un mouvement politique, le sionisme, qui visait à offrir une solution à la « question juive » - c’est-à-dire à l’émergence de l’antisémitisme moderne en Europe à la fin du 19è siècle. « La question palestinienne » est le résultat direct du choix unilatéral de résoudre la question juive par la création d’un Etat juif en Palestine, sans prendre en compte l’existence et les droits de la population autochtone.

Un mouvement colonial pour un Etat ethnique

Le sionisme est une idéologie et un mouvement politique qui est doublement le produit de son temps, la fin du 19ème siècle et le début du 20ème :
- quant à son objectif : une conception ethnique de la normalité politique et l’aspiration à créer un Etat ethnique ;
- quant aux moyens pour atteindre cet objectif : la colonisation.

De ce point de vue, il serait totalement erroné de chercher les racines du sionisme dans la religion juive ou dans l’expérience juive : le sionisme est enraciné dans l’histoire politique et la philosophie moderne européenne. La religion n’a fait que procurer quelques justifications et récits à une idéologie nationaliste moderne et à un mouvement colonial.

Comme tout autre mouvement colonial, le sionisme est, dans sa nature même, unilatéral : le sort et les droits des autochtones n’ont aucune importance dans la réalisation du projet colonial. En tant que projet visant à la création d’un Etat juif - dans le sens démographique du concept, c’est-à-dire composé, autant que possible seulement de juifs - le sionisme combine des dimensions de nettoyage ethnique et d’apartheid.

Un courant marginal

Quand le sionisme a émergé dans les communautés juives d’Europe centrale et orientale, il était un phénomène marginal et le resta jusqu’en 1933. La grande majorité des juifs européens étaient soit religieux soit socialistes. Dans les deux cas, ils étaient ouvertement opposés au sionisme.

Pour les juifs religieux, l’idée de créer un mouvement politique pour mettre fin à l’exil était une sorte de blasphème : Dieu nous a expulsés de notre Terre et nous a envoyés en exil comme punition pour nos mauvais comportements ; et Dieu seul nous ramènera sur la Terre sainte. De plus, en tant que mouvement anti-religieux - pour l’essentiel -, le sionisme était perçu par les rabbins comme une menace potentielle pour leur hégémonie, en particulier les composantes socialistes.

Quant aux divers mouvements socialistes au tournant du siècle, ils étaient (à l’exception du Poalei-Zion-de-Gauche, groupusculaire) opposés au sionisme considéré soit comme un courant bourgeois, ou comme une “idéologie dérivative“ et ils soutenaient que la solution à la question juive ne se trouverait que par la démocratisation résultant d’une révolution socialiste victorieuse. Alors que quelques-uns voyaient la solution à la question juive par l’assimilation dans la majorité, d’autres, comme le Bund, la prévoyaient dans l’autonomie culturelle nationale.

En Palestine même, au début de la colonisation sioniste, les pionniers n’étaient pas plus qu’un groupe d’idéalistes lunatiques, une petite minorité parmi les juifs de Palestine très largement opposés à ces intrus qu’ils percevaient comme des sortes de communautés hippies, complètement coupées de la réalité.

La contribution du nazisme

La montée du nazisme en Allemagne, puis la terreur de masse nazie dans toute l’Europe, a fourni la base matérielle de la transformation du sionisme en une option politique pensable, ayant des chances de réussir, réaliste. Cette transformation s’est établie en deux étapes, initialement dans les années 1930 puis après la guerre.

Les lois et pratiques nazies contre les juifs dans les années 1930 ont induit non seulement une immigration juive de masse en Palestine, mais une immigration dotée à la fois d’un haut niveau technologique, scientifique et intellectuel et d’un montant assez élevé de capital à investir dans l’économie et la société juives. Sur le plan à la fois quantitatif et qualitatif, la colonie juive (Yishuv) se transforma d’une communauté utopique en une réalité sociale moderne.

Après la guerre, la masse des réfugiés juifs survivants du génocide nazi a fourni non seulement un réservoir humain pour l’Etat juif en construction, mais aussi un solide argument pour la communauté internationale dans son soutien au projet sioniste d’un Etat juif qui accueillerait les centaines de milliers de survivants que l’Europe n’était pas intéressée à intégrer.

Le sort des Arabes de Palestine et de leurs droits légitimes ne pesa pas lourd dans les calculs cyniques et la mauvaise conscience de la communauté internationale, et ils devinrent les victimes des victimes de l'antisémitisme européen, tout en n'ayant participé d'aucune manière au génocide des juifs d'Europe.

Un mur de séparation

La séparation est au coeur de l'idéologie sioniste. Comme beaucoup de philosophies nationalistes de la fin du 19è siècle, le sionisme identifie normalité avec homogénéité. Une société normale est une société qui a le moins possible de minorités ; un Etat normal est un Etat ethniquement homogène.

C'est pourquoi selon le sionisme, les juifs doivent quitter l'Europe et établir leur Etat, un Etat démographiquement aussi juif que possible. C'est pourquoi un tel Etat - l'Etat d'Israël - ne pouvait être construit que par une guerre de nettoyage ethnique, expulsant la grande majorité des population arabes autochtones. De ce point de vue, bien avant que l'actuel Mur ne soit construit, Israël s'est entouré d'un mur de séparation et d'une série de lois, règles et pratiques dont le but était de conserver la nature juive de l'Etat et de rendre aussi difficile que possible toute forme d'intégration dans l'espace environnant. La définition horriblement raciste d'Ehud Barak - « nous sommes une villa au cœur de la jungle » (sic) - résume cette approche d'Israël comme une île de civilisation devant être protégée contre son environnement barbare.

Cette perception s'intègre dans une conception plus large de la place d'Israël dans le monde et de ses fonctions contre ceux qui sont définis comme barbares.

Un Mur contre les barbares

Depuis sa mise en place, et afin de recevoir le soutien nécessaire des grandes puissances, le sionisme a essayé de vendre à ces dernières le bénéfice de ce qu'un Etat juif pourrait leur apporter. « Un mur pour protéger la civilisation (chrétienne) contre les barbares (musulmans) » promettait Theodore Herzl aux puissances européennes ; Haim Weizman promettait quant à lui à Lord Balfour un client qui défendrait les intérêts britanniques contre les Arabes... et les Français ; « un mur d'acier que les populations natives ne pourraient briser » expliquait Zeev Jobotinsky, l'un des principaux idéologues sionistes des années 1920 ; et Gershom Shoken réadapta cette conception d'un mur dans le contexte de la guerre froide : Israël, comme protection du « monde libre » contre le communisme.

Dans la perception qu'il a de lui-même, l'Etat d'Israël est une extension du camp de la civilisation dans un environnement hostile. Dans presque toute son histoire, ce « camp de la civilisation » fut le « monde libre » conduit par les Etats-Unis d'Amérique contre le « camp communiste » et, dans une moindre mesure, contre le « Tiers-monde » et les mouvements de libération nationale dans le monde entier.

La stratégie des néo-conservateurs

Au milieu des années 1980, avec la chute de l'Union soviétique, une nouvelle stratégie globale fut élaborée pour les Etats-Unis en tant qu'unique super-puissance dans le monde. Cette stratégie était à la recherche d'un nouvel ennemi global et elle identifia cet ennemi comme « le terrorisme international », bientôt devenu synonyme de « terrorisme islamiste ». Les comités d'experts et les centres de recherche qui étaient derrière la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie - le courant néo-conservateur - étaient composés de l'aile droite des Républicains étasuniens et des théoriciens et politiciens du Likoud israélien. L'influence des partenaires israéliens était si grande que leurs collègues américains étaient souvent étiquetés comme « les Likoudniks du Parti républicain ».

Parmi les néo-conservateurs, un courant transforma la (très discutable) analyse descriptive de Huntington sur le « clash des civilisations » en une stratégie basée sur une croisade sans fin de la civilisation judéo-chrétienne contre l'islam. Progressivement, les différences s'estompèrent quasi totalement entre la guerre globale préventive et sans fin contre le terrorisme (islamiste) et le clash des civilisations.

Les néo-conservateurs israéliens ont conquis le pouvoir six ans avant leur contrepartie étasunienne avec l'assassinat de Yitshak Rabin qu'ils ont largement provoquée - et ils furent capables de tester la politique et la rhétorique néo-conservatrices avant les conseillers politiques de Georges W. Bush. Les Palestiniens (et les Arabes en général) étaient désignés comme « la terreur », et le conflit israélo-arabe était défini comme une guerre permanente préventive contre la menace islamiste. Israël se percevait lui-même comme la ligne de front dans la défense de la civilisation (judéo-chrétienne) contre le terrorisme (islamiste), la guerre de destruction totale contre le peuple palestinien étant alors une nécessité pour la sauvegarde de la civilisation - et il essayait d'en convaincre le monde.

L'arrivée au pouvoir de l'administration de Bush Jr en 2001 donna pleinement légitimité et soutien à cette stratégie brutale et sanguinaire, spécialement après le 11 septembre. Et ce, jusqu'à ces jours-ci.

Dans cette perspective, de la même façon que la destruction de la Palestine fait partie d'une guerre globale et permanente,

le mur qui est construit au cœur de la Cisjordanie n'est pas seulement une séparation entre Israéliens et Palestiniens mais un Mur global entre le « monde civilisé » - c'est-à-dire Israël, l'Europe, l'Amérique du nord - et d'autre part les barbares - les Palestiniens, les Arabes, les musulmans, voire tous les pays du « Tiers monde ».

Néo-antisémitisme, manipulations et réalités

Au début de ce siècle, une puissante campagne médiatique fut propagée en Europe autour de la prétendue montée d'un « néo-antisémitisme » de masse dans toute l'Europe, et en France en particulier par les dirigeants (minoritaires) de l'aile droite pro-israélienne de quelques communautés juives européennes.

Le fait que toutes les recherches menées par des institutions fort connues et respectées ont prouvé que la tendance générale était au contraire la diminution de l'antisémitisme en Europe et en vérité le déclin substantiel des sentiments et comportements anti-juifs n'a pas stoppé cette campagne qui n'était pas intéressée à combattre l'antisémitisme mais poursuivait trois objectifs :

- faire taire quiconque osait critiquer les crimes d'Israël commis pendant cette période dans les territoires occupés, en taxant toute critique d'antisémitisme ;

- délégitimer n'importe quel type d'activisme musulman ou arabe comme antisémite (l'usage du terme « néo-antisémitisme » visant à affirmer que le danger nouveau et réel n'était plus l'antisémitisme de la droite (pourtant réellement existant) mais une nouvelle judéophobie (cachée) des musulmans et des gauchistes, déguisée en anti-sionisme voire en critique de la politique d'Israël ;

- tenter de forcer les juifs de rejoindre leur tribu, puisque dans la perception néo-conservatrice du monde, chacun appartient à une tribu qui devrait rester hermétique.

De surcroît, dans toute l'Europe, les dirigeants israéliens lies à la droite israélienne sont prêts à se présenter eux-mêmes ainsi que les communautés qu'ils prétendent - faussement - représenter, comme l'avant-garde de la croisade anti-musulmans dans leurs pays respectifs, utilisant souvent l'antisémitisme comme l'arme centrale de telles attaques (l'affaire Tariq Ramadan en France en est un exemple classique). L'effet en est que certains musulmans - notamment parmi les jeunes - commencent à percevoir les juifs comme leurs principaux ennemis et ceux qui sont responsables de la discrimination, de l'exclusion et du racisme dont ils souffrent.

Est-ce par hasard si la plupart des idéologues de la soi-disant "civilisation judéo-chrétienne" qui poussent les juifs à l'avant-garde de leur croisade sont bien connus pour leur antisémitisme, comme c'est le cas par exemple des fondamentalistes protestants étasuniens du Parti républicain ou certains courants de l'extrême droite catholique française ? En plaçant les juifs sur la ligne de front de leur propre croisade, ils préparent cyniquement le terrain d'une nouvelle vague d'antisémitisme, tout en camouflant leur propre responsabilité dans le sort des minorités musulmanes opprimées dans leurs pays. Une très vieille histoire : des dirigeants juifs dans un jeu aux mains de leurs ennemis et préparant ainsi leur propre tombe...

Ta'ayush

Contre les stratégies du "clash des civilisations" visant à recoloniser le monde et établir un système globalisé d'apartheid, on doit établir, comme une priorité suprême, une contre stratégie visant à briser les murs de l'apartheid et à construire une alliance transcivilisationnelle. En Israël/Palestine nous le faisons sous le titre du Ta'ayush - un mot arabe signifiant « vibre ensemble » - un partenariat juifs/arabes visant à créer non pas une paix et coexistence illusoires, mais à les rendre possibles dans le futur en construisant une lutte commune.

Ta'ayush devrait être la bannière de tous les hommes et femmes, dans le monde entier, qui rejettent le système d'apartheid globalisé et aspirent à lutter pour établir une nouvelle ligne de clivage : non pas entre races ou religions, mais entre les croisés néo-libéraux et tous les peuples du monde, qui de Mombai à Liverpool, de Porto Alegre à Seattle, Genève, Séoul et Jénine, crient ensemble « un autre monde est possible » ! ».

Cette lutte pour un autre monde possible sera un front transcivilisationnel ou elle sera condamnée à l'échec. N'attendons pas qu'il soit trop tard.

Michel Warshawski, Conférence à la Commission islamique des droits de l'homme, Londres, juillet 2006

Qui sommes nous ?

La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) est la section belge de la IVe Internationale. Nous luttons pour une alternative socialiste au système capitaliste car nous pensons que les injustices, les inégalités sociales et les oppressions sont profondément enracinées dans les structures de ce système productiviste, barbare et inhumain. Réformer ce qui est fondamentalement irréformable n'apporte aucune solution, la révolution reste donc une idée actuelle. Nous voulons un monde où la satisfaction démocratiquement déterminée des besoins sociaux humain et le respect prudent des équilibres écologiques remplacent la soif du profit et les lois du marché capitaliste. Nous sommes actifs au quotidien pour soutenir et impulser les résistances sociales, à partir desquels il faut créer une nouvelle force politique anticapitaliste au service de ces luttes. Renforcer la LCR, c'est renforcer ce combat.



Ligue Communiste Révolutionnaire
Section belge de la IVe Internationale

Lisez *La Gauche* ! Abonnez-vous !

Talon à remplir et à renvoyer à la LCR, 20 rue Plantin 1070 Bxl, info@lcr-lagauche.be

Nom : ……

n° & rue: ……

Code postal: …………….Commune: ………………………………………………………………………………………………

Tél: ………………………………………………… E-mail: ……………………………………………………………………………

Je veux...

O un abonnement d'un an à La Gauche, je verse 8 euros sur le compte FLL 001-0728451-57 mention 'Abonnement La Gauche'.

O devenir membre de la LCR.

O devenir membre de soutien de la LCR.

O plus d'infos sur la LCR